EMPIRE CHÉRIFIEN
 Protectorat de la République Française
 AU MAROC

Bulletin Officiel

ABONNEMENTS :

	Zone franc ^e et Tanger	FRANCE et Colonies	ÉTRANGER
3 MOIS.....	8 fr.	9 fr.	20 fr.
6 MOIS.....	14 »	16 »	36 »
1 AN.....	26 »	28 »	60 »

ON PEUT S'ABONNER :

A la Résidence de France, à Rabat.
 à l'Office du Protectorat du Maroc, à Paris
 et dans tous les bureaux de poste.
 Les abonnements partent du 1^{er} de chaque mois.

ÉDITION FRANÇAISE

Hebdomadaire

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION
 Résidence Générale de France à Rabat (Maroc)

Pour les abonnements et les annonces, s'adresser
 à la Direction du *Bulletin Officiel*.

Les mandats doivent être émis au nom de M. le
 Trésorier Général du Protectorat. Les paie-
 ments en timbres-poste ne sont pas acceptés.

PRIX DES ANNONCES :

Annonces légales } La ligne de 27 lettres
 réglementaires } **1 franc 50**
 et judiciaires }

Arrêté résidentiel du 13 mai 1922 (B. O. n° 499
 du 16 mai 1922)

Pour les annonces-réclames, s'adresser à
 l'agence Havas, boulevard de la Gare, à Casa-
 blanca.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats pour toute la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien doivent être obligatoirement insérées au "Bulletin Officiel" du Protectorat.

SOMMAIRE

Pages

PART OFFICIELLE

Dahir du 20 février 1926/7 chaabane 1344 autorisant la cession des droits du Makhzen sur une parcelle de terre dépendant de l'immeuble domanial dénommé « Raba des Soualem Trifia » situé sur le territoire des Oulad Ziane (Chaouta-nord). 382

Dahir du 20 février 1926/7 chaabane 1344 autorisant la vente de la moitié de l'immeuble domanial dit « Dar Salmi », sis à Rabat. 382

Dahir du 23 février 1926/10 chaabane 1344 relatif à l'importation au Maroc des graines de cotonnier et au contrôle de la culture du cotonnier. 382

Dahir du 23 février 1926/10 chaabane 1344 approuvant une convention relative à la participation de l'Office chérifien des phosphates aux dépenses d'établissement du chemin de fer de Casablanca à Kourigha et d'installation d'un réseau d'énergie électrique 383

Dahir du 6 mars 1926/21 chaabane 1344 portant dérogation exceptionnelle, pour l'année 1925, aux dispositions de l'article 2 du dahir du 9 juin 1917/18 chaabane 1335 sur la comptabilité publique 384

Arrêté viziriel du 17 février 1926/4 chaabane 1344 relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique des terrains nécessaires à la construction de la ligne de chemin de fer de Casablanca à Marrakech (section de Settat à Marrakech), pour les parties comprises entre les P. N. 200 et 803 + 70, 903 + 27, et 928 + 69, 938 + 84 et 1233 + 40 385

Arrêté viziriel du 20 février 1926/7 chaabane 1344 autorisant la municipalité de Casablanca à céder à la succession Martinet deux parcelles de son domaine privé 389

Arrêté viziriel du 20 février 1926/7 chaabane 1344 portant déclassement d'une parcelle du domaine public de la municipalité de Rabat et autorisant la cession de cette parcelle à un particulier 389

Arrêté viziriel du 20 février 1926/7 chaabane 1344 fixant les limites du domaine public aux sources sises dans la vallée de l'oued Nefûkh 390

Arrêté viziriel du 23 février 1926/10 chaabane 1344 portant modification à la composition de la société indigène de prévoyance du cercle d'Azilal 390

Arrêté viziriel du 23 février 1926/10 chaabane 1344 ajoutant les papiers à journaux et d'édition à la liste des marchandises admissibles en entrepôt actif 391

Arrêté viziriel du 24 février 1926/11 chaabane 1344 ordonnant la délimitation d'un immeuble collectif situé sur le territoire de la tribu des Oulad Amor (Doukkala-sud). 392

Arrêté viziriel du 24 février 1926/11 chaabane 1344 autorisant la municipalité de Rabat à vendre à un particulier une parcelle de terrain faisant partie de son domaine privé 392

Arrêté viziriel du 26 février 1926/13 chaabane 1344 homologuant les opérations de délimitation de l'immeuble collectif dénommé « Raba des Oulad Ameur » situé sur le territoire de la tribu des Beni Meskine (Chaouïa-sud) 392

Arrêté viziriel du 26 février 1926/13 chaabane 1344 réglementant l'attribution de primes au défrichement pour l'année 1926. 393

Arrêté viziriel du 26 février 1926/13 chaabane 1344 réglementant pour l'année 1926 l'attribution d'une prime à la plantation du murier pour l'alimentation du ver à soie 394

Arrêté viziriel du 27 février 1926/14 chaabane 1344 réglementant l'attribution d'une prime à la plantation ou à la greffe de l'olivier et du caroubier pour l'année 1926 395

Arrêté viziriel du 26 février 1926/13 chaabane 1344 complétant et modifiant l'arrêté viziriel du 25 août 1914/3 chaoual 1332 portant classement des établissements insalubres, incommodes ou dangereux 396

Arrêté viziriel du 27 février 1926/14 chaabane 1344 relatif au contrôle de la salubrité des huîtres en provenance de la France continentale, importées en zone française de l'Empire chérifien. 396

Arrêté viziriel du 27 février 1926/14 chaabane 1344 portant fixation, pour l'année 1926, du nombre des décimes additionnels au principal de l'impôt des patentes à El Hajeb, Ito, Azrou, Ain Leuh, Oulmès, Bou Denib, Guercif, dans les centres du territoire du Tadla et du cercle Zaïan. 397

Arrêté viziriel du 27 février 1926/14 chaabane 1344 portant fixation, pour l'année 1926, du nombre des décimes additionnels au principal de la taxe urbaine à Bou Denib, Guercif, El Hajeb et Azrou. 397

Arrêté viziriel du 3 mars 1926/18 chaabane 1344 portant modification des taxes postales internationales 397

Arrêté du secrétaire général du Protectorat relatif à l'examen d'aptitude aux emplois de chefs de station et de commis principaux du service de l'identification judiciaire. 399

Arrêté du directeur général des travaux publics portant ouverture d'une enquête sur la constitution d'une association syndicale privilégiée pour l'utilisation des eaux de l'oued Gaino (région de Marrakech). 400

Arrêté du directeur général des travaux publics relatif à la répartition des eaux de l'oued Beraïa (région de Marrakech) 400

Arrêté du directeur général de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités relatif à l'ordonnance architecturale des immeubles de l'avenue Bar el Makhzen (place Lyautéy) et portant modification à l'arrêté du 18 novembre 1925. 401

Arrêté du contrôleur civil chef de la région de la Chaouïa autorisant la liquidation du séquestre Carlos Waclgen. 402

Autorisation d'association. 402

Créations d'emploi 402

Nomination du secrétaire général du Protectorat. 402

Promotions, nominations, démissions et révocations dans divers services. 403

Promotions réalisées en application du dahir du 27 décembre 1924 sur les rappels de services militaires.	404
Rectificatif au tableau indiquant la situation au 31 décembre 1914 des agents du service topographique chérifien après application du dahir du 27 décembre 1924 sur les rappels de services militaires, paru au « Bulletin Officiel » n° 650 du 7 avril 1925.	404
Classement et affectation dans le personnel du service des renseignements	404

PARTIE NON OFFICIELLE

Compte rendu de la séance du conseil du Gouvernement du 15 février 1926	404
Résultats du concours pour l'emploi de rédacteur du personnel administratif des services publics chérifiens	411
Institut des hautes études marocaines. — Certificat d'études juridiques et administratives marocaines : préparation au premier examen	412
Avis de mise en recouvrement du rôle supplémentaire du tertib et des prestations de Rabat-ville pour l'année 1925	412
Propriété Foncière. — Conservation de Rabat : Extraits de réquisitions n° 2522 à 2532 inclus ; Réouverture des délais concernant la réquisition n° 2127 ; Avis de clôtures de bornages n° 1029, 1454, 1961, 2091, 2130, 2145, 2176, 2178, 2197, 2222, 2233, 2254, 2255, 2256 et 2295. — Conservation de Casablanca : Extraits de réquisitions n° 8466 à 8499 inclus ; Extraits rectificatifs concernant les réquisitions n° 5798, 6310 et 7695 ; Réouverture des délais concernant la réquisition n° 4345 ; Nouveaux avis de clôtures de bornages n° 5135 et 6310 ; Avis de clôtures de bornages n° 5767, 6261, 6363, 7048, 7201, 7202, 7208, 7659 et 7946. — Conservation d'Oujda : Extraits de réquisitions n° 1436 à 1442 inclus ; Extrait rectificatif concernant la réquisition n° 1277 ; Avis de clôtures de bornages n° 871, 968, 969, 970, 1051, 1220 et 1265. — Conservation de Marrakech : Extraits de réquisitions n° 832 à 850 inclus ; Extrait rectificatif concernant la réquisition n° 785 ; Réouverture des délais concernant la réquisition n° 536 ; Avis de clôtures de bornages n° 601, 623, 624, 625, 626 et 653. — Conservation de Meknès : Extraits de réquisitions n° 670, 671 et 672 ; Avis de clôtures de bornages n° 367, 368, 372 et 385	412
Annonces et avis divers	431

PARTIE OFFICIELLE

DAHIR DU 20 FÉVRIER 1926 (7 chaabane 1344)
 autorisant la cession des droits du Makhzen sur une parcelle de terre dépendant de l'immeuble domanial dénommé « Raba des Soualem Trifia » située sur le territoire des Oulad Ziane (Chaouïa-nord).

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Notre serviteur l'amin el amelak de la Chaouïa est autorisé à céder de gré à gré à MM. Gaston Georges et Maitera Daniel-Antoine et à Mlle Cristiani Marie-Catherine, les droits du Makhzen sur une parcelle de 46 ha. 25 environ, dépendant de l'immeuble domanial dénommé « Raba des Soualem Trifia » et située sur le territoire de la tribu des Oulad Ziane (Chaouïa-nord).

ART. 2. — Cette cession est consentie moyennant le prix de mille huit cent cinquante francs (1.850 fr.) qui

devra être versé à la caisse du percepteur de Casablanca-nord, préalablement à l'établissement de l'acte de vente, lequel devra se référer au présent dahir.

Fait à Rabat, le 7 chaabane 1344,
 (20 février 1926).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 1^{er} mars 1926.

Le Commissaire Résident Général,
 T. STEEG.

DAHIR DU 20 FÉVRIER 1920 (7 chaabane 1344)
 autorisant la vente de la moitié de l'immeuble domanial dit « Dar Salmi », sis à Rabat.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Est autorisée la vente au nommé Mohamed ben Ahmed Salmi, moyennant le prix fixé à 8.000 francs (huit mille francs), de la moitié appartenant à l'Etat chérifien de l'immeuble dit « Dar Salmi », sis à Rabat, 2, rue Lalla Rhechoua.

L'acte de vente devra se référer au présent dahir.

Fait à Rabat, le 7 chaabane 1344,
 (20 février 1926).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 1^{er} mars 1926.

Le Commissaire Résident Général,
 T. STEEG.

DAHIR DU 23 FÉVRIER 1926 (10 chaabane 1344)
 relatif à l'importation au Maroc des graines de cotonnier et au contrôle de la culture du cotonnier.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Moulay Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Notre dahir du 6 février 1925 (1^{er} rejeb 1343) relatif à l'importation, au Maroc, des graines de coton et au contrôle de la culture du cotonnier, est abrogé.

ART. 2. — Sont interdits l'importation et le transit, en zone française de Notre Empire, des cotonniers, des bois, graines, capsules de cotonnier et du coton non égrené, quelle qu'en soit la provenance.

Est également interdite l'introduction, en zone française, des sacs ou enveloppes de toute nature ayant servi pour l'emballage du coton ou des graines de cotonnier.

ART. 3. — Il est fait exception aux dispositions du premier alinéa de l'article précédent pour les envois de graines faits à la direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation (service de l'agriculture et des améliorations agricoles, à Rabat).

Les envois visés au présent article sont, toutefois, soumis aux conditions prévues et au régime établi par Notre dahir du 30 septembre 1920 (16 moharrem 1339) relatif à l'importation de plantes ou parties de plantes destinées à la reproduction.

ART. 4. — Les propriétaires, fermiers, colons, métayers, usufruitiers, usagers, gérants ou autres, faisant valoir leurs propriétés ou celles d'autrui, sont tenus de faire connaître à la direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, les emplacements des propriétés destinées à la culture du cotonnier, la variété et la provenance des semences à utiliser.

Ils envoient à cet effet, avant le 15 mai de chaque année, à la direction générale précitée, sous pli recommandé, une déclaration spéciale sur papier libre.

ART. 5. — Lorsque la présence de certains parasites ou le degré d'invasion d'une culture constitue un danger pour les plantations de cotonnier d'une région, le propriétaire, gérant ou détenteur est tenu de procéder immédiatement à l'arrachage, puis à la destruction par le feu de tous les cotonniers ou plantes spontanées existant sur la parcelle contaminée telle qu'elle est délimitée par le représentant régional du directeur général de l'agriculture.

La parcelle est ensuite labourée et, pendant deux ans, toute culture du cotonnier y est interdite ainsi que sur les terres limitrophes, dans un périmètre s'étendant sur 500 mètres autour de la parcelle contaminée.

ART. 6. — Les personnes visées à l'article 4 ci-dessus sont tenues de procéder, immédiatement après la récolte et sur place, à la destruction par le feu de tous les plants de cotonnier, y compris les feuilles, capsules, graines non récoltées, et, d'une façon générale, de tous les débris provenant de ces plants.

Les plantes spontanées qui se sont développées dans les plantations de cotonnier doivent être détruites dans les mêmes conditions.

Lorsque les plants de cotonnier sont soumis au recépage, les prescriptions de l'alinéa précédent s'appliquent à toutes les parties séparées de la plante à la suite de cette opération ainsi qu'aux feuilles, capsules, graines non récoltées et tous autres débris en provenant.

ART. 7. — Les mesures à prendre pour l'application du présent dahir seront déterminées par arrêté du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation.

ART. 8. — Les infractions aux dispositions des art. 2 et 3 du présent dahir seront punies d'une amende de 16 à

1.000 fr. et d'un emprisonnement de 6 jours à 2 mois ou de l'une de ces deux peines seulement. Le sursis ne pourra être accordé que pour les peines d'emprisonnement.

Les infractions aux dispositions de l'article 4 seront punies d'une amende de 1 jusqu'à 5 francs inclusivement et, en cas de récidive, d'une peine d'emprisonnement de 3 jours au plus.

Les infractions aux dispositions des art. 5 et 6 seront punies d'une amende de 11 à 15 francs inclusivement et, en cas de récidive, d'une peine d'emprisonnement de 5 jours au plus.

Il y a récidive, au cas des § 2 et 3, lorsque, depuis moins de 12 mois, l'auteur de l'infraction a été condamné pour des faits de même nature prévus au présent dahir.

L'article 463 du code pénal français sera toujours applicable.

Le contrevenant sera mis en demeure, par le jugement, de procéder ou faire procéder aux destructions nécessaires dans un délai qui ne pourra être inférieur à quarante-huit heures, compté du jour de la notification du jugement dans les formes prévues au dahir de procédure civile.

À l'expiration du délai fixé, il sera, faute d'exécution, procédé d'office et à ses frais.

*Fait à Rabat, le 10 chaabane 1344,
(23 février 1926).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 4 mars 1926.

*Le Commissaire Résident Général,
T. STEEG.*

DAHIR DU 23 FÉVRIER 1926 (10 chaabane 1344)
approuvant une convention relative à la participation de l'Office chérifien des phosphates aux dépenses d'établissement du chemin de fer de Casablanca à Kourigha et d'installation d'un réseau d'énergie électrique.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 7 août 1920 (21 kaada 1338) portant création de l'Office chérifien des phosphates ;

Vu l'arrêté viziriel du 13 août 1921 (7 hija 1339), relatif au conseil d'administration de l'Office chérifien des phosphates,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Est approuvée, telle qu'elle est annexée au présent dahir, la convention passée le 3 octobre

1925 entre M. Delpit, directeur général des travaux publics, représentant l'Etat chérifien, d'une part, et M. Beaugé, directeur général de l'Office chérifien des phosphates, d'autre part, en vue de régler les conditions de la participation de l'Office chérifien des phosphates aux dépenses d'établissement du chemin de fer de Casablanca à Kourigha et d'installation d'un réseau d'énergie électrique.

Fait à Rabat, le 10 chaabane 1344,
(23 février 1926).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 4 mars 1926.

Le Commissaire Résident Général,
T. STEEG.

*
* *

CONVENTION

relative à la participation de l'Office chérifien des phosphates aux dépenses d'établissement des chemins de fer et à l'installation d'un réseau d'énergie électrique.

Entre M. Delpit, directeur général des travaux publics, représentant le Gouvernement chérifien,
Et M. Beaugé, directeur général de l'Office chérifien des phosphates,

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — L'Office chérifien des phosphates s'engage à rembourser au Gouvernement chérifien les annuités payées par celui-ci depuis l'origine de la construction :

1° Pour l'établissement (construction et matériel fixe et roulant) de l'embranchement de voie normale qui dessert Kourigha ;

2° Pour la moitié de l'établissement du tronc commun Casablanca-Sidi el Aïdi, ainsi que des gares de marchandises de Casablanca ;

3° Pour la part d'établissement ou de garantie due à l'Énergie électrique du Maroc au titre des installations qui concernent la production et le transport de l'énergie électrique à Kourigha.

Les modalités et les quotités annuelles de ces remboursements seront ultérieurement arrêtées par le Gouvernement chérifien, l'Office chérifien des phosphates entendu.

ART. 2. — Dans le cas où les disponibilités de trésorerie de l'Office chérifien des phosphates ne permettraient, telle ou telle année, que d'assurer un remboursement par-

tiel des annuités échues, le surplus serait porté à un compte d'attente non productif d'intérêts ; ce compte serait éteint suivant les possibilités des années suivantes.

ART. 3. — En raison des sommes prises ainsi à sa charge pour les travaux ci-dessus énumérés, l'Office chérifien des phosphates recevra la moitié de la part de bénéfices revenant au Gouvernement chérifien pour l'exploitation de l'embranchement des phosphates et le transport de l'énergie électrique à Kourigha.

ART. 4. — Afin de laisser apparents ses résultats bruts industriels des divers exercices, l'Office chérifien des phosphates inscrira au débit de son compte de profits et pertes les versements annuels dont il est question à l'article premier lorsque ces versements pourront être effectués.

Rabat, le 3 octobre 1925.

Signé : BEAUGÉ Signé : DELPIT.

Vu et approuvé :

Le secrétaire général du Protectorat,
Signé : R. DE SAINT-QUENTIN.

DAHIR DU 6 MARS 1926 (21 chaabane 1344)
portant dérogation exceptionnelle, pour l'année 1925, aux dispositions de l'article 2 du dahir du 9 juin 1917 (18 chaabane 1335) sur la comptabilité publique.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — La date du 31 mars de la seconde année de l'exercice, fixée par le § 2 de l'article 2 de Notre dahir du 9 juin 1917 (18 chaabane 1335) portant règlement sur la comptabilité publique, pour compléter les opérations relatives à la liquidation et à l'ordonnement ou au mandatement des dépenses, est reportée, à titre exceptionnel, pour l'exercice 1925, au 30 avril 1926.

Fait à Rabat, le 21 chaabane 1344,
(6 mars 1926).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 8 mars 1926,

Le Commissaire Résident Général,
T. STEEG.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 17 FÉVRIER 1926
(4 chaabane 1344)

relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique des terrains nécessaires à la construction de la ligne de chemin de fer de Casablanca à Marrakech (section de Settat à Marrakech), pour les parties comprises entre les P. H. 800 et 803 + 70, 903 + 27 et 928 + 69, 938 + 84 et 1203 + 40.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 31 août 1914 (9 chaoual 1332) sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, modifié et complété par les dahirs des 8 novembre 1914 (19 hija 1332), 3 mai 1919 (2 chaabane 1337), 15 octobre 1919 (19 moharem 1338) et 17 janvier 1922 (18 joumada I 1340) ;

Vu le dahir du 2 septembre 1920 (18 hija 1338) déclara-

nt d'utilité publique le chemin de fer à voie normale de Casablanca à Marrakech (section de Settat à Marrakech) ;

Vu la convention en date du 29 juin 1920, portant concession à la Compagnie des chemins de fer du Maroc de différentes lignes de chemins de fer et, notamment, l'art. 21 du cahier des charges y annexé ;

Vu le dossier de l'enquête ouverte dans la circonscription de contrôle civil de Chaouïa-sud, du 22 avril au 22 mai 1924 ;

Sur la proposition du directeur général des travaux publics,

ARRÊTÉ :

ARTICLE PREMIER. — Sont frappées d'expropriation, au profit de la Compagnie des chemins de fer du Maroc, les parcelles désignées sur l'état ci-après, savoir :

Numéros du plan du chemin de fer	NATURE des propriétés	NOMS, PRÉNOMS ET DOMICILES des propriétaires présumés	CONTENANCES des emprises			OBSERVATIONS
			H.	A.	C.	
1	Labour	Cherki ben l'Hamaya, douar Chorfa, Oulad Saïd.....		9	47	
2	id.	Bouchaïb bel Haj, douar Chorfa, (Mzamza).....		23	30	
3	id.	Kébîr ben M'Hamed, douar Chorfa (Mzamza).....		22	03	
4	id.	L'Arbi ben Driss, douar Chorfa, (Mzamza).....		7	50	
5	id.	Si l'Haj ben Abrada, douar Ouled Rao (Oulad Bouziri).....		17	88	
6	id.	Si Driss bel l'Haj, douar Ouled Rao (Oulad Bouziri).....		50	00	
7	id.	Jilali ben l'Haj, douar Ouled Rao (Oulad Bouziri).....		26	96	
8	id.	Abdelkader ben Arana, douar Ouled Mellita (Oulad Bouziri).....		37	71	
9	id.	L'Fki Si Mohamed ben Abouba, douar Ouled Rao (Oulad Bouziri).....		31	95	
10	id.	Ralem ben l'Hoûmer, douar Mellita, (Oulad Bouziri).....	1	00	55	
11	Piste					Pour mémoire
12	Piste					Pour mémoire
13	Labour	Abdelkader ben Arana ; Ouled Abdesslem ben Arana ; M'Hamed ben Arana, douar Mellita, (Oulad Bouziri).....		25	71	
14	Piste					Pour mémoire
15	Piste					Pour mémoire
16	Labour et fossé	Abdelkader ben Arana, douar Mellita, (Oulad Bouziri).....		52	55	
17	Piste					Pour mémoire
18	Labour	Ahmed ben Aïcha, douar Mellita, (Oulad Bouziri).....		20	38	
19	id.	Mohamed ben Bouchaïb, douar Mellita, (Oulad Bouziri).....		7	32	
20	id.	Mohamed ould l'Haj, douar Mellita, (Oulad Bouziri) ; Mohamed ben l'Mati, douar Ouled Abbou (Oulad Mesquin) ; Rahal ben Amor, douar Ouled Amor (Oulad Saïd).....		10	15	
21	Labour	Miloudi Ouled l'Haj Abbès, douar l'Kouarb (Oulad Bouziri).....		8	75	
22	id.	Si Mohamed ben l'Haj, douar Mellita (Oulad Bouziri).....		11	96	
23	Piste					Pour mémoire
24	Labour	Bou Beker bel l'Haj, douar Mellita (Oulad Bouziri).....		9	84	
25	id.	Bouchaïb ben Zeroual ; Abbès ben Zeroual, douar Mellita (Oulad Bouziri).....		49	48	
26	id.	Cheikh Mohamed ben Jilali ben Tahara, douar Ritah, (Oulad Bouziri).....		95	77	
27	id.	Mohamed ben Saraoui, douar Touama (Oulad Bouziri).....	1	36	93	
28	id.	M'Hamed ould Tahara, douar Touama, (Oulad Bouziri).....			27	
29	Piste					Pour mémoire
30	Labour	Ali ben Abd Slem, douar Ritah (Oulad Bouziri).....		48	58	
31	id.	Tahar ben l'Haj, douar Ritah, (Oulad Bouziri).....		2	84	
32	id.	Mohamed ben Jilali, douar Ritah, (Oulad Bouziri).....	3	49	82	
33	id.	Mohamed ben Messaoud, douar Ritah, (Oulad Bouziri).....			63	
34	Piste					Pour mémoire
35	Labour	Si Bouchaïb ould l'Haj Amor, douar Touama, (Oulad Bouziri).....		23	05	

Numéros du plan du chemin de fer	NATURE des propriétés	NOMS, PRÉNOMS ET DOMICILES des propriétaires présumés	CONTENANCES des emprises			OBSERVATIONS
			H.	A.	C.	
36	Piste					Pour mémoire
37	Labour	M'Hamed ould ben Jafer, douar Touama, (Oulad Bouziri).....		17	30	
38	id.	M'Hamed bel l'Haj, douar Touama, (Oulad Bouziri).....		17	83	
39	id.	Si Abd el Hamed, douar Touama, (Oulad Bouziri).....		44	43	
40	id.	Ali ben Abd Slem, douar Touama, (Oulad Bouziri).....			95	
41	Piste					Pour mémoire
42	Labour	Mohamed ben Saraoui, douar Ritah (Oulad Bouziri).....		24	08	
43	Labour	Mohamed ben Salah, douar Touama (Oulad Bouziri).....		40	50	
44	id.	Mohamed ben Jilali, douar Ritah (Oulad Bouziri).....		31	42	
45	Piste					Pour mémoire
46	Labour	M'Hamed ben Tahara, douar Ritah, (Oulad Bouziri).....			04	
47	id.	Ali ben Abd Slem, douar Ritah (Oulad Bouziri).....		54	13	
48	id.	Abdelkader ben l'Haj, douar Touama, (Oulad Bouziri).....		30	03	
49	id.	Ben Jafer ben Messaoud, douar Touama, (Oulad Bouziri).....		79	50	
50	id.	Si Mohamed ben Jilali, douar Touama (Oulad Bouziri).....		28	76	
51	Piste					Pour mémoire
52	Labour	Abdselem ben Larbi, douar Touama, (Oulad Bouziri).....		30	57	
53	Piste					Pour mémoire
54	Labour	L'Haj Amar ould l'Haj Amor, douar Touama (Oulad Bouziri).....		16	97	
55	id.	Abdelkader ben l'Haj, douar Touama (Oulad Bouziri).....		71	05	
56	Labour et fossé	Khalifat Ahmed ben Touanza, douar Touama, (Oulad Bouziri).....		68	12	
57	Piste					Pour mémoire
58	Labour	Hamed ben Bouchaïb, douar Rehachna, (Oulad Bouziri).....		26	93	
59	Piste					Pour mémoire
60	Labour	Khalifat Ahmed ben Touanza, douar Touama, (Oulad Bouziri)....		17	79	
61	id.	Caïd ben Jilali, douar caïd Moussa, (Oulad Bouziri).....		15	68	
62	Piste					Pour mémoire
63	Labour	Mamou ben Amor, douar caïd Moussa, (Oulad Bouziri).....		24	97	
64	id.	Caïd Ben Jilali, douar caïd Moussa, (Oulad Bouziri).....		14	30	
65	id.	Mohamed ben Larbi, douar caïd Moussa, (Oulad Bouziri).....		11	71	
66	id.	Si M'Hamed bel Larbi, douar Ouled Si Abdelkader, (Oulad Bouziri)..		4	81	
67	id.	Si Mohamed ben l'Mati, douar Ouled Si Abdelkader, (Oulad Bouziri)..		40	88	
68	Labour	L'Haj Mohamed bel Abbès, douar Ouled Si Abdelkader, (Oulad Bouziri).....		8	30	
69	Piste					Pour mémoire
70	Labour et sentier	L'Haj Mohamed bel Abbès, douar Ouled Si Abdelkader, (Oulad Bouziri).....		9	80	
71	id.	Si Mohamed ben l'Arbi, douar Ouled Si Abdelkader, (Oulad Bouziri)..		61	62	
72	id.	Si Haomar bel Abbès, douar Ouled Si Abdelkader, (Oulad Bouziri)..		6	91	
73	id.	Bouderra bel Haj, douar Baoura, (Oulad Bouziri).....		96	87	
74	id.	Mohamed ben l'Arbi, douar Jemaa, (Oulad Bouziri).....		4	26	
75	id.	L'Haj ben l'Arbi, douar Baoura, (Oulad Bouziri).....		33	01	
76	Labour	Jilali ben l'Haj, douar Baoura, (Oulad Bouziri).....		14	30	
77	id.	Bouchaïb ben Mohamed, douar Baoura, (Oulad Bouziri).....		5	42	
78	Piste					Pour mémoire
79	Labour	Bouchaïb ben Mohamed, douar Baoura, (Oulad Bouziri).....		8	43	
80	id.	Jilali ben l'Haj Bouchaïb ben Mohamed, douar Baoura, (Oulad Bouziri).....		31	55	
81	Piste					Pour mémoire
82	Labour	Bouderra bel Haj, douar Baoura, (Oulad Bouziri).....		20	86	
83	Piste					Pour mémoire
84	Labour	Rahal Abd el Kak, douar Baoura, (Oulad Bouziri).....		9	46	
85	id.	Abdelkader ben Aziz, douar Baoura, (Oulad Bouziri).....		10	84	
86	id.	Si Ali ben Lameri, douar Baoura, (Oulad Bouziri).....		8	49	
87	id.	Si Bouchaïb ben Larbi, douar Baoura, (Oulad Bouziri).....		10	04	
88	Piste					Pour mémoire
89	id.					Pour mémoire
90	Labour	Miloudi ben Bark, douar Bouara, (Oulad Bouziri).....		28	70	

Numéros du plan du chemin de fer	NATURE des propriétés	NOMS, PRÉNOMS ET DOMICILES des propriétaires présumés	CONTENANCES des emprises			OBSERVATIONS
			H.	A.	C.	
91	Labour	M'Hamed ben Saïd, douar Bouara, (Oulad Bouziri).....		15	62	
92	id.	Abselem ben Ahmou, douar Bouara, (Oulad Bouziri).....		11	85	
93	id.	Mohamed ould Jilali ben Larbi, douar Bouara, (Oulad Bouziri)....		26	07	
94	id.	Rahal ben Mohamed ben Tami, douar Bouara, (Oulad Bouziri).....		12	81	
95	id.	Stahl ben Amed, douar Bouara, (Oulad Bouziri).....			09	
96	id.	Mohamed ben Larbi, douar Bouara, (Oulad Bouziri).....		9	54	
97	id.	Kacem ben Larbi, douar Bouara, (Oulad Bouziri).....		8	00	
98	id.	Miloudi ben Abdslem, douar Bouara, (Oulad Bouziri).....		9	80	
99	id.	Bouchaïb ben Amed, douar Bouara, (Oulad Bouziri).....		8	03	
100	id.	Si Ali ben Ahmed, douar Bouara, (Oulad Bouziri).....		24	66	
101	id.	Lassen ben Larbi, douar Bouara, (Oulad Bouziri).....		16	70	
102	id.	Mohamed ben Larbi, douar Bouara, (Oulad Bouziri).....		3	24	
103	Piste					Pour mémoire
104	Labour	Mohamed ben Taïbi, douar Abbès Ould Zouairia, (Oulad Bouziri)...		14	46	
105	id.	Larbi ben Ahmouach, douar Abbès Ould Zouairia, (Oulad Bouziri)...		11	98	
106	id.	Sahal Chleiri, douar Abbès Ould Zouairia, (Oulad Bouziri).....		18	71	
107	id.	Khalifat Salem ben l'Baloud, Caïd Tounsi Ziraoui, (Oulad Bouziri)...		21	82	
108	id.	Si Mohamed ben Larbi, douar Darkoum, (Oulad Bouziri).....		15	00	
109	Piste					Pour mémoire
110	Labour	Si Abdelkader Dorkaoui, douar Darkoum, (Oulad Bouziri).....		21	90	
111	id.	Smaïn bel Abbès, douar Sliman, (Oulad Bouziri).....		7	82	
112	id.	Khalifat Salem ben l'Baloud, Caïd Tounsi Tiraoui, (Oulad Bouziri)		25	26	
113	id.	Smaïn bel Abbès, douar Sliman, (Oulad Bouziri).....		24	32	
114	Piste					Pour mémoire
115	Labour	Bouchaïb ben Ahmed, douar Sliman, (Oulad Bouziri).....		15	80	
116	id.	Tahar ben Bark, douar Sliman, (Oulad Bouziri).....		6	21	
117	id.	Mohamed ben Abd el Malek, douar Sliman, (Oulad Bouziri).....		50	90	
118	id.	Smaïn bel Abbès, douar Sliman, (Oulad Bouziri).....		18	68	
119	id.	Tahar bel Abbès, douar Sliman, (Oulad Bouziri).....		18	02	
120	id.	Jilali bel Abbès, douar Sliman, (Oulad Bouziri).....		5	82	
121	id.	Bouchaïb bel Abbès, douar Sliman, (Oulad Bouziri).....		4	48	
122	id.	Mohamed ben Jilali, douar Chaba, (Oulad Bouziri).....		9	53	
123	id.	Messaoud bel Baïed, douar Sliman, (Oulad Bouziri).....		46	04	
124	id.	Mohamed ben Abd el Malek, douar Sliman, (Oulad Bouziri).....		10	12	
125	id.	Si Mohamed ben Amadi, douar Brahim, (Oulad Bouziri).....		23	65	
126	id.	Abd el Kebir ben Aïssa, douar Mesquin, (Oulad Bouziri).....		43	77	
127	id.	Si Bouchaïb ben Saïd, douar Mesquin (Oulad Bouziri).....	1	91	09	
128	Route n° 7 de Casablanca à Marrakech					Pour mémoire
129	Labour	Si Mohamed ben Amadi et Si Hamed ben Amadi, douar Brahim (Oulad Bouziri).....	1	72	29	
130	id.	Si Abbès ben Meftaï, douar Remadni, (Oulad Sifta).....		24	95	
131	id.	Abbès ben Mohamed, douar Remadni, (Oulad Sifta).....		15	47	
132	id.	Ahmed ben Boualem, douar Ouled Messaoui, (Oulad Bouziri).....		19	32	
133	id.	Mohamed bel Haj, douar Ouled Messaoui, (Oulad Bouziri).....		27	60	
134	id.	Ahmed ben Boualem, douar Ouled Messaoui, (Oulad Bouziri).....		9	65	
135	id.	Mohamed ben Serir, douar Ouled Messaoui, (Oulad Bouziri).....		14	45	
136	id.	Mohamed bel Haj, douar Ouled Messaoui, (Oulad Bouziri).....		35	47	
137	id.	Srir ben Jilali, douar Ouled Messaoui, (Oulad Bouziri).....		26	53	
138	id.	Ben Cheerk, douar Ouled Messaoui, (Oulad Bouziri).....		25	71	
139	id.	Larbi ben Smaïn et Duager ben Smaïn, douar Ouled Messaoui, (Oulad Bouziri).....		63	36	
140	id.	Mohamed bel Mesnaoui, douar Ouled Messaoui, (Oulad Bouziri)....		58	05	
141	id.	Si Abd Slem ben Taïbi, douar Ouled Messaoui, (Oulad Bouziri)....		76	89	
142	Piste					Pour mémoire
143	Labour	Duager ben Abd el Kader, douar Ouled Messaoui, (Oulad Bouziri)...	1	37	13	
144	Piste					Pour mémoire
145	Labour et sentier	Larbi ben Smaïn, douar Ouled Messaoui, (Oulad Bouziri).....		8	12	

Numéros du plan du chemin de fer	NATURE des propriétés	NOMS, PRÉNOMS ET DOMICILES des propriétaires présumés	CONTENANCES des propriétés			OBSERVATIONS
			H.	A.	C.	
146	Labour	Si Abdeslem ben Taïbi ; Si Bouazza ben Taïbi ; Si Mohamed ben Taïbi, douar Ouled Messaoui, (Oulad Bouziri).....		29	83	
147	Labour Inculte et sentier	Mohamed ben Maati, douar Ouled Messaoui, (Oulad Bouziri).....		40	96	
148	Inculte	Mohamed bel Abbès, douar Ouled Messaoui, (Oulad Bouziri).....		33	66	
149	Labour Inculte	Mokadem Mohamed bel Maati, douar Souaka, (Oulad Bouziri).....		44	93	
150	id.	Si Mohamed ben Bouazza, douar Souaka (Oulad Bouziri).....		94	50	
151	Labour	Si Mohamed bel Hamou bel Atabia, douar Souaka (Oulad Bouziri).....		43	77	
152	id.	Jilali bel Mekki, douar Souaka (Oulad Bouziri).....		1	73	
153	id.	Rahl ben Ahmed, douar Souaka, (Oulad Bouziri).....		19	47	
154	Labour Inculte et 1/2 sentier	Larbi ben Bouchaïb et Mohamed ben Bouchaïb, douar Souaka, Oulad Bouziri).....		33	09	
155	id.	Aomar ben Tabouka, douar Ouled Messaoui, (Oulad Bouziri).....		17	17	
156	Labour	Maati ben Mohamed ben Chaïr, douar des Ouled Messaoui, (Oulad Bouziri).....		39	98	
157	Labour et inculte	Abdel Kader ben Maati, douar Ouled Messaoui, (Oulad Bouziri).....		37	91	
158	Inculte	Djemâa des Oulad Messaoui, douar Ouled Messaoui, (Oulad Bouziri).....		52	67	
159	Piste			31	63	
160	Piste			43	49	
161	Inculte et labour	Djemâa des Oulad M'Hamed, douar Souaka, (Oulad Bouziri).....	5	25	71	Pour mémoire
162	Piste			28	64	
163	Piste			81	85	Pour mémoire
164	Inculte	Djemâa des Ouled Saïd ben Ali, douar Ouled Saïd ben Ali, (Oulad Bouziri).....	6	15	82	
165	Labour	Mohamed ben Jnien, douar Ouled Saïd ben Ali, (Oulad Bouziri).....		18	43	
166	id.	Abselem ben Bessri, douar Ouled Saïd ben Ali, (Oulad Bouziri).....				Pour mémoire
167	id.	Larbi bel Ameri, douar Ouled Saïd ben Ali, (Oulad Bouziri).....				Pour mémoire
168	id.	Kebir el Khalifat, douar Ouled Saïd ben Ali, (Oulad Bouziri).....		79	65	
169	Piste			11	14	
170	Labour	Ahmed ben Bark, douar Ouled Saïd ben Ali, (Oulad Bouziri).....		26	74	
171	id.	Maati ben Bark, douar Ouled Saïd ben Ali, (Oulad Bouziri).....		20	45	
172	id.	Boûda ben Daouia, douar Ouled Saïd ben Ali, (Oulad Bouziri).....		18	97	
173	id.	Si Mohamed ben Jilali, douar Ouled Saïd ben Ali, (Oulad Bouziri).....		12	59	
174	Route n° 7 de Casablanca à Marrakech			50	75	
175	Inculte	Cie Marocaine, représentée par Si Aomar ben Missi à Settlat.....	5	17	59	
176	Oued			46	78	
177	Piste					Pour mémoire
178	Piste de Mechra ben Abbou à Gulsar					Pour mémoire
179	Piste	Si Brahim bel Mekki, douar Ouled Messaoui, (Oulad Bouziri).....		57	30	
180	Inculte, fossé et 1/2 sentier	Ahmed ben M'Ahmed ben N'Haïbi, douar Ouled Messaoui, (Oulad Bouziri).....		77	00	
181	Oued Khaïbane					Pour mémoire
182	Labour	Larotti ben Mohamed, douar Ouled Messaoui, (Oulad Bouziri).....		20	55	
183	id.	Ahmed b. M'hamed b. N'haïbi, douar Ouled Messaoui (Oulad Bouziri).....		12	18	
184	id.	Larotti ben Mohamed, douar Ouled Messaoui, (Oulad Bouziri).....		21	11	
185	Piste					Pour mémoire
186	Inculte	Ahmed ben Mohamed ben Tami, douar Ouled Messaoui (Oulad Bouziri).....		50	53	
187	Piste					Pour mémoire
188	Labour	Mohamed ben Ahmed, douar Ouled Messaoui, (Oulad Bouziri).....		15	40	

Numéros du plan du chemin de fer	NATURE des propriétés	NOMS, PRÉNOMS ET DOMICILES des propriétaires présumés	CONTENANCES des propriétés			OBSERVATIONS
			H.	A.	C.	
189	Labour et 2 sentiers	Djemâa des Oulad Messaoui, douar des Ouled Messaoui, (Oulad Bouziri).....		95	03	Pour mémoire
190	Piste					
191	Labour et 2 sentiers	Larbi ben M'hamed ben N'haïbi, douar Ouled Messaoui, (Oulad Bouziri).....		46	26	
192	Labour et inculte	Cheikh Ahmed ben Teum, douar Ouled Messaoui, (Oulad Bouziri).....		19	75	
193	Labour	Atami ben Adamia, douar Ouled Messaoui, (Oulad Bouziri).....		17	16	
194	id.	Si Mohamed el Kebir, douar Ouled Messaoui, (Oulad Bouziri).....		16	35	
195	Inculte	Djemâa des Oulad Messaoui, douar Ouled Messaoui (Oulad Bouziri).....	1	25	65	
196	1/2 Cum or Robia	Fleuve.....				

ART. 2. — Le délai pendant lequel les propriétaires désignés peuvent rester sous le coup de l'expropriation est fixé à deux ans.

ART. 3. — Le présent arrêté sera notifié sans délai par les soins des caïds et par l'intermédiaire des autorités administratives de contrôle aux propriétaires intéressés, occupants et usagers notoires.

ART. 4. — Dans un délai d'un mois à compter de la publication du présent arrêté au *Bulletin Officiel* et dans les journaux d'annonces légales de la situation des lieux, les propriétaires seront tenus de faire connaître les fermiers et locataires et les détenteurs de droits réels sur leurs immeubles, faute de quoi ils resteront seuls chargés envers

ces derniers des indemnités que ceux-ci pourraient réclamer.

Tous autres intéressés sont tenus de se faire connaître dans le même délai, faute de quoi ils seront déchus de tous droits.

Fait à Rabat, le 4 chaabane 1344,
(17 février 1926).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 1^{er} mars 1926.

Le Commissaire Résident Général,
T. STEEG.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 20 FÉVRIER 1926

(7 chaabane 1344)

autorisant la municipalité de Casablanca à céder à la succession Martinet deux parcelles de son domaine privé.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 8 avril 1917 (15 jomada II 1335) sur l'organisation municipale, modifié et complété par les dahirs des 27 janvier 1923 (9 jomada II 1341) et 26 juillet 1924 (23 hija 1342) ;

Vu le dahir du 1^{er} juin 1922 (4 chaoual 1340), relatif au statut municipal de la ville de Casablanca ;

Vu le dahir du 19 octobre 1921 (17 safar 1340) sur le domaine municipal, complété par le dahir du 17 octobre 1925 (28 rebia I 1344), et, notamment, son article 5 ;

Vu l'arrêté viziriel du 31 décembre 1921 (1^{er} jomada I 1340) déterminant le mode de gestion du domaine municipal ;

Vu l'avis émis par la commission municipale de la ville de Casablanca, dans sa séance du 8 juin 1925 ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat.

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — La municipalité de Casablanca est autorisée à céder à la succession Martinet deux parcelles de terrain faisant partie de la propriété municipale dite « Terrain communal n° 2 », qui est immatriculée suivant titre n° 2087.

Ces deux parcelles, d'une superficie totale de deux cent soixante mètres carrés (260 mq.), sont teintées en rouge sur le plan annexé au présent arrêté.

ART. 2. — La dite cession est effectuée à titre de compensation, sans soulte ni retour à la ville.

ART. 3. — Le chef des services municipaux de la ville de Casablanca est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rabat, le 7 chaabane 1344,
(20 février 1926).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 27 février 1926.

Le Commissaire Résident Général,
T. STEEG.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 20 FÉVRIER 1926

(7 chaabane 1344)

portant déclassement d'une parcelle du domaine public de la ville de Rabat et autorisant la cession de cette parcelle à un particulier.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 8 avril 1917 (15 jomada II 1335) sur l'organisation municipale, modifié et complété par les dahirs des 27 janvier 1923 (9 jomada II 1341) et 26 juillet 1924 (23 hija 1342) ;

Vu le dahir du 19 octobre 1921 (17 safar 1340) sur le domaine municipal, complété par le dahir du 17 octobre 1925 (28 rebia I 1344) ;

Vu l'arrêté viziriel du 31 décembre 1921 (1^{er} jourmada I 1340) déterminant le mode de gestion du domaine municipal ;

Vu le dahir du 1^{er} avril 1917 (8 jourmada II 1335) approuvant et déclarant d'utilité publique les plan et règlement d'aménagement du secteur de Sidi Maklouf, à Rabat, modifié par le dahir du 30 mai 1925 (6 kaada 1343) ;

Vu l'arrêté municipal permanent n° 18, portant modification aux alignements de voirie de la place formée par l'élargissement de la rue du Capitaine-Petitjean à l'encontre des rues de Perpignan et de Barcelone ;

Vu l'arrêté viziriel du 30 août 1924 (20 moharrem 1343) portant classement dans le domaine public municipal de Rabat différents biens du domaine public de l'Etat ;

Vu la convention intervenue le 29 juillet 1925 entre la municipalité de Rabat et Si M'Hammed Guessous, et relative à la cession, à titre de compensation, de la parcelle en question ;

Vu l'avis émis par la commission municipale mixte de la ville de Rabat, dans sa séance du 22 août 1925 ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — La parcelle du domaine public de la ville de Rabat, située au carrefour des rues du Capitaine-Petitjean, de Perpignan et de Barcelone, d'une superficie de deux cent quatre-vingt-six mètres carrés (286 mq.), et qui est figurée en rouge sur le plan annexé au présent arrêté, est déclassée du domaine public de cette ville pour être incorporée dans son domaine privé.

ART. 2. — La municipalité de Rabat est autorisée à céder cette parcelle à Si M'Hammed Guessous, à titre de compensation, sans soulte ni ristourne d'aucune part ; cette cession ne pourra donner lieu de la part de la municipalité de Rabat au paiement d'aucune indemnité.

La servitude *non altius tollendi* prévue par le dahir susvisé du 30 mai 1925 (6 kaada 1343) sera applicable à la parcelle ainsi cédée.

ART. 3. — Le chef des services municipaux de la ville de Rabat est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 7 chaabane 1344,
(20 février 1926).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 27 février 1926.

*Le Commissaire Résident Général,
T. STEEG.*

**ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 20 FÉVRIER 1926
(7 chaabane 1344)**

fixant les limites du domaine public aux sources sises dans la vallée de l'oued Nefifkh.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 1^{er} juillet 1914 (7 chaabane 1332) sur le domaine public, modifié et complété par le dahir du 8 novembre 1919 (14 safar 1338) ;

Vu le plan au 1/500^e dressé le 11 septembre 1925 par le service des travaux publics, sur lequel est délimité le domaine public aux sources dites : « Aïn el Koubib », « Aïn Tousirt », « Aïn Chegigua », « Aïn Skhouna », « Aïn Draoui », sises dans la vallée de l'oued Nefifkh (Chaouïa-nord) ;

Vu le dossier de l'enquête ouverte à Casablanca, du 1^{er} octobre au 1^{er} novembre 1925 ;

Vu le procès-verbal de la commission d'enquête, en date du 4 décembre 1925 ;

Sur la proposition du directeur général des travaux publics,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le domaine public aux sources dites : « Aïn el Koubib », « Aïn Tousirt », « Aïn Chegigua », « Aïn Skhouna », « Aïn Draoui », est délimité comme suit :

1° A la source dite « Aïn el Koubib », suivant un polygone coloré en rose sur le plan au 1/500^e joint au présent arrêté, et dont le contour 1 à 8 est repéré sur les lieux par des bornes numérotées de 1 à 8 ;

2° A la source dite « Aïn Tousirt », suivant un polygone coloré en rose sur le plan au 1/500^e joint au présent arrêté et dont le contour 1 à 11 est repéré sur les lieux par des bornes numérotées de 1 à 11 ;

3° A la source dite « Aïn Chegigua » suivant un polygone coloré en rose sur le plan au 1/500^e joint au présent arrêté et dont le contour 1 à 6 est repéré sur les lieux par des bornes numérotées de 1 à 6 ;

4° A la source dite « Aïn Skhouna », suivant un polygone coloré en rose sur le plan au 1/500^e joint au présent arrêté et dont le contour 1 à 8 est repéré sur les lieux par des bornes numérotées de 1 à 8 ;

5° A la source dite « Aïn Draoui », suivant un polygone coloré en rose sur le plan au 1/500^e joint au présent arrêté et dont le contour 1 à 7 est repéré sur les lieux par des bornes numérotées de 1 à 7.

ART. 2. — Un exemplaire du plan au 1/500^e joint au présent arrêté sera déposé au siège du contrôle civil de Chaouïa-nord et dans les bureaux de la conservation de la propriété foncière de Casablanca.

ART. 3. — Le directeur général des travaux publics est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 7 chaabane 1344,
(20 février 1926).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 1^{er} mars 1926.

*Le Commissaire Résident Général,
T. STEEG.*

**ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 23 FÉVRIER 1926
(10 chaabane 1344)**

portant modification à la composition de la société indigène de prévoyance du cercle d'Azilal.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 28 janvier 1922 (29 jourmada I 1340) sur les sociétés indigènes de prévoyance, modifié par le dahir du 11 mars 1924 (5 chaabane 1342) ;

Vu l'arrêté viziriel du 21 août 1925 (1^{er} safar 1344) portant création de la société indigène de prévoyance du cercle d'Azilal ;

Vu l'arrêté viziriel du 5 janvier 1926 (20 jourmada II 1344) portant création de la djemâa de tribu des Oultana ;

Sur la proposition du directeur général des affaires indigènes,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté viziriel du 21 août 1925 (1^{er} safar 1344) susvisé, sont remplacées par les suivantes :

« Article 2. — Cette société se subdivise en cinq sections énumérées ci-après :

- « 1 pour les Aït Outferkal ;
- « 1 pour les Entifa de la montagne ;
- « 1 pour les Entifa de la plaine ;
- « 1 pour les Aït Attab ;
- « 1 pour les Oultana. »

ART. 2. — Le directeur général des finances, le directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation et le directeur général des affaires indigènes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 10 chaabane 1344,
(23 février 1926).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 1^{er} mars 1926.

*Le Commissaire Résident Général,
T. STEEG.*

ARRÊTE VIZIRIEL DU 23 FÉVRIER 1926

(10 chaabane 1344)

ajoutant les papiers à journaux et d'édition à la liste des marchandises admissibles en entrepôt fictif.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 20 avril 1921 (11 chaabane 1339) sur le régime des entrepôts, notamment les articles 27 et 33 ;

Vu l'arrêté viziriel du 13 février 1922 (15 jourmada II 1340), fixant la liste des marchandises admissibles en entrepôt fictif et le taux de la redevance annuelle due par les entrepositaires ;

Sur la proposition du directeur général des finances et du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les papiers destinés à l'impression des journaux et publications périodiques, ainsi qu'à l'édition, sont ajoutés à la liste des marchandises admissibles en entrepôt fictif, telle qu'elle a été fixée par l'article 1^{er} de l'arrêté viziriel susvisé du 13 février 1922 (15 jourmada II 1340).

ART. 2. — Les entrepositaires de papiers sont tenus

d'acquitter la redevance annuelle prévue par l'article 2 de l'arrêté viziriel précité du 13 février 1922 (15 jourmada II 1340).

*Fait à Rabat, le 10 chaabane 1344,
(23 février 1926).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 3 mars 1926.

*Le Commissaire Résident Général,
T. STEEG.*

**RÉQUISITION DE DÉLIMITATION
concernant un immeuble collectif situé sur le territoire
de la tribu des Oulad Amor (Doukkala-sud).**

LE DIRECTEUR GENERAL DES AFFAIRES INDIGENES,

Agissant au nom et pour le compte de la collectivité Oualidia, en conformité des dispositions de l'article 3 du dahir du 18 février 1924 (12 rejeb 1342) portant règlement spécial pour la délimitation des terres collectives, requiert la délimitation de l'immeuble collectif « Adir Oualidia », consistant en terres de parcours ou cultures, d'une superficie approximative de 8.900 hectares, situé sur le territoire de la tribu des Oulad Amor (Doukkala-sud).

Limites :

Nord-est : un point situé à 100 mètres environ du km. 10 de la piste Safi-Mazagan ; sommet de koudiat Draa es Sefia ; douars Ouled Rabia et Ouled Abdallah Rahmani ; douar Sidi Bou Nouar II ; Bir Jemel ; douar El Ouasla ; piste de Zaoufa Sidi Embark ; lieu dit Fertal Bou Rouman.

Riverains : terres collectives des Oulad Ranem (Doukkala-nord) ;

Sud-est : du dernier point en direction des lieux dits « Fertal el Ouddir », « Zrif », piste Oualidia à Khemis Zemamra, à environ 500 mètres sud-est de Sidi bel Abbès.

Riverains : terres collectives des Oulad Sbeïta puis des Iffou (Doukkala-sud) ;

Sud-ouest : la piste précitée jusqu'à Sidi bel Abbès ; douar Sfia ; Haït Embark ben Hida ; successivement deux enclos de pierres sèches ; la piste Safi-Mazagan à la limite administrative entre Abda et Doukkala.

Riverains : terres collectives des Oulad ben Iffou, puis des Zhouch-Abda ;

Nord-ouest : approximativement la piste Safi-Oualidia-Mazagan.

Riverains : terrains melk des Oualidia.

Ces limites sont telles au surplus qu'elles sont indiquées par un liseré rose au croquis annexé à la présente réquisition.

A la connaissance du directeur général des affaires indigènes il n'existe aucune enclave privée ni aucun droit d'usage ou autre légalement établi.

Les opérations de délimitation commenceront le 26 mai 1926, à 8 heures, à Kasba Oualidia, et se continueront les jours suivants s'il y a lieu.

Rabat, le 13 février 1926.

*Pour le directeur général des affaires indigènes,
Le sous-directeur des affaires indigènes,
RACT-BRANCAZ.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 24 FÉVRIER 1926

(11 chaabane 1344)

ordonnant la délimitation d'un immeuble collectif situé sur le territoire de la tribu des Oulad Amor (Doukkala-sud).

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 18 février 1924 (12 rejeb 1342) portant règlement spécial pour la délimitation des terres collectives ;

Vu la requête du directeur général des affaires indigènes, en date du 13 février 1926, tendant à fixer au 26 mai 1926 les opérations de délimitation de l'immeuble collectif dénommé « Adir Oualidia », appartenant à la collectivité Oualidia, situé sur le territoire de la tribu des Oulad Amor (Doukkala-sud),

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Il sera procédé à la délimitation de l'immeuble collectif dénommé : « Adir Oualidia », appartenant à la collectivité Oualidia, situé sur le territoire de la tribu des Oulad Amor, conformément aux dispositions du dahir du 18 février 1924 (1^{er} rejeb 1342) susvisé.

ART. 2. — Les opérations de délimitation commenceront le 26 mai 1926, à 8 heures, à Kasba Oualidia, et se poursuivront les jours suivants, s'il y a lieu.

*Fait à Rabat, le 11 chaabane 1344,
(24 février 1926).*

MOHAMMED EL MOKRI.*Rabat, le 4 mars 1926.*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

*Le Commissaire Résident Général,
T. STEEG.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 24 FÉVRIER 1926

(11 chaabane 1344)

autorisant la municipalité de Rabat à vendre à un particulier une parcelle de terrain faisant partie de son domaine privé.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 8 avril 1917 (15 joumada II 1335) sur l'organisation municipale, modifié et complété par les dahirs du 27 janvier 1923 (19 joumada II 1341) et du 26 juillet 1924 (23 hija 1342) ;

Vu le dahir du 19 octobre 1921 (17 safar I 1340) sur le domaine municipal, complété par le dahir du 17 octobre 1925 (28 rebia I 1344) ;

Vu l'arrêté viziriel du 6 février 1926 (22 rejeb 1344) portant déclassement de délaissés du domaine public (avenue Foch) de la ville de Rabat ;

Vu l'avis émis par la commission municipale mixte de Rabat, dans sa séance du 22 août 1925) ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — La municipalité de Rabat est autorisée à vendre à M. Vidal une parcelle de terrain attenante

à sa propriété, sise le long de l'avenue Foch, d'une superficie de deux cent quatre mètres carrés environ et teintée en rouge sur le plan annexé au présent arrêté.

Le prix de vente de cette parcelle est fixé à dix francs (10 francs) le mètre carré, soit à la somme globale de deux mille quarante francs (2.040 francs).

ART. 2. — Le chef des services municipaux de la ville de Rabat est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 11 chaabane 1344
(24 février 1926).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 4 mars 1926.

*Le Commissaire Résident Général,
T. STEEG.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 26 FÉVRIER 1926

(13 chaabane 1344)

homologuant les opérations de délimitation de l'immeuble collectif dénommé « Raba des Oulad Ameur » situé sur le territoire de la tribu des Beni Meskine (Chaouïa-sud).

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 18 février 1924 (12 rejeb 1342) portant règlement spécial pour la délimitation des terres collectives ;

Vu l'arrêté viziriel du 30 septembre 1924 (30 safar 1343) ordonnant la délimitation de l'immeuble collectif dénommé « Raba des Oulad Ameur », situé sur le territoire de la tribu des Beni Meskine (Chaouïa-sud) ;

Attendu que la délimitation de l'immeuble susnommé a été effectuée à la date fixée et que toutes les formalités antérieures et postérieures à cette opération, prescrites par les articles 3, 4, 5 et 7 du dahir susvisé, ont été accomplies dans les délais légaux ;

Vu le procès-verbal en date du 12 janvier 1925 établi par la commission prévue à l'article 2 du dahir précité, qui a procédé aux opérations de délimitation ;

Vu le certificat établi par le conservateur de la propriété foncière, à la date du 2 décembre 1925, conformément aux prescriptions de l'article 6 du même dahir et attestant :

1° Qu'aucune immatriculation n'est antérieurement intervenue sur une parcelle comprise dans le périmètre de l'immeuble collectif délimité comme il est dit ci-dessus ;

2° Qu'aucune opposition à la délimitation du dit périmètre n'a fait l'objet du dépôt d'une réquisition d'immatriculation ;

Vu le plan sur lequel est indiqué par un liséré rose l'immeuble collectif délimité ;

Sur la proposition du directeur général des affaires indigènes, tuteur des collectivités,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les opérations de délimitation de l'immeuble collectif dénommé « Raba des Oulad Ameur », situé sur le territoire de la tribu des Beni Meskine (Chaouïa-

sud), sont homologuées conformément aux dispositions de l'article 8 du dahir ^{visé} du 18 février 1924 (12 rejeb 1342).

ART. 2. — Cet immeuble a une superficie approximative de 5.150 hectares.

Ses limites sont et demeurent fixées comme suit :

Au nord-ouest : de B. 1 à B. 5, lieu dit « El Ksar », au Moualim el Ksar des Oulad Salem (Oulad Ameur), représentés par : Si Mohammed ben Fqih, Larbi ben Fqih, Mohammed ben Bouazza, Salah ben Miloudi, Mohammed ben Haj, Rahal ben Mohammed, Bouchaïb ben Bouazza, M'Hammed ben Jilali, Rahal ben Miloudi, Mohammed ben Salem ;

Au nord : de B. 5 à B. 7, lieu dit : « El Feid », au douar M'Sassa (des Oulad Ameur requérants).

De B. 7 à B. 10, lieu dit : « Oulad Ayeḍ », au douar Oulad Hamida (des Oulad Ameur requérants).

De B. 10 à B. 15 (et B. 13 de la propriété « Krakra », lieu dit : « Jbiil », jusqu'à la piste d'El Omri aux Oulad Salem (Oulad Ameur requérants) ;

Lieu dit : « Bled Si Ameur », jusqu'à B. 13 aux Oulad Salem ;

Lieu dit : « Bled Biadat » jusqu'à kerkour Nouiga, aux Oulad Salem ;

Lieu dit : « Rouiguiba », jusqu'à B. 13 (des Krakra), aux Oulad Salem.

Au sud-est : de B. 13 à B. 1 (de Krakra), immeuble collectif « Krakra », à la collectivité des Krakra (tribu des Beni Meskine).

Au sud-ouest : de B. 1 (Krakra) à B. 1 (Oulad Ameur) ; l'oued Oum er Rebia.

Les limites ci-dessus énoncées sont indiquées par un liséré rose sur le plan annexé au présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 13 chaabane 1344,
(26 février 1926).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vi pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 4 mars 1926.

*Le Commissaire Résident Général,
T. STEEG.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 26 FÉVRIER 1926

(13 chaabane 1344)

réglementant l'attribution de primes au défrichement pour l'année 1926.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 8 mars 1920 (16 joumada II 1338) instituant des subventions pour encourager le défrichement ;

Sur la proposition du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation et après avis du directeur général des finances,

ARRÊTÉ :

ARTICLE PREMIER. — Tout exploitant agricole entreprenant des opérations de défrichement au cours de l'année 1926, pourra requérir, à titre de prime d'encouragement, la subvention prévue par le présent arrêté.

Il devra, à cet effet, adresser à l'inspecteur régional de l'agriculture, sous le couvert de l'autorité de contrôle, une déclaration spécifiant :

1° Le nom et l'adresse du propriétaire des terrains à défricher ou à épierrer, ainsi que la qualité du requérant (métayer, locataire, fermier, etc...) ;

2° La situation exacte des terres à défricher ou épierrer (croquis joint) ;

3° Leur superficie respective ;

4° Les moyens qui sont envisagés pour effectuer le défrichement ou l'épierrage (manuels ou mécaniques) ;

5° Le chiffre de l'estimation du prix de revient à l'hectare du travail projeté.

ART. 2. — Ces déclarations seront vérifiées sur place par un délégué du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation qui examinera, en présence de l'exploitant intéressé et contradictoirement avec lui, les superficies à défricher ou à épierrer, le prix de revient du défrichement ou épierrage d'après la situation de l'immeuble et la valeur des produits utilisables, ainsi que les difficultés à prévoir dans l'exécution de l'opération, tant à cause de la nature et de la compacité du sol qu'en raison de la nature et de la densité des peuplements. Les conclusions de cette expertise serviront de base pour la fixation du taux de la subvention afférente à l'entreprise envisagée.

ART. 3. — Le délégué du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation consignera, dans un procès-verbal, ses propositions relatives au taux de la subvention à accorder et ses observations, ainsi que celles du requérant. Ce document, qui devra être signé par l'expert et le pétitionnaire, sera adressé sans retard, ainsi que la demande du requérant, au directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, qui fixera définitivement le taux de la subvention à allouer pour chaque cas particulier. Sa décision sera sans appel.

ART. 4. — En aucun cas, pour l'année 1926, le montant de la subvention ne pourra dépasser deux cents francs par hectare (défriché ou épierré).

ART. 5. — La déclaration visée à l'article premier devra être envoyée un mois avant le commencement des travaux, de manière que la vérification puisse avoir lieu sur le terrain encore en friche. Toutefois, si, dans le délai d'un mois à compter de la date d'envoi de la déclaration, la vérification prévue à l'article 2 n'a pas été faite, le défrichement ou l'épierrage pourra être entrepris par le pétitionnaire qui ne sera d'ailleurs pas fondé à se prévaloir du travail déjà effectué pour élever une réclamation sur la détermination, soit des superficies fraîchement défrichées ou épierrées reconnues, soit du taux de la subvention afférente à l'opération.

ART. 6. — Les exploitants agricoles seront tenus d'aviser les inspecteurs régionaux de l'achèvement de leurs opérations annuelles de défrichement ou d'épierrage, en précisant notamment la situation exacte et l'importance des surfaces nettoyées. Un croquis sera joint à cette déclaration.

ART. 7. — La parfaite et entière exécution du défrichement ou épierrage devra être reconnue par un délégué du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation qui consignera, dans un procès-verbal, les résultats de son expertise. Ce document, qui sera signé de l'expert et du pétitionnaire, sera adressé au directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation. Il servira, s'il y a lieu, de pièce justificative à l'ordonnement de la subvention.

La prime afférente aux travaux exécutés sera obligatoirement payée au propriétaire du sol à l'époque du constat, sans qu'il soit tenu compte de la qualité du requérant (métayer, fermier, locataire ou autre).

Toutefois, lorsque les travaux auront été exécutés sur des terrains makhzen, habous ou collectifs (biens de tribus), la prime sera exceptionnellement mandatée au locataire réel du sol qui devra fournir toutes pièces justifiant de sa qualité.

ART. 8. — Le taux de la subvention à l'hectare, allouée en vertu de l'article 3, ne donnera droit au mandatement que si l'intéressé requiert, avant le 30 novembre de la même année, le constat définitif de défrichement ou d'épierrement dans lequel devront figurer, s'il y a lieu, les travaux à exécuter au cours du mois de décembre.

Faute par le requérant de se conformer à la présente disposition, tous droits à la prime pour l'année écoulée seront périmés.

Les surfaces expertisées conformément à l'article 2 et qui n'auraient pu être défrichées ou épierrées avant le 31 décembre de l'année en cours seront l'objet d'une nouvelle déclaration de la part de l'exploitant. A la suite de cette déclaration, qui sera adressée à l'inspecteur régional de l'agriculture, par l'entremise de l'autorité locale de contrôle, un délégué du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation procédera à une nouvelle expertise avant travaux, conformément à l'article 2 du présent arrêté.

ART. 9. — Dans le cas où des repousses seraient constatées sur des terrains ayant bénéficié de la prime au défrichement, il ne sera pas donné de suite aux demandes d'expertises préalables visant d'autres parcelles, présentées pour le compte du même propriétaire, tant que le terrain, où la présence des repousses aura été constatée, n'aura pas subi un complément de défrichement nécessaire à sa mise en parfait état de propreté.

Ce défrichement complémentaire ne donnera pas lieu à l'attribution d'une prime et les dépenses qu'il entraînera resteront à la charge de l'intéressé.

ART. 10. — Toute fraude dûment constatée au cours de la procédure d'attribution d'une prime au défrichement, c'est-à-dire pendant la période comprise entre la date de l'expertise préalable des terrains à défricher et la date du constat, entraînera l'exclusion du propriétaire du bénéfice de toute prime d'encouragement à l'agriculture, pour une période de cinq ans, sans préjudice de toutes poursuites dans les conditions de droit commun, qui pourront être entreprises contre lui.

ART. 11. — Le directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation et le directeur général des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 13 chaabane 1344,
(26 février 1926).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 4 mars 1926.

Le Commissaire Résident Général,

T. STEEG.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 26 FÉVRIER 1926

(13 chaabane 1344)

réglementant pour l'année 1926 l'attribution d'une prime à la plantation du mûrier pour l'alimentation du ver à soie.

LE GRAND VIZIR,

Considérant l'intérêt que présente le développement de la sériciculture au Maroc ;

Considérant que cette industrie agricole ne pourra normalement s'implanter qu'en fonction du nombre de mûriers susceptibles de procurer la nourriture nécessaire aux vers à soie et qu'il y a lieu, dans ces conditions, d'encourager les plantations de mûriers ;

Sur la proposition du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, et après avis du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Quiconque justifiera avoir, postérieurement au 1^{er} janvier 1926, planté en vue de leur culture permanente et de leur entretien régulier, des mûriers pour l'alimentation de vers à soie, pourra requérir, à titre d'encouragement, le bénéfice d'une prime dont le montant ne pourra pas être supérieur à un franc, cinquante centimes (1 fr. 50) pour chaque sujet tige et un franc (1 fr.) pour chaque sujet basse-tige, planté dans de bonnes conditions.

Seuls seront admis à bénéficier de la prime le mûrier blanc (*morus Alba L*) et ses variétés.

ART. 2. — Cette prime ne pourra être attribuée à l'ayant droit qu'en cas de réussite de la plantation constatée dix mois au moins après l'opération.

ART. 3. — La prime ne sera accordée que pour la plantation de 50 sujets tiges plantés à la distance minima de 4 mètres les uns des autres, ou à tout groupement d'au moins 25 sujets sur tige basse plantés à la distance de 3 mètres.

ART. 4. — En aucun cas, pour l'année 1926, la prime accordée dans une même année au même propriétaire ne pourra dépasser cinq cents francs.

ART. 5. — Pour une plantation de mûriers en haie, la prime sera accordée au mètre linéaire, au taux de 0 fr. 25 le mètre.

Dans ce cas, elle ne sera attribuée que pour une plantation minima de 50 mètres, comprenant de 80 à 100 sujets, de semis d'un an, plantés à 0 m. 50 ou 0 m. 60 sur la ligne.

ART. 6. — Les déclarations de plantation devront être adressées avant le 1^{er} avril 1926, par lettre recommandée, à l'inspecteur régional d'agriculture, sous le couvert de l'autorité locale de contrôle.

Elles devront mentionner obligatoirement :

1° Le nom et l'adresse du propriétaire des terrains complantés, ainsi que la qualité du requérant ;

2° La superficie exacte et la superficie totale des terrains complantés ;

3° La période pendant laquelle les opérations de plantations ont été poursuivies et la date d'achèvement de ces opérations.

ART. 7. — Dix mois au moins après l'envoi de la demande ci-dessus, l'inspecteur régional d'agriculture de la situation des lieux procédera, soit d'office, soit à la requête de l'intéressé, et en tous cas en présence de celui-ci, à la vérification du nombre d'arbres plantés ayant repris. Il vérifiera également l'exactitude des renseignements fournis par le requérant dans sa demande d'attribution de prime.

Un procès-verbal de cette vérification sera établi par les soins du dit inspecteur pour servir à arrêter le montant de la prime à allouer.

Ce procès-verbal, qui devra être signé de l'expert et du pétitionnaire, sera adressé au directeur général de l'agriculture.

ART. 8. — Si, lors de la vérification prévue à l'article 7 les sujets plantés ne présentent pas toutes les garanties désirables de bonne végétation, le représentant du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation pourra reporter à une date ultérieure la constatation des travaux effectués.

ART. 9. — La prime afférente aux travaux exécutés sera obligatoirement payée au propriétaire réel du sol à l'époque du constat, sans qu'il soit tenu compte de la qualité du requérant (métayer, fermier, locataire ou autre).

Toutefois, lorsque les travaux auront été exécutés sur des terrains makhzen, habous ou collectifs (biens de tribus), la prime sera exceptionnellement mandatée au locataire réel du sol qui devra fournir toutes pièces justifiant de sa qualité.

ART. 10. — Toute fraude dûment constatée au cours de la procédure d'attribution d'une prime à la plantation du mûrier, entraînera l'exclusion du propriétaire du bénéfice de toute prime d'encouragement à l'agriculture, pour une période de cinq ans, sans préjudice de toutes poursuites dans les conditions de droit commun, qui pourront être entreprises contre lui.

ART. 11. — Le directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation et le directeur général des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 13 chaabane 1344,
(26 février 1926).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 4 mars 1926.

Le Commissaire Résident Général.

T. STEEG.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 27 FÉVRIER 1926

(14 chaabane 1344)

réglementant l'attribution d'une prime à la plantation ou à la greffe de l'olivier et du caroubier pour l'année 1926.

LE GRAND VIZIR,

Sur la proposition du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, et après avis conforme du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Tout exploitant agricole qui justifiera avoir, postérieurement au 1^{er} janvier 1926, planté ou greffé en vue de leur culture régulière et permanente, des oliviers ou des caroubiers, pourra requérir, à titre de prime d'encouragement le bénéfice d'une subvention dont le montant est fixé à trois francs pour chaque sujet planté ou greffé et d'une espèce donnant, dans des conditions moyennes de culture, des produits de bonne utilisation.

ART. 2. — La prime ne pourra être allouée que pour la plantation ou le greffage de cinquante sujets au moins dans la même année.

Elle ne pourra dépasser trois cents francs (300 fr.) par hectare complanté.

Le maximum de la prime accordée dans une année au même agriculteur ne pourra jamais être supérieur à trois mille francs (3.000 fr.).

ART. 3. — Cette prime ne pourra être attribuée qu'au cas de réussite de la plantation ou de la greffe constatée dix mois au moins après l'opération.

En aucun cas, la prime de greffage ne peut s'ajouter à la prime de plantation pour un même sujet.

ART. 4. — Seront seuls admis au bénéfice de la prime, les sujets racinés ou non, mis en terre et présentant les caractéristiques suivantes :

Bourgeon d'un mètre avec diamètre de deux centimètres (2 cm.) au collet, soit approximativement six centimètres (6 cm.) de circonférence.

ART. 5. — Les déclarations de plantations devront être adressées avant le 1^{er} avril 1926, sous pli recommandé, à l'inspecteur régional de l'agriculture, par l'entremise de l'autorité locale de contrôle.

Elles mentionneront obligatoirement :

1° Le nom et l'adresse du propriétaire des terrains complantés, ainsi que la qualité du requérant ;

2° La superficie exacte et la superficie totale des terrains complantés ou sur les plantations desquels la greffe a été pratiquée ;

3° Le nombre et l'espèce des arbres plantés ou des arbres greffés ;

4° La période pendant laquelle les opérations de plantation ou de greffe ont été poursuivies et la date d'achèvement de ces opérations.

ART. 6. — Dix mois au moins après l'envoi de la demande ci-dessus, l'inspecteur d'agriculture de la situation des lieux procédera, soit d'office, soit à la requête de l'agriculteur intéressé, et en tous cas en présence de celui-ci, à la vérification du nombre d'arbres plantés et ayant repris, et du nombre d'arbres dont les greffes ont réussi. Il vérifiera également l'exactitude des renseignements fournis par l'agriculteur dans sa demande d'attribution de prime.

Un procès-verbal de cette vérification sera établi par les soins du dit inspecteur pour servir à arrêter le montant de la prime à allouer.

Ce procès-verbal qui devra être signé de l'expert et du pétitionnaire, sera adressé au directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation.

ART. 7. — Si, lors de la vérification prévue à l'article 6, les sujets plantés ou greffés ne présentent pas toutes les garanties désirables de bonne végétation ou de bonne reprise, le représentant du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation pourra reporter à une date ultérieure la constatation des travaux effectués.

ART. 8. — La prime afférente aux travaux exécutés sera obligatoirement payée au propriétaire réel du sol à l'époque du constat, sans qu'il soit tenu compte de la qualité du requérant (métayer, fermier, locataire ou autre).

Toutefois, lorsque les travaux auront été exécutés sur des terrains makhzen, habous ou collectifs (bien de tribus), la prime sera exceptionnellement mandatée au locataire réel du sol, qui devra fournir toutes pièces justifiant de sa qualité.

ART. 9. — Toute fraude dûment constatée au cours de la procédure d'attribution d'une prime à la plantation ou au greffage, c'est-à-dire pendant la période comprise entre la déclaration de plantation prévue à l'article 5 et la vérification prévue à l'article 6, entraînera l'exclusion du propriétaire du bénéfice de toute prime d'encouragement à l'agriculture, pour une période de cinq ans, sans préjudice de toutes poursuites dans les conditions de droit commun qui pourront être entreprises contre lui.

ART. 10. — Le directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation et le directeur général des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 14 chaabane 1344,
(27 février 1926).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 4 mars 1926.

*Le Commissaire Résident Général,
T. STEEG.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 26 FÉVRIER 1926

(13 chaabane 1344)

complétant et modifiant l'arrêté viziriel du 25 août 1914 (3 chaoual 1332) portant classement des établissements insalubres, incommodes ou dangereux.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 25 août 1914 (3 chaoual 1332) portant réglementation des établissements insalubres, incommodes ou dangereux ;

Vu l'arrêté viziriel du 25 août 1914 (3 chaoual 1332) portant classement des établissements insalubres, incommodes ou dangereux, complété par les arrêtés viziriels des 1^{er} octobre 1918 (24 hija 1336) et 24 février 1923 (7 rejeb 1341).

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — L'arrêté viziriel susvisé du 25 août 1914 (3 chaoual 1332) est complété par le nouvel article suivant :

« Article 3. — Les réservoirs d'essence pour distribution automatique, dont la capacité est inférieure ou

« égale à 3.000 litres et qui sont constitués par des fosses
« couvertes ou des réservoirs enterrés présentant des ga-
« ranties suffisantes de sécurité, ne sont pas compris parmi
« les établissements énumérés aux articles 1^{er} et 2 ci-des-
« sus.

« Leur installation est néanmoins soumise à l'auto-
« risation des autorités municipales ou de contrôle de la
« situation des lieux, qui ont qualité pour imposer les me-
« sures nécessaires en vue d'éviter tout danger d'incendie,
« et en contrôler l'application.

« Lorsque ces réservoirs sont installés sous la voie
« publique, ils sont soumis aux règlements en vigueur
« sur les occupations temporaires du domaine public ainsi
« qu'aux règlements de voirie. »

*Fait à Rabat, le 13 chaabane 1344,
(26 février 1926).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 4 mars 1926.

*Le Commissaire Résident Général,
T. STEEG.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 27 FÉVRIER 1926

(14 chaabane 1344)

relatif au contrôle de la salubrité des huîtres en provenance de la France continentale, importées en zone française de l'Empire chérifien.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 18 septembre 1925 (29 safar 1344) réglementant la vente et l'importation des huîtres dans la zone française de l'Empire chérifien et, notamment, son article 2 ainsi conçu : « Seules les huîtres importées dont l'envoi est accompagné d'un certificat d'origine salubre, délivré par un organisme de l'Etat expéditeur ou reconnu par lui et agréé par le Gouvernement chérifien, peuvent être vendues en vue de leur consommation immédiate » ;

Vu le décret français du 31 juillet 1923 portant réglementation sur la salubrité des huîtres et autres coquillages ;

Vu le décret français du 5 juin 1924 relatif à l'expédition des huîtres au départ des lieux de production ;

Vu l'arrêté du sous-secrétaire d'Etat des ports, de la marine marchande et des pêches, en date du 17 septembre 1924, modifié par l'arrêté du 31 juillet 1925,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Pour l'application de l'article 2 précité du dahir du 18 septembre 1925 (29 safar 1344), les expéditions d'huîtres en provenance de la France continentale pourront être importées en zone française en vue de leur consommation immédiate s'il a été satisfait aux prescriptions des décrets et arrêtés français précités, et ne donneront lieu, à l'arrivée, qu'aux vérifications ci-après.

ART. 2. — Les expéditions d'huîtres provenant d'un établissement ostréicole (établissements de production, d'élevage, d'engraissement, d'affinage et d'amélioration d'huîtres, établissements d'expédition, dépôts et réserves existant sur le littoral métropolitain) devront être accom-

pagnées soit du duplicata du certificat d'origine salubre imposé aux expéditeurs par l'article 10 du décret susvisé du 31 juillet 1923, soit de l'étiquette spéciale prévue par l'arrêté susvisé du 17 septembre 1924 ; ladite étiquette valant duplicata devra être trouvée fixée au colis à l'arrivée.

ART. 3. — Les expéditions d'huîtres provenant de l'exploitation des bancs de gisements naturels devront être accompagnées d'une attestation d'origine salubre que les expéditeurs sont tenus de se faire délivrer au départ, dans les conditions prévues par l'article 12 du décret du 31 juillet 1923.

ART. 4. — Les importations d'huîtres d'origine étrangère demeurent soumises aux prescriptions de l'article 2 du dahir susvisé du 18 septembre 1925 (29 safar 1344).

ART. 5. — Le directeur général des finances, le directeur général des travaux publics et le sous-directeur, chef du service de la santé et de l'hygiène publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 14 chaabane 1344,
(27 février 1926).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 4 mars 1926.

*Le Commissaire Résident Général,
T. STEEG.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 27 FÉVRIER 1926
(14 chaabane 1344)

portant fixation, pour l'année 1926, du nombre des décimes additionnels au principal de l'impôt des patentes à El Hajeb, Ito, Azrou, Aïn Leuh, Oulmès, Bou Denib, Guercif, dans les centres du territoire du Taïla et du cercle Zaïan.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'article 2 du dahir du 9 octobre 1920 (25 moharrem 1339) portant établissement de l'impôt des patentes ;

Sur la proposition du directeur général des affaires indigènes et l'avis du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Le nombre de décimes additionnels au principal de l'impôt des patentes à percevoir, en 1926, au profit du budget général de l'Etat, est fixé à :

Trois (3) à El Hajeb, Ito, Azrou, Aïn Leuh, Oulmès, Guercif, dans les centres du territoire du Taïla et du cercle Zaïan ;

Cinq (5) à Bou Denib.

*Fait à Rabat, le 14 chaabane 1344,
(27 février 1926).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 4 mars 1926.

*Le Commissaire Résident Général,
T. STEEG.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 27 FÉVRIER 1926

(14 chaabane 1344)

portant fixation, pour l'année 1926, du nombre des décimes additionnels au principal de la taxe urbaine à Bou Denib, Guercif, El Hajeb et Azrou.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'article 3 du dahir du 24 juillet 1918 (15 chaoual 1336) portant réglementation de la taxe urbaine ;

Sur la proposition du directeur général des affaires indigènes et l'avis du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Le nombre des décimes additionnels au principal de la taxe urbaine à percevoir, en 1926, au profit du budget général de l'Etat, est fixé à :

Trois (3) à El Hajeb et Azrou ;

Dix (10) à Bou Denib et à Guercif.

*Fait à Rabat, le 14 chaabane 1344,
(27 février 1926).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 4 mars 1926.

*Le Commissaire Résident Général,
T. STEEG.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 3 MARS 1926
(18 chaabane 1344)

portant modification des taxes postales internationales.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 14 mars 1925 (18 chaabane 1343) portant ratification des actes du congrès postal universel de Stockholm signés à Stockholm le 28 août 1924 ;

Vu les décrets du 15 septembre 1925 insérés au *Journal officiel* de la République française du 16 septembre 1925 ;

Vu l'arrêté viziriel du 28 septembre 1925 (10 rebia I 1344) portant modification des taxes postales internationales ;

Vu les décrets des 21 et 22 janvier 1926 insérés au *Journal officiel* de la République française du 27 janvier 1926 ;

Sur la proposition du directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones, après avis conforme du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans les relations entre le Maroc, d'une part, et les pays qui ont adhéré ou adhéreront à la convention postale universelle, au règlement y annexé, ainsi qu'aux divers arrangements signés à Stockholm le 28 août 1924, d'autre part, les taxes postales et les conditions d'échange des objets de correspondance, des mandats postaux et des valeurs à recouvrer, sont fixées ainsi qu'il suit :

I. — CORRESPONDANCES POSTALES

Lettres

Jusqu'à 20 grammes	1 fr. 25
Au-dessus de 20 grammes, par 20 grammes ou fraction de 20 grammes.....	0 fr. 75

Cartes postales

Pour la carte simple et pour chaque partie de la carte avec réponse payée	0 fr. 75
---	----------

Papiers d'affaires

Par 50 grammes ou fraction de 50 grammes.	0 fr. 25
Avec minimum de perception de	1 fr. 25

Imprimés

Par 50 grammes ou fraction de 50 grammes. 0 fr. 25
 Les journaux et écrits périodiques expédiés directement par les éditeurs, les livres brochés ou reliés, à l'exclusion de toute publicité ou réclame, expédiés dans les mêmes conditions, les éditions littéraires et scientifiques échangées entre les institutions savantes bénéficieront d'une réduction de 50 % sur le tarif général dans les pays qui donneront leur adhésion à l'application réciproque de cette mesure ; la taxe à percevoir après l'abattement prévu sera, le cas échéant, forcée au demi-décime. A titre exceptionnel, les journaux et écrits périodiques expédiés directement par les éditeurs ne subiront les augmentations prévues dans le présent arrêté qu'à partir du 1^{er} juillet 1926.

Echantillons

Par 50 grammes ou fraction de 50 grammes.	0 fr. 25
Avec minimum de perception de	0 fr. 50

Impression en relief à l'usage des aveugles

Par 1.000 grammes ou fraction de 1.000 gr.	0 fr. 25
Droit fixe de recommandation	1 fr. 25

Objets non ou insuffisamment affranchis

Taxe égale au double de l'affranchissement manquant ou de l'insuffisance, avec minimum de 0 fr. 50

Envois contre remboursement

- Taxe d'un envoi recommandé de même catégorie.
- Droit fixe de 2 francs par objet.
- Droit proportionnel au montant du remboursement de 0 fr. 25 par 50 francs ou fraction de 50 francs.

Ces droits seront à la charge de l'expéditeur et resteront acquis au Trésor dans tous les cas.

Les envois contre remboursement ne donnent pas lieu à rémunération au profit du facteur encaisseur.

Correspondances et mandats originaires de l'étranger adressés poste restante

Taxe applicable aux correspondances de même nature du régime intérieur.

Avis de réception

Demandé au moment du dépôt de l'objet ..	1 fr. 25
Demandé postérieurement au dépôt de l'objet ..	2 fr. 50

Demande de renseignements concernant des objets ordinaires ou recommandés

2 fr. 50, sauf lorsqu'il s'agit d'un objet recommandé pour lequel l'expéditeur a déjà acquitté la taxe d'un avis de réception.

Montant de l'indemnité pour la perte d'un envoi recommandé	100 francs
--	------------

Envoi exprès

Taxe fixe à percevoir sur l'expéditeur en plus du port ordinaire	2 fr. 50
--	----------

Envois originaires de l'étranger et reconnus contenir des objets passibles de droits de douane

Taxe de dédouanement de 2 fr. perçue au profit de l'administration des postes. Toutefois, en ce qui concerne les envois originaires de la France, de l'Algérie, de la Tunisie, des colonies françaises et des pays de protectorat français, cette taxe sera réduite au montant des droits d'importation et de taxe spéciale perçus par l'administration des douanes, avec un maximum de 2 francs.

Cartes d'identité

Prix de vente	3 francs
Délai de validité : 3 ans.	

Coupons-réponse

Prix de vente	2 francs
---------------------	----------

Lettres avec valeur déclarée

- 1^o Taxe d'une lettre ordinaire de même poids.
 - 2^o Droit fixe de recommandation de 1 fr. 25.
 - 3^o Droit proportionnel d'assurance de 0 fr. 40 par 300 fr. ou fraction de 300 fr. de valeur déclarée.
- Maximum de déclaration 20.000 fr.
 Maximum de poids 2 kilog.

Boîtes avec valeur déclarée

- 1^o Port de 1 fr. par 50 gr. ou fraction de 50 gr. avec minimum de perception de 5 francs
 - 2^o Droit fixe de recommandation de 1 fr. 25
 - 3^o Droit proportionnel d'assurance de 0 fr. 40 par 300 fr. ou fraction de 300 fr. de valeur déclarée.
- Maximum de déclaration 20.000 fr.
 Maximum de poids 1 kilog.

Abonnements aux journaux étrangers

- 1^o Droit unitaire de commission 0 fr. 20
- 2^o Taxe de transport par numéro de 1 centime jusqu'à 50 gr. et de 1 centime par 25 gr. en sus.

II. — MANDATS-POSTE

Taxe des mandats-poste

1° Droit fixe de 1 fr. 25
 2° Droit proportionnel, sur la somme versée, de 0 fr. 25
 par 50 fr. ou fraction de 50 fr.

Avis de paiement

Demandé au moment de l'émission 1 fr. 25
 Demandé postérieurement à l'émission 2 fr. 50

*Demande de renseignements concernant
le sort d'un mandat*

2 fr. 50 sauf si l'expéditeur a déjà acquitté la taxe d'un
avis de paiement.

Mandats soumis à la formalité du visa pour date

Taxe fixe de 2 fr. 50.

III. — RECOUVREMENTS

Taxe des enveloppes d'envois de valeur à recouvrer

Taxe d'une lettre recommandée de même poids.

Droit d'encaissement des valeurs

1 fr. 50 par valeur recouvrée.

Taxe de présentation des valeurs impayées

1 franc par valeur non recouvrée.

ART. 2. — Les taxes et autres conditions prévues par l'arrêté viziriel du 22 juillet 1925 (1^{er} moharrem 1344) restent applicables aux relations postales entre le Maroc, d'une part, la France, l'Algérie, la Tunisie, les colonies et pays de protectorat français, d'autre part.

ART. 3. — Les correspondances postales de la zone française pour la zone espagnole du Maroc restent soumises au régime prévu par l'arrangement et l'accord franco-espagnol du 16 juillet 1915.

ART. 4. — Toutes dispositions contraires au présent arrêté sont et demeurent abrogées.

ART. 5. — Le directeur général des finances et le directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont les dispositions seront applicables à partir du 1^{er} avril 1926.

*Fait à Rabat, le 18 chaabane 1344,
(3 mars 1926).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 4 mars 1926.

Le Commissaire Résident Général,

T. STEEG.

ARRÊTÉ DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
DU PROTECTORAT

relatif à l'examen d'aptitude aux emplois de chefs de station et de commis principaux du service de l'identification judiciaire.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PROTECTORAT,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté viziriel du 26 janvier 1924, portant réorganisation du service pénitentiaire ;

Vu l'arrêté du 25 septembre 1925 portant rattachement de l'identification judiciaire au service de la sécurité générale,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les emplois de chefs de station ou de commis principaux sont attribués aux agents et opérateurs photographes qui ont subi, avec succès, un examen professionnel et qui comptent quatre ans, au moins, de présence dans le service d'identification.

ART. 2. — La date de l'examen et le nombre de places vacantes sont fixés, un mois à l'avance, par le secrétaire général du Protectorat et portés à la connaissance du personnel. Les candidats doivent adresser leur demande par la voie hiérarchique 15 jours au moins à l'avance. La liste des agents admis à subir les épreuves sera arrêtée par le secrétaire général du Protectorat.

ART. 3. — Les épreuves consisteront en :

1° La rédaction d'un rapport administratif sur des constatations effectuées à l'occasion d'un transport sur les lieux ;

2° Une rédaction sur un sujet de dactylotechnie ;

3° La rédaction d'un rapport technique dressé à la suite d'un examen de comparaison d'empreintes digitales, palmaires ou plantaires établissant, suivant le cas, s'il y a identité ou non.

Une note de 0 à 20 sera donnée pour chacune des trois épreuves.

Une note spéciale de 0 à 20 sera attribuée par le jury à chaque candidat au vu de son dossier, sous la mention : cote d'aptitude professionnelle.

Ne pourront être admis que les candidats qui auront obtenu une moyenne de 12.

ART. 4. — La durée des épreuves sera de 2 heures pour les deux premières épreuves et de 3 heures pour la troisième.

ART. 5. — Les candidats ayant été effectivement présents sur un front quelconque au cours de la guerre 1914-1918 obtiendront une bonification de 5 points par année de présence sous les drapeaux, sans toutefois que cette bonification puisse être supérieure à 15 points.

ART. 6. — Les épreuves ont lieu à Rabat. Les sujets de composition sont placés séparément sous enveloppes cachetées.

La surveillance des candidats est exercée, au cours des séances, par un membre de la commission d'examen.

Au début de chaque séance, ce fonctionnaire ouvre les enveloppes cachetées en présence des candidats.

Toute communication des candidats entre eux ou avec l'extérieur est formellement interdite ; toute fraude entraîne l'exclusion immédiate de l'agent qui la commet. La copie rendue à la clôture de chaque séance, doit porter deux devises qui sont reproduites, avec l'indication des nom et prénoms du candidat, dans une enveloppe que ce dernier remet cachetée, en même temps que sa copie. Le candidat conserve les mêmes devises pour toutes les épreuves.

ART. 7. — La commission d'examen est composée de :

Un chef de bureau ou un fonctionnaire de grade supérieur désigné par le secrétaire général du Protectorat, président ;

Le chef du service de l'identification judiciaire ;

Un commissaire de police désigné par le directeur de la sécurité générale.

La dite commission procédera à la correction des épreuves et au classement des candidats.

La liste d'admission sera arrêtée par le secrétaire général du Protectorat.

Un rédacteur ou commis du cadre administratif désigné par le président de la commission d'examen remplit les fonctions de secrétaire de cette commission.

ART. 8. — Une réquisition de transport par chemin de fer sera accordée aux candidats qui ne pourront cependant prétendre à d'autres frais ou indemnités.

Les agents qui auront échoué successivement trois fois à l'un des deux examens ne pourront plus être autorisés à s'y représenter.

Rabat, le 23 février 1926.

DOYNEL DE SAINT-QUENTIN.

ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS

portant ouverture d'une enquête sur la constitution d'une association syndicale privilégiée pour l'utilisation des eaux de l'oued Gaïno (région de Marrakech).

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS,

Officier de la Légion d'honneur,

Vu le projet dressé en vue de la constitution d'une association syndicale privilégiée pour l'utilisation des eaux attribuées au lotissement de colonisation d'El Kelaa, comprenant :

a) Un plan indiquant le périmètre des terrains intéressés ;

b) Un projet d'acte d'association syndicale ;

Vu le cahier des charges pour parvenir à la vente du lotissement de colonisation d'El Kelaa ;

Vu le dahir du 15 juin 1924 et l'arrêté viziriel du 20 juin 1924 sur les associations syndicales agricoles ;

Vu le dahir du 1^{er} juillet 1914 sur le domaine public, modifié par le dahir du 8 novembre 1919 et complété par le dahir du 1^{er} août 1925 sur le régime des eaux,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Une enquête de trente jours, à compter du 15 mars 1926, est ouverte dans le territoire de l'annexe des Rehamna-Srarna, région de Marrakech,

sur le projet de constitution d'une association syndicale privilégiée pour l'utilisation des eaux de l'oued Gaïno.

Les pièces de ce projet seront déposées au bureau du commandant de l'annexe susdésignée, à El Kelaa, pour y être tenues, aux heures d'ouverture, à la disposition des intéressés.

ART. 2. — Tous les titulaires de droits sur les eaux de l'oued Gaïno sont invités à se faire connaître et à produire leurs titres au bureau de l'annexe des Rehamna-Srarna, à El Kelaa, dans un délai de un mois à dater de l'ouverture de l'enquête.

ART. 3. — L'enquête sera annoncée par des avis en français et en arabe affichés tant au bureau susvisé qu'aux bureaux des services municipaux de Marrakech. Le même avis sera publié dans les marchés de Marrakech, El Kelaa, Souk et Tnine, Souk el Had.

Ces avis devront reproduire l'invitation aux titulaires de droits sur les dites eaux, d'avoir à se faire connaître et à produire leurs titres dans un délai de trente jours.

ART. 4. — Les propriétaires ou usagers intéressés aux travaux d'utilisation des eaux qui font l'objet du projet d'acte d'association et qui ont l'intention de faire usage des droits qui leur sont conférés par le paragraphe 3 de l'article 6 du dahir du 15 juin 1924 sur les associations syndicales agricoles, ont un délai de un mois, à partir de la date de l'ouverture de l'enquête, pour notifier leur décision à l'ingénieur en chef du service de l'hydraulique à Rabat.

ART. 5. — A l'expiration de l'enquête, le registre destiné à recevoir les observations, soit des propriétaires, compris dans le périmètre, soit de tous autres intéressés, sera clos et signé par le commandant de l'annexe des Rehamna-Srarna.

ART. 6. — Le commandant de l'annexe convoquera la commission dont il est question à l'article premier, 6^e alinéa de l'arrêté viziriel du 20 juin 1924 et fera publier l'avis des opérations de celle-ci.

Cette commission procédera aux opérations prescrites et rédigera le procès-verbal de ces opérations.

ART. 7. — Le commandant de l'annexe adressera le dossier du projet soumis à l'enquête au directeur général des travaux publics, après l'avoir complété par le procès-verbal de la commission d'enquête et y avoir joint son avis.

Rabat, le 25 février 1926.

P. le directeur général des travaux publics,
Le directeur général adjoint,
MAITRE-DEVALON.

ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS

relatif à la répartition des eaux de l'oued Reraya.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 1^{er} juillet 1914 sur le domaine public, modifié par le dahir du 8 novembre 1919 et complété par le dahir du 1^{er} août 1925 ;

Vu le dahir du 1^{er} août 1925 sur le régime des eaux ;

Vu l'arrêté viziriel du 1^{er} août 1925 relatif à l'application du dahir sur le régime des eaux ;

Vu l'arrêté résidentiel du 31 décembre 1924 portant création de commissions pour examiner les questions de l'usage et de la répartition des eaux dans la région de Marrakech ;

Vu le procès-verbal du 3 juin 1925 de la commission des eaux de Marrakech, et l'additif au dit procès-verbal, en date du 8 janvier 1926,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Une enquête publique est ouverte dans le territoire du cercle de Marrakech-banlieue, sur le projet de répartition des eaux de l'oued Beraya à l'aval du pont de la route de Marrakech à Asni.

A cet effet, le dossier est déposé du 10 mars 1926 au 10 avril 1926, dans les bureaux du commandant du cercle de Marrakech-banlieue.

ART. 2. — La commission prévue à l'article 2 de l'arrêté viziriel du 1^{er} août 1925, sera composée de :

Un représentant de l'autorité de contrôle, président ;

Un représentant de la direction générale des travaux publics ;

Un représentant de la direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation ;

Un représentant du service des domaines ;

Un géomètre du service topographique ;

Un représentant du conservateur de la propriété foncière.

Elle pourra s'adjoindre le ou les caïds intéressés.

Elle commencera ses opérations à la date fixée par son président.

Rabat, le 27 février 1926.

P. le directeur général des travaux publics,

Le directeur général adjoint,

MAITRE-DEVALLO.

**ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL
DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, DES BEAUX-ARTS
ET DES ANTIQUITÉS**

relatif à l'ordonnance architecturale des immeubles de l'avenue Dar el Makhzen (place Lyautey) et portant modification à l'arrêté du 18 novembre 1925.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, DES BEAUX-ARTS ET DES ANTIQUITÉS,

Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 1^{er} avril 1924 relatif à l'organisation du service des beaux-arts et des monuments historiques et, notamment, son article 2 (2^e alinéa) ;

Vu le dahir du 1^{er} avril 1924 relatif au contrôle du service des beaux-arts sur certaines demandes en autorisation de bâtir ;

Vu l'arrêté du 18 novembre 1925 relatif à l'ordonnance architecturale de l'avenue Dar el Makhzen (place Lyautey), et en vue d'améliorer l'ordonnance architecturale définie par ce texte,

ARRÊTE :

L'article 1^{er} de notre arrêté du 18 novembre 1925 est modifié à partir de son troisième alinéa, jusqu'au paragraphe relatif à la coloration, ainsi qu'il suit :

« ...Les corniches de couronnement de ces façades et les linteaux des portiques, dont il va être parlé, s'étendent en horizontales continues.

« Pour pouvoir combiner cette horizontalité avec la pente de l'avenue Dar el Makhzen, il sera fait, sur la partie de ces façades regardant l'avenue : 1° à l'angle des avenues Moulay Youssef et Dar el Makhzen, un pavillon P, de 14 mètres de largeur sur l'alignement de l'avenue et de 0 m. 05 de saillie sur cet alignement ; 2° au point B (de l'alignement), un pavillon P' de 14 mètres de largeur et de 0 m. 05 de saillie ; 3° à droite et à gauche de l'ouverture de la rue M (M du schéma déposé), deux pavillons (P'', P'''), ayant chacun 22 mètres environ de largeur, et 0 m. 35 de saillie sur l'alignement ; 4° au point F (de l'alignement), un pavillon P''', de 14 mètres de largeur et de 0 m. 05 de saillie sur l'alignement.

« *Élévation.* — a) Du point a' au point a (du schéma déposé), le bord supérieur de la corniche de couronnement (bahut compris) s'étendra, suivant une horizontale continue, à une hauteur (au-dessus de la bordure du trottoir) allant, progressivement, de 17 m. 10 (au point a') jusqu'à 17 m. 70 (au point a).

« b) Du point o au point o' (du schéma déposé), la corniche de couronnement (bahut compris), s'étendra à une hauteur allant, progressivement, de 16 m. 70, au point o) à 17 m. 08 (au point o').

« c) Du point B au point b, la corniche de couronnement (bahut compris) s'étendra à une hauteur allant, progressivement, de 17 m. 92 (au point B) à 18 m. 30 (au point b), au-dessus de la bordure du trottoir.

« d) Du point m au point m' (du schéma déposé), la corniche de couronnement (bahut compris) s'étendra à une hauteur allant, progressivement, de 16 m. 70 (au point m) à 17 m. 15 (au point m').

« e) Du point C au point D, la corniche de couronnement (bahut compris) s'étendra à une hauteur allant, progressivement, de 18 m. 15 (au point C) à 18 m. 60 (au point D).

« f) Du point E au point e, la corniche de couronnement (bahut compris) s'étendra horizontalement à une hauteur allant, progressivement, de 18 m. 15 (au point E) à 18 m. 60 (au point e).

« g) Du point f au point g, la corniche de couronnement (bahut compris) s'étendra à une hauteur allant, progressivement, de 16 m. 70 (au point f) à 17 m. 38 (au point g).

« h) Du point F au point r, la corniche de couronnement (bahut compris) s'étendra horizontalement à une hauteur allant, progressivement, de 18 m. 25 (au point F) à 18 m. 40 (au point r).

« i) Du point s au point G, la corniche de couronnement (bahut compris) s'étendra horizontalement à une hauteur allant, progressivement, de 17 m. 19 (au point s) à 17 m. 50 (au point G).

« Le bahut étant compris dans les hauteurs totales sus-indiquées, le bord supérieur de l'ensemble des corniches devra se trouver, sur toute la longueur des façades, à 0 m. 40 au-dessous des hauteurs données.

« *Portiques.* — Il sera établi, sur toute la longueur de ces façades, un portique continu, d'après le schéma joint à l'arrêté. Les piliers et chapiteaux de ce portique seront exécutés en pierre de l'oued Akreuch, de l'oued Ykem ou similaire (bouchardée) suivant les dessins déposés.

« *Élévation du portique.* — Pour obvier aux effets de la déclivité de l'avenue Dar el Makhzen, les piliers du portique s'échelonnent par paliers successifs, suivant les hauteurs indiquées au schéma déposé. »

ART. 2. — Les dispositions du présent arrêté seront applicables à compter du 1^{er} février 1926.

Rabat, le 29 janvier 1926.

HARDY.

**ARRÊTÉ DU CONTRÔLEUR CIVIL
CHEF DE LA RÉGION DE LA CHAOUÏA
autorisant la liquidation du séquestre Carlos Waetgen.**

Nous, contrôleur civil, officier de la Légion d'honneur, chef de la région de la Chaouïa,

Vu la requête en liquidation du séquestre Carlos Waetgen, publiée au B. O. du 8 avril 1924, n° 598 ;

Vu le dahir du 3 juillet 1920 sur la liquidation des biens séquestrés par mesure de guerre ;

En exécution des articles 3 et 7 du dit dahir,

ARRÊTONS :

ARTICLE PREMIER. — La liquidation de l'immeuble dit « Bessabes », situé pour partie dans la région de la Chaouïa, décrit à l'article 2 de la requête précitée, appartenant à Carlos Waetgen, et séquestré par mesure de guerre, est autorisée.

ART. 2. — M. Faust, gérant séquestre à Rabat, est nommé liquidateur avec tous pouvoirs conférés par le dahir du 3 juillet 1920.

ART. 3. — M. Roussel, gérant séquestre à Casablanca, est nommé liquidateur adjoint.

Casablanca, le 21 février 1926.

M. LAURENT.

AUTORISATION D'ASSOCIATION

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat, en date du 4 mars 1926, l'« Association amicale professionnelle des Employés des Chemins de Fer du Maroc », dont le siège est à Casablanca, a été autorisée.

CRÉATIONS D'EMPLOI

Par arrêté du directeur général des finances, en date du 5 mars 1926, il est créé, à la direction générale des finances :

Service du budget et de la comptabilité

- 1 emploi de rédacteur ;
- 1 — de commis.

Contrôle des engagements de dépenses

- 1 emploi de sous-chef de bureau ;
- 1 — de commis.

Contrôle du crédit

- 1 emploi de sous-chef de bureau (par transformation d'un emploi de rédacteur principal) ;
- 1 emploi d'inspecteur de comptabilité ;
- 2 — de commis.

* * *

Par arrêté du directeur général des finances, en date du 25 février 1926, il est créé, au service des perceptions (services extérieurs) :

- 4 emplois de commis ;
- 2 — de collecteur.

* * *

Par arrêté du directeur général des travaux publics, en date du 19 février 1926, il est créé, à compter du 1^{er} mars 1926, un emploi de métreur-vérificateur d'architecture.

* * *

Par arrêté du directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones, en date du 25 février 1926, sont créés :

1° *Dans les services administratifs*

- 2 emplois de sous-chef de section ;

2° *Dans les services d'exécution*

- 1 emploi de receveur de bureau composé ;
- 2 — de sous-chef de section ;
- 2 — de receveur de bureau simple ;
- 10 — de commis.

**NOMINATION
DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PROTECTORAT.**

Par décret en date du 2 février 1926, M. DUVERNOY, ancien préfet de 1^{re} classe, secrétaire général de la Seine, mis à la disposition du ministère des affaires étrangères, est nommé secrétaire général du Protectorat français au Maroc, en remplacement de M. Doynel de Saint-Quentin, nommé sous-directeur à l'administration centrale des affaires étrangères.

PROMOTIONS, NOMINATIONS, DÉMISSIONS ET RÉVOCATIONS DANS DIVERS SERVICES.

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat, en date du 2 mars 1926, sont promus :

(A compter du 1^{er} janvier 1926) :

Sous-chef de bureau hors classe (2^e échelon)

M. CAVERIVIÈRE Louis, sous-chef de bureau hors classe (1^{er} échelon).

Rédacteur principal de 1^{re} classe

M. LEBBE-MEILHAN, rédacteur principal de 2^e classe.

Rédacteur de 1^{re} classe

M. PELLETIER, rédacteur de 2^e classe.

Rédacteur de 2^e classe

M. BON Gabriel, rédacteur de 3^e classe.

(A compter du 1^{er} février 1926) :

Chef de bureau de 1^{re} classe

M. MOREAU, chef de bureau de 2^e classe.

Rédacteur principal de 3^e classe

M. COLONNA-CESARI, rédacteur de 1^{re} classe.

(A compter du 1^{er} mars 1926) :

Chef de bureau hors classe (1^{er} échelon)

M. de la CASINIÈRE, chef de bureau de 1^{re} classe.

* * *

Par arrêté du premier président de la Cour d'appel de Rabat, en date du 20 février 1926, M. DULOUT Paul, secrétaire-greffier en chef de 6^e classe au tribunal de paix de Meknès, est promu à la 5^e classe de son grade, à compter du 1^{er} février 1926.

* * *

Par arrêté du premier président de la Cour d'appel de Rabat, en date du 20 février 1926, sont promus, à compter du 1^{er} mars 1926 :

Secrétaire principal de 2^e classe

M. de PRÉVOST Joseph, secrétaire principal de 3^e classe au bureau du notariat de Casablanca.

Commis-greffier principal de 3^e classe

M. CUSSAC Emile, commis-greffier de 1^{re} classe, faisant fonctions de secrétaire-greffier en chef au tribunal de paix de Mogador.

Interprète judiciaire de 1^{re} classe du 1^{er} cadre

M. BORNAC François, interprète judiciaire de 2^e classe du 1^{er} cadre, au tribunal de première instance de Casablanca.

Interprète judiciaire de 5^e classe du 2^e cadre

M. KHALSI Mohamed ben Hamida, interprète judiciaire de 6^e classe du 2^e cadre au tribunal de paix de Kénitra.

* * *

Par arrêtés du directeur général des travaux publics, en date du 27 janvier 1926, sont promus :

(A compter du 1^{er} janvier 1926) :

M. CUTTOLI Paul, ingénieur adjoint de 4^e classe, à la 3^e classe de son grade ;

M. LASSABLIÈRE Pierre, conducteur de 1^{re} classe, à la 4^e classe des conducteurs principaux ;

M. PIALLAT Albert, conducteur de 2^e classe, à la 1^{re} classe de son grade ;

M. LECCIA Vincent, conducteur de 3^e classe, à la 2^e classe de son grade ;

M. POSTEC François, maître de port de 4^e classe, à la 3^e classe de son grade ;

M. CADIO Joseph, contrôleur de 3^e classe de la marine marchande et des pêches maritimes, à la 2^e classe de son grade.

(A compter du 1^{er} février 1926) :

M. OLIVE Augustin, ingénieur subdivisionnaire de 4^e classe, à la 3^e classe de son grade.

M. DUPONT François, ingénieur adjoint des travaux publics de 1^{re} classe, au grade d'ingénieur subdivisionnaire de 4^e classe.

* * *

Par arrêté du directeur général de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités, en date du 16 février 1926, Mme GARAUD Marie-Louise, pourvue de la licence ès-lettres, professeur auxiliaire au cours secondaire de Fès, est nommée professeur chargée de cours de 6^e classe, à compter du 1^{er} janvier 1926.

* * *

Par arrêté du conseiller du Gouvernement chérifien, en date du 25 février 1926, M. KLOUCHE DJEDID RAOUTI, interprète stagiaire, est nommé interprète civil de 6^e classe, à compter du 1^{er} novembre 1925.

* * *

Par arrêté du chef du service topographique, en date du 22 février 1926, M. CROIZIER Roger, géomètre principal de 3^e classe, est promu géomètre principal de 2^e classe, à compter du 1^{er} septembre 1925.

* * *

Par arrêté du chef du service de la conservation de la propriété foncière, en date du 4 mars 1926, M. LEVENARD Auguste, receveur de 3^e classe de l'enregistrement, des domaines et du timbre, détaché au Maroc, est nommé rédacteur principal de conservation de 1^{re} classe, à compter du jour de sa prise de service.

* * *

Par arrêté viziriel, en date du 27 février 1926, la démission de son emploi offerte par M. IVARA Vincent-Emmanuel-Henry, interprète de 4^e classe du 2^e cadre, au tribunal de première instance de Casablanca, est acceptée à compter du 28 février 1926.

* * *

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat, en date du 22 février 1926, la démission de son emploi offerte par M. SERERO Mathias, commis d'interprétariat de 3^e classe du service des contrôles civils et du contrôle des municipalités, en disponibilité, est acceptée, à compter du 25 janvier 1926.

Par arrêtés du directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones, en date du 17 février 1926 :

M. FAYE Pierre, facteur à Meknès-ville nouvelle, est révoqué de ses fonctions à compter du 6 janvier 1926 ;

M. MÈKKI BEN HAJ MOHAMED, facteur indigène à Rabat, est révoqué de ses fonctions à compter du 19 janvier 1926.

PROMOTIONS

réalisées en application du dahir du 27 décembre 1924 sur les rappels de services militaires.

M. MORÈRE Maurice-Joseph, rédacteur de 5^e classe au service de la conservation de la propriété foncière, pour compter du 29 décembre 1925, reçoit à cette date une bonification d'ancienneté de vingt-quatre mois.

M. SOUANE ABDELKADER, interprète de 4^e classe au service des contrôles civils et du contrôle des municipalités, est reclassé comme interprète de 3^e classe avec une ancienneté de 40 mois au 31 décembre 1924.

(Additif au tableau inséré au *Bulletin Officiel* n° 649, du 31 mars 1925, page 540).

RECTIFICATIF

au tableau indiquant la situation au 31 décembre 1924 des agents du service topographique chérifien après application du dahir du 27 décembre 1924 sur les rappels de services militaires, paru au « *Bulletin Officiel* » n° 650 du 7 avril 1925.

Au lieu de :

MM. CROIZIER Roger, géomètre principal de 2^e classe, avec 2 mois, 10 jours d'ancienneté ;

BOURGEAT Alexandre, géomètre de 1^{re} classe, avec 20 mois, 3 jours d'ancienneté ;

Lire :

MM. CROIZIER Roger, géomètre principal de 3^e classe, avec 26 mois, 6 jours d'ancienneté ;

BOURGEAT Alexandre, géomètre de 1^{re} classe, avec 21 mois d'ancienneté.

CLASSEMENT ET AFFECTATION dans le personnel du service des renseignements.

Par décision résidentielle en date du 25 février 1926, est classé dans la hiérarchie spéciale du service des renseignements et reçoit l'affectation suivante :

En qualité d'adjoint stagiaire

(à compter du 1^{er} février 1926)

Le lieutenant de cavalerie DUSSOL de CARTASSAC, affecté à la direction des affaires indigènes à Rabat.

PARTIE NON OFFICIELLE

COMPTE RENDU de la séance du conseil du Gouvernement du 15 février 1926.

Le conseil du Gouvernement s'est réuni à la Résidence générale de Rabat, le 15 février 1926, à 10 heures, sous la présidence du Commissaire résident général.

En ouvrant la séance, le Résident général souhaite la bienvenue à M. Chavent, récemment élevé à la présidence de la chambre mixte de Mazagan. Il salue également le général Boichut, appelé au commandement supérieur des troupes du Maroc, et avec qui il a entretenu les relations les plus affectueuses, lorsqu'il était Gouverneur général de l'Algérie. Il présente enfin à l'assemblée M. Duclos, un des plus distingués parmi ses collaborateurs d'Alger, qui vient de prendre possession de la direction des affaires indigènes.

I. — COMPTE RENDU DES MESURES PRISES A LA SUITE DU PRÉCÉDENT CONSEIL DU GOUVERNEMENT

1^o *Taxes sur les essences et les caoutchoucs.* — Afin d'établir exactement les quantités d'essence de pétrole et de pneumatiques ou bandages d'automobiles existant sur le marché et à soumettre aux impôts nouveaux établis sur ces denrées, le Gouvernement avait prescrit de procéder aux inventaires chez les divers détenteurs : commerçants ou entrepreneurs de transports.

Les résultats de ces opérations ayant fait ressortir que les entreprises de transport ne détenaient que des quantités normales, en rapport avec leurs approvisionnements habituels et l'importance de leur exploitation, il a été décidé qu'elles ne seraient pas soumises à l'impôt. Les droits qui ont été déjà payés à ce titre par les entrepreneurs de transport leur seront remboursés.

2^o *Création d'un périmètre d'immatriculation urbain à Kasba Tadla.* — Le secrétaire général du Protectorat rend compte de ce qu'à la diligence du directeur général de l'Agriculture, du commerce et de la colonisation, un dahir sera promulgué incessamment, qui donnera satisfaction au vœu de la chambre de commerce de Casablanca : les immeubles du centre de Kasba Tadla pourront bénéficier de la procédure de l'immatriculation foncière, et les opérations de crédit de leurs propriétaires en seront grandement facilitées.

3^o *Relèvement du taux de l'intérêt légal en matière civile et commerciale.* — A une proposition soumise au conseil du Gouvernement du 5 octobre 1925 par la chambre mixte de Mazagan, au sujet de la fixation du taux de l'intérêt légal, il a été répondu que cette question était retenue et que la modification éventuelle de la législation en la matière ferait l'objet d'une étude concertée entre la direction générale des finances, les chefs de la Cour et la direction générale de l'Agriculture, du commerce et de la colonisation.

La consultation à laquelle il a été procédé a fait apparaître que la fixation, à un taux plus élevé, de l'intérêt

légal, dont le taux actuel est uniformément de 6 % en matière civile et commerciale (dahir du 9 octobre 1913), ne soulevait ni objection ni difficulté.

Les directions générales intéressées (finances, agriculture) ont saisi le Gouvernement de propositions fermes, tendant à porter à 7 % en matière civile, et à 8 % en matière commerciale, le taux de l'intérêt légal.

L'adoption de ces chiffres marquerait seulement un écart de deux points avec ceux de la législation française (5 % et 6 %).

Le Gouvernement n'a pas d'objection à donner suite aux propositions qui lui ont été soumises en la matière.

II. — QUESTIONS PRÉSENTÉES PAR LES SERVICES

FINANCES :

1° *Création d'une commission chargée d'examiner les économies possibles à réaliser dans les services du Protectorat.* — Lors du conseil du Gouvernement du 30 novembre 1925, un vœu avait été formulé par les représentants des chambres de commerce et d'agriculture, tendant à la constitution d'une commission chargée d'examiner dans le budget marocain les possibilités de réduction du nombre des fonctionnaires, ainsi que la simplification ou l'amélioration des formules administratives ou des services eux-mêmes.

Le Résident général avait admis l'utilité de la formation de ce comité d'enquête, d'ordre consultatif, mais muni de pleins pouvoirs d'investigation et il avait donné l'assurance aux représentants des chambres de commerce et d'agriculture que leurs délégués seraient appelés à en faire partie.

La promesse formulée à ce moment est sur le point d'être tenue. Le Résident général a, en effet, arrêté la composition du nouvel organisme projeté, qui sera présidé par le secrétaire général du Protectorat ou, à son défaut, par le directeur général des finances. Les directeurs généraux et directeurs des divers services ou leurs délégués en feront partie. Le président de l'association générale des fonctionnaires y représentera les intérêts de ses mandants. Deux membres choisis par les chambres de commerce, deux par les chambres d'agriculture compléteront la composition de la commission.

Celle-ci pourra convoquer devant elle les représentants des diverses catégories de personnel comme aussi ceux de tous les intérêts régionaux (fonctionnaires ou colons) lorsqu'elle le jugera utile. Les directeurs dont le service sera examiné pourront, de leur côté, appeler comme informateurs leurs divers collaborateurs.

Cette organisation verra son statut fixé par dahir.

Les représentants des chambres de commerce et d'agriculture sont invités à désigner leurs délégués auprès de la commission des économies. MM. Dubois-Carrière et Deville sont élus au titre des chambres de commerce, MM. Obert et Chavent au titre des chambres d'agriculture.

2° *Réformes douanières.* — Le secrétaire général du Protectorat fait connaître aux chambres consultatives que la réforme douanière, telle qu'elle a été envisagée au conseil du Gouvernement du mois de novembre 1925, fait en ce moment l'objet d'une étude aux directions générales

de l'agriculture et des finances, et prie les présidents des chambres de commerce et d'industrie de vouloir bien désigner un de leurs membres comme délégué à la commission instituée à cet effet.

M. Chapon, président de la chambre de commerce de Casablanca, reçoit cette mission.

3° *Compte rendu de la mission de M. Branly à Paris.*

— Le directeur général des finances, au cours de son récent séjour à Paris, a fait approuver le budget du Protectorat par la commission interministérielle qui est chargée de l'examiner. Les ministères des affaires étrangères et des finances ont adopté les conclusions de cette commission.

L'une des tâches de la commission, à l'occasion de l'approbation du budget, était l'examen des crédits demandés par le Gouvernement chérifien pour la réforme des traitements des fonctionnaires. Les représentants du ministère des finances, qui ont dans leurs attributions le contrôle financier de la réforme des traitements français, et qui examinent dès maintenant les propositions des colonies, protectorats et pays à mandat, firent état de plusieurs principes qui devaient avoir une influence sur les crédits ; ils préconisèrent notamment la réduction de cinquante à quarante pour cent de la prime d'expatriation marocaine et la suppression de toute majoration marocaine sur les indemnités françaises pour charges de famille. Après discussion avec la Résidence générale, celle-ci obtint le maintien du crédit pour majoration des indemnités familiales, étant entendu que ces majorations seraient désormais incorporées à l'indemnité de résidence. Par contre, la commission se prononça en faveur d'une prime d'expatriation intermédiaire entre quarante et cinquante, soit de quarante-cinq pour cent. Devant l'insistance de la Résidence générale, qui maintenait son point de vue, la commission décida d'en référer au Gouvernement français qui tranchera en dernier ressort.

Dans ces conditions, la Résidence générale, pour ne pas retarder l'approbation du budget, accepta la réduction d'un million à titre indicatif, sur le montant des crédits de personnel, crédits qui seront réajustés au moment de la fixation définitive des nouveaux traitements.

La commission interministérielle du budget réclama, en dehors de cet abattement de crédits, une diminution de cinq cent mille francs sur les remises aux caïds dans le recouvrement des droits de marché et du tertib, une diminution de deux cent mille francs dans le programme d'achat de voitures du service automobile, une de deux cent mille francs au titre des travaux d'adduction d'eau à Rabat et Salé, faisant valoir qu'un fonds de concours d'égale somme devait être demandé aux deux municipalités.

Enfin, la commission réduisit divers crédits de personnel et de matériel.

Elle majora, par contre, d'environ deux millions l'évaluation faite pour le service de l'emprunt 1910, pour tenir compte de l'élévation du cours de la peseta espagnole, monnaie en laquelle sont payés les coupons et l'amortissement de l'emprunt.

En définitive, l'équilibre du budget ordinaire n'a pas été modifié. Les crédits de travaux, soit dans le budget ordinaire, soit sur les fonds d'emprunt ou le fonds de réserve ont été exactement approuvés.

Le ministère des finances, tout en maintenant sa doctrine antérieure, a consenti à laisser imputer sur le fonds de réserve une partie des 26 millions de la contribution militaire. Par ailleurs, tout en refusant d'admettre le principe d'une participation de la France à la construction de la voie ferrée d'Oujda à Fès, le ministère des finances n'a demandé aucun remaniement du programme d'emprunt de 1926.

En outre, ce ministère et la commission du budget ont donné un avis favorable à la parution d'un décret et d'un dahir modifiant le décret et le dahir sur la comptabilité publique marocaine, en vue de permettre chaque année le report des crédits de travaux inscrits au budget ordinaire.

Les inconvénients signalés par les présidents des chambres de commerce de Rabat et de Casablanca au dernier conseil du Gouvernement, en matière d'annulation de crédits des travaux prévus sur ce budget ordinaire, pourraient être ainsi évités à l'avenir.

En ce qui concerne la modification de la date de début des exercices financiers, le ministère des finances a réservé son opinion. Diverses propositions sont en effet à l'étude à la direction de la comptabilité publique et à la direction du budget et du contrôle financier, tendant à reporter le point de départ de l'exercice du 1^{er} janvier au 1^{er} avril ou au 1^{er} juillet. Le Gouvernement français estime qu'il y a lieu d'attendre la décision prise au sujet du budget métropolitain avant de changer quelque chose au budget marocain. Etant donné que l'Algérie et la Tunisie sont aussi intéressées que le Maroc à ce que l'exercice débute seulement au printemps, M. le Résident général a pensé que la coordination des efforts des trois pays nord-africains devait être envisagée pour faire pression sur la France. La question du changement de la date de début des exercices financiers sera donc inscrite à l'ordre du jour de la prochaine conférence nord-africaine qui aura lieu à Tunis dans le courant du mois de mars.

Le directeur général des finances a eu aussi à s'occuper à Paris d'un emprunt de 100 millions de francs nominal lancé sur le marché français en faveur de la Compagnie du Tanger-Fès. La formule d'émission a été très difficile à trouver, en raison de la crise actuelle du crédit public. Les charges de cet emprunt seront fort lourdes. En vertu de la convention de 1914, elles sont d'ailleurs assumées par le budget français. Pour venir en aide à celui-ci, le Gouvernement chérifien a obtenu de la Banque d'Etat du Maroc une aide éventuelle de trésorerie qui permettra l'amortissement rapide des titres, quel que soit le délai de construction de la ligne. La somme obtenue par cette émission permettra de reculer de quelques mois la perspective d'un emprunt en faveur de la Compagnie des chemins de fer du Maroc. Il y a lieu d'espérer que, dans l'intervalle, les conditions du placement des titres se seront améliorées.

INSTRUCTION PUBLIQUE :

Estampillage des tapis. — La commission du budget a demandé que le service des arts indigènes soit moins sévère pour l'estampillage des tapis marocains fabriqués

par les industries européennes, de façon à permettre, dans une certaine mesure, leur adaptation à l'art décoratif moderne.

Le chef du service des arts indigènes expose que, par leur originalité et leur caractère, la plupart des tapis berbères traditionnels du Maroc se sont déjà imposés à l'attention des décorateurs modernes. Le XIV^e Salon des artistes décorateurs français en fit entrer avec succès dans des ensembles présentés dans son exposition de 1924. Le service des arts indigènes en fit confectionner d'autres en 1925, pour la mosquée de Paris. Depuis, des fabricants français et indigènes de Casablanca, de Rabat, de Meknès et de Fès en livrent au commerce, de types assez divers qui pourraient être plus variés encore, car la gamme en est très étendue : tapis entièrement blancs des Beni Mguild ; tapis noirs et blancs des Aït Tghezrane ; tapis noirs et blancs, avec légers rehauts rouges et jaunes des Aït Alaham, des Aït Youb et des Aït Youssi ; tapis hautement colorés des Beni Mguild ; tapis à chaude dominante rouge des Zaïan et des Ouled Besseba ; tapis à dominante garance-orangé des Glaoua. Le deuxième tome du « Corpus », consacré aux tapis du Moyen-Atlas, est à l'impression. En attendant, le service délivre gratuitement, aux fabricants qui en font la demande, maquettes et dessins. L'exploitation du tapis berbère, en vue de son adaptation à l'art décoratif moderne, est donc commencée et se développe chaque jour.

Quant à la fabrication du tapis de Rabat proprement dit, elle a fait, depuis deux ans, de réels progrès, tant en ce qui concerne la teinture que la texture, la composition et le coloris.

Tenant compte des résultats obtenus et des besoins de l'industrie, en même temps que des prescriptions imposées par les dahirs marocains instituant l'estampille d'Etat, et par la loi française d'exonération des droits de douane, le service des arts indigènes propose au conseil du Gouvernement d'étendre l'estampille :

1° Aux tapis de Rabat à champ bleu, à la condition que les sept couleurs traditionnelles retrouvent leur place dans les différentes aires du tapis, afin de conserver la vaste polychromie du tapis de Rabat, tel qu'il est classé et connu ;

2° A des répliques sincères de tapis d'Asie-Mineure : Moudjour, Geordes, Koula, Ladik, Melez, reconnus tels par le service des arts indigènes. Ces tapis, qui ont inspiré le tapis de Rabat, contribueront ainsi à le revivifier et à le renouveler ;

3° A des tapis répondant à une conception plus moderne, inspirés de l'art marocain, citadin ou rural, dans une proportion qui pourra atteindre, pour commencer, 10 % de la production des requérants et sur maquettes préalablement visées par le chef du service des arts indigènes. Ceci pour ouvrir la voie aux initiatives nouvelles et aux recherches intéressantes.

Il reste entendu que la matière première et le tissage seront de bonne qualité et que les teintures seront reconnues grand teint.

La commission du budget a demandé, d'autre part, que l'attention du service des arts indigènes s'étende dans le Haouz et aux tapis des Ouled Besseba qui présentent un grand intérêt pour l'ameublement moderne, et qui sont en train de dégénérer.

Le service des arts indigènes est d'accord avec la commission pour reconnaître que les tapis des Ouled Besseba présentent un réel intérêt pour l'ameublement moderne. Non seulement ce service a attiré l'attention des fabricants sur ce type de tapis, mais il en a fait confectionner plus de 150 mètres carrés pour la mosquée de Paris. Les producteurs intéressés en ont, de plus, présenté à l'exposition des arts décoratifs de Paris. Il s'en fabrique encore, à l'heure actuelle, pour des grands magasins de la capitale.

Les tapis en question sont consciencieusement tissés. L'ornementation, autrefois d'une très grande sobriété et d'un très bel effet, se complique et devient confuse ; mais il sera facile de l'améliorer. Un nouveau corpus est en voie d'élaboration. Le plus grave danger est dans la teinture, qui ne recourt plus qu'à des anilines fugaces. Le service essaie en ce moment des alizarines solides qui lui ont été présentées par une firme française.

Pour régénérer les tapis des Ouled Besseba, le meilleur moyen, semble-t-il, serait de délivrer l'estampille sur le marché le plus important de la tribu, où les collaborateurs du service distribueraient conseils et maquettes. Du même coup, les producteurs comprendraient mieux leur intérêt et la portée de mesures administratives qui n'ont encore pu les toucher.

Une expérience de ce genre serait d'autant plus désirable que sa réussite nous amènerait peut-être à la renouveler en des points où l'action du service, concentrée jusqu'ici dans les villes, se ferait sentir jusqu'au cœur des tribus. Sans compter qu'au cours de leurs déplacements, les agents du service des arts indigènes découvriraient d'autres industries rurales à encourager et à développer.

POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES :

Tarifs postaux, télégraphiques et téléphoniques. — Le directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones annonce au conseil du Gouvernement que, conformément à ce qui a été fait en France le 1^{er} février dernier, les tarifs postaux internationaux vont être augmentés au Maroc à partir du 1^{er} avril prochain. La taxe de la lettre simple passera de 1 franc à 1 fr. 25, celle de la carte postale de 0 fr. 60 à 0 fr. 75, le droit de recommandation des correspondances de 1 franc à 1 fr. 25, etc... Le détail, qui fera l'objet d'un arrêté viziriel, sera publié dans la presse.

D'autre part, le Gouvernement français a déposé un projet de loi tendant à l'élévation de presque tous les tarifs postaux, télégraphiques et téléphoniques, dans le régime intérieur. D'après ce projet, la taxe de la lettre simple serait augmentée de 0 fr. 30 à 0 fr. 40, celle de la carte postale de 0 fr. 20 à 0 fr. 30, le droit de recommandation de 0 fr. 75 à 1 franc, etc... La taxe télégraphique, par mot, serait élevée de 0 fr. 20 à 0 fr. 25 pour les télégrammes à destination d'autres départements que celui d'origine et des départements limitrophes. Les conversations téléphoniques urbaines seraient payées 0 fr. 25 au lieu de 0 fr. 15, les suburbaines 0 fr. 50 au lieu de 0 fr. 35, et les interurbaines 0 fr. 50 par 25 km. au lieu de 0 fr. 35.

Une convention avec la France, datant du 1^{er} octobre 1913, fait une obligation au Maroc d'avoir, dans les relations franco-marocaines, les mêmes tarifs postaux que ceux

appliqués dans le régime intérieur français. Les nouveaux tarifs seront donc appliqués ici dès qu'ils seront votés par le Parlement.

Mais, profitant de la liberté que nous laisse cette convention pour le régime intérieur, le Résident général a décidé que l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones conserverait à l'intérieur du Maroc les tarifs postaux, télégraphiques et téléphoniques actuels. La taxe de la conversation téléphonique urbaine qui avait été réduite à 0 fr. 15 l'an dernier, pour faire comme la France, sera seule modifiée et remise à 0 fr. 25.

A une question du président de la chambre d'agriculture de Rabat, le directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones répond que les nouveaux tarifs donneront une augmentation de recettes de 1.500.000 fr. environ. Le président de la chambre d'agriculture de Rabat demande alors qu'il soit accordé à l'Office postal, grâce à cette ressource imprévue, des droits supplémentaires lui permettant de réaliser certains travaux ou améliorations qui n'ont pu être maintenus au budget de 1926. Il reçoit du directeur général des finances une réponse favorable.

En ce qui concerne le tarif des correspondances transportées par avions, le directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones annonce que la Compagnie générale d'entreprises aéronautiques demande une élévation des surtaxes aériennes sur la ligne France-Maroc. La surtaxe d'une lettre de 10 grammes passerait de 0 fr. 60 à 1 franc, ce qui porterait le prix total à 1 fr. 40 (au lieu de 1 franc). M. le Résident général, estimant qu'une augmentation aussi importante serait de nature à restreindre l'emploi de ce mode de transport, si utile aux commerçants, aux industriels et aux particuliers, a insisté pour qu'il ne soit rien changé aux tarifs actuels. La question en est là.

III. — QUESTIONS POSÉES PAR LES CHAMBRES CONSULTATIVES

Chambre d'agriculture de Casablanca

1^o *Affectation à la colonisation des constructions existant dans les anciennes gares des chemins de fer à voie de 0,60.* — L'exploitation régulière a cessé sur les lignes de Casablanca à Oued Zem et Casablanca-Kénitra. Le président de la chambre d'agriculture de Casablanca signale l'intérêt qui s'attacherait à ce que les bâtiments édifiés dans les gares désaffectées pussent être cédés à la colonisation.

L'utilisation de ces bâtiments et aménagements sera étudiée et arrêtée d'après les règles déjà suivies pour la ligne Kénitra-Fès.

Le général, commandant supérieur du génie, indique que le général, commandant supérieur des troupes du Maroc, a autorisé son service à entrer en négociations avec le Protectorat, en vue de la cession de ces immeubles par la voie de l'inscription au compte d'échange.

Lorsque l'entente sera intervenue, une commission sera désignée, qui présentera à l'administration ses propositions au sujet du meilleur emploi à envisager.

2^o *Etablissement d'une pièce d'identité pour l'entrée au Maroc.* — La chambre d'agriculture de Casablanca fait ressortir les inconvénients sérieux qui résultent, pour les personnes venant au Maroc : voyageurs de commerce, tou-

ristes, colons et fonctionnaires revenant de congé, de l'obligation de se munir d'un passeport et de le faire revêtir d'un visa à chaque voyage.

Le secrétaire général du Protectorat rappelle que le Gouvernement français a été amené, en raison des événements politiques récents, à prescrire ces formalités rigoureuses. La Résidence générale se préoccupe actuellement d'obtenir des modérations à ce régime.

Chambre de commerce de Casablanca

1° *Transport des marchandises d'Oued Zem et de Ben Ahmed.* — Préoccupée des difficultés que pourrait éventuellement présenter l'évacuation des céréales de la campagne de 1926, la chambre de commerce de Casablanca demande quelles sont les conditions envisagées pour les transports sur la ligne d'Oued Zem.

La Compagnie des chemins de fer marocains pousse le plus vivement possible le rail vers Oued Zem ; au mois de juin il atteindra Guefaf, à une quinzaine de kilomètres ; on sera donc obligé d'effectuer encore des camionnages en 1926. Mais, pour le cas où ceux-ci seraient par trop difficiles, on gardera à titre de secours, la partie de la voie de 0 m. 60 comprise entre Guefaf et Oued Zem. On espère d'ailleurs qu'avant la fin de la campagne la voie normale arrivera notablement plus près d'Oued Zem.

En ce qui concerne Ben Ahmed, les céréales devront être dirigées sur la station de voie normale de Ras el Aïn ; la route de Ben Ahmed à Ras el Aïn sera d'ailleurs achevée ; un service de camionnage sera organisé ; pour le cas de difficultés momentanées d'évacuation par camions, on garde, à titre de secours exceptionnel, la voie actuelle de 0 m. 60.

2° *Obligation d'empreinte sur le poids initial des savons.* — Le président du syndicat des fabricants de savons de Marseille, appuyé par la chambre de commerce de Casablanca, avait demandé que l'arrêté viziriel du 24 septembre 1924, réglant le commerce des savons, fût complété par l'obligation de la mention du poids initial sur les barres ou morceaux. Cette suggestion avait été approuvée par la presque unanimité des chambres consultatives du Maroc et avait reçu le meilleur accueil de la part des services compétents.

Des considérations d'opportunité se sont opposées à ce qu'une suite immédiate soit donnée à ce vœu. En effet, des conversations sont en cours entre les Gouvernements français et britannique au sujet de l'application même de l'arrêté viziriel susvisé et il est préférable de ne pas alourdir, par des complications nouvelles, ces négociations. Dès leur règlement, la question de la marque de poids initial sera reprise.

3° *Législation marocaine sur la fabrication des eaux-de-vie dites « mahia ».* — Le président de la chambre de commerce de Casablanca signale que la législation actuelle sur les ateliers publics de distillation concède à ces établissements la facilité de fabrication d'une anisette forte, dite mahia, fabrication refusée aux autres commerçants.

Le directeur général des finances fait observer que la mahia est fabriquée exclusivement avec des alcools de fruits, distillés sous la surveillance permanente du service

des régies, et dont la rectification est interdite. Ces alcools ont un goût de fruit très prononcé et leur teneur en acides et éthers est de beaucoup plus élevée que celle des alcools d'industrie qui servent à la fabrication de l'anisette proprement dite. Les deux produits n'ont aucune similitude : l'anisette constitue un apéritif consommé avec addition d'eau, alors que la mahia, habituellement consommée à l'état naturel est une eau-de-vie dont la préparation est spécialement autorisée pour répondre aux habitudes et aux besoins de la population israélite.

4° *Taxes appliquées aux marchandises en cabotage.* — Le président de la chambre de commerce de Casablanca expose que la taxe de statistique et de pesage, dont le tarif est actuellement de 0 fr. 75 % *ad valorem*, est dans certains cas, par suite de la dépréciation de la monnaie marocaine, supérieure à la taxe d'exportation, pour certaines marchandises de valeur élevée. Elle constitue une taxe fiscale très lourde et qui porte un réel préjudice aux transactions intérieures.

Le directeur des douanes explique que cette taxe ayant été prévue par l'acte d'Algésiras — article 65, § C — le Gouvernement chérifien ne peut en modifier l'assiette qu'après entente avec les autorités de la zone espagnole et de Tanger. Des démarches seront faites à ce sujet et la question sera posée de savoir s'il convient, pour la facilité des transactions intérieures, soit de modifier l'assiette de la taxe, soit de la supprimer purement et simplement.

Chambre d'agriculture de Rabat

1° *Réformes à apporter à l'immatriculation des immeubles.* — Le président de la chambre d'agriculture de Rabat signale les oppositions abusives aux immatriculations, et en particulier celles qui sont formulées par des indigènes sans qualité, au nom des collectivités indigènes, la facilité offerte par les conservations de la propriété foncière à la réception des oppositions, la moralité de certains hommes d'affaires, le défaut de sanctions judiciaires contre les opposants de mauvaise foi.

Il propose, en conséquence, la création d'une prescription spéciale au profit des propriétaires ruraux ayant mis une terre, nettement délimitée, en exploitation agricole effective depuis deux ans au moins, et une réforme, sur certains points, du régime actuel de l'immatriculation.

Après observations du chef du service de la conservation de la propriété foncière et du directeur général des affaires indigènes, faisant connaître les mesures administratives prises pour obvier aux inconvénients signalés, le conseil décide que les deux services intéressés présenteront d'accord au comité des études législatives un projet de réforme de la législation sur l'immatriculation, ayant principalement en vue de développer le mode de règlement des litiges par la voie de la conciliation et de l'arbitrage.

2° *Création d'un office de la main-d'œuvre.* — Le président de la chambre d'agriculture de Rabat fait part des craintes qu'éprouvent les colons de la région nord de manque de main-d'œuvre, lors de la période des grands travaux de moisson et de battage ; il demande la création d'un office qui aurait pour but le recrutement des ouvriers dans les régions peuplées, telles que le Sous, et leur répar-

tion au mieux des besoins momentanés des travaux publics, de l'agriculture et de l'industrie.

Le Résident général répond que cette question retient son attention, et qu'il se propose de demander aux diverses autorités régionales d'entrer en contact entre elles, en vue de parvenir à un courant judicieux de migration temporaire d'ouvriers.

3° *Suppression de la taxe de plus-value immobilière.*

— Le président de la chambre d'agriculture de Rabat demande la suppression de la taxe de plus-value ou tout au moins un amendement aux dispositions en vigueur, qui tiendrait compte, dans une plus exacte mesure que celles déjà fixées par le dahir du 23 janvier 1924, de la dévalorisation du franc.

Le directeur général des finances répond que le coefficient d'augmentation de la valeur des immeubles ne correspond ni en France ni au Maroc à la dévalorisation de la monnaie nationale. La valeur du franc sur le marché des changes est en effet inférieure de plus de 50 % au pouvoir d'achat de cette monnaie à l'intérieur de la France et du Maroc. Il fait observer, en outre, que le franc a gardé dans la Métropole et au Maroc toute sa force libératoire en sorte qu'une hypothèque de 10.000 francs-or est remboursée par 10.000 francs-papier. Cette circonstance est éminemment favorable au propriétaire qui vend un immeuble grevé de charges anciennes et lui procure un bénéfice réel supérieur au bénéfice apparent. Le directeur général des finances ajoute que le Gouvernement du Protectorat est disposé, depuis deux ans, à la suppression de la taxe de plus-value, à condition de trouver un équivalent de recettes dans la majoration ou l'établissement d'autres impôts. Au conseil du Gouvernement du mois de mars 1924, il proposa de remplacer la taxe de la plus-value par une majoration de droit de mutation sur les ventes immobilières, qui eût été portée de 5 à 8 %. Le Résident général a décidé de maintenir cette proposition, mais en ne majorant éventuellement les droits de mutation que de 5 à 7 $\frac{1}{2}$ %. Ce dernier tarif resterait inférieur à celui qui est pratiqué en France (12 %) et en Algérie (7,70 %).

Le Gouvernement formule aujourd'hui une autre proposition, qui est le remplacement de la taxe de plus-value par la création de l'impôt successoral, tel que le projet en fut exposé à la commission du budget au mois de novembre dernier. Le droit de mutation par décès permet en effet de saisir la plus-value des immeubles à intervalles périodiques, c'est ce qui justifie l'absence de taxes de plus-value dans un pays comme la France, où les droits de succession sont établis suivant des tarifs rapidement progressifs.

Le Résident général intervient pour déclarer qu'il reconnaît les inconvénients de la taxe de plus-value. Il fait remarquer toutefois que le propriétaire qui vend ses immeubles avec un bénéfice nominal en francs-papier se trouve dans une situation quelque peu privilégiée par rapport aux personnes qui ont placé leurs économies en créances libellées en francs et, notamment, aux porteurs d'obligations et de fonds d'Etat français.

Le Résident général demande aux représentants des chambres consultatives de commerce et d'agriculture de vouloir bien étudier, pour le prochain conseil du Gouvernement, la question du remplacement de la taxe de plus-

value, soit par une majoration du droit de mutation sur les ventes immobilières, soit par l'établissement d'une taxe successorale.

4° *Lotissements de colonisation du Fouarat et de Sidi Morfi.* — La chambre d'agriculture de Rabat demandant la mise à la disposition de la colonisation; aussi rapidement que possible, des lotissements du Fouarat, auprès de Kénitra, et de Sidi Morfi, dans la région de Mechra bel Ksiri, le directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation signale que les opérations d'assainissement entreprises au Fouarat comportent encore une année d'observation. D'après les déclarations du directeur général des travaux publics, le périmètre pourra être remis au domaine privé en 1927 et il sera compris au programme de colonisation de la même année.

En ce qui concerne le périmètre de Sidi Morfi, qui s'étend sur 1.500 hectares environ, la situation politique n'a pas permis de prévoir son lotissement en 1926; l'opération sera effectuée en 1927.

Le directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation profite de l'occasion qui lui est fournie d'annoncer que le programme de colonisation de 1926, prévu lors de la réunion de la commission du budget comme devant porter sur 20.000 hectares, comportera la cession de tout près de 30.000 hectares.

5° *Paiement des droits d'enregistrement des actes d'adoul dans les localités de l'intérieur.* — Le président de la chambre d'agriculture de Rabat expose les inconvénients résultant pour le public éloigné des bureaux d'enregistrement de l'obligation d'assurer la formalité aux actes d'adoul, transmis aux receveurs par les soins de plusieurs intermédiaires.

Il est répondu que l'administration envisagera volontiers le déplacement des receveurs de l'enregistrement, pour permettre aux intéressés de remettre directement à ces fonctionnaires leurs conventions à enregistrer.

Chambre de commerce de Rabat

1° *Impôts nouveaux.* — Le président de la chambre de commerce de Rabat signale au conseil du Gouvernement l'inconvénient résultant de la création trop rapide des impôts nouveaux, qui ne laisse pas aux chambres consultatives le temps de se documenter sur leur répercussion et les modalités de leur application.

Le directeur général des finances fait observer qu'en matière d'impôts indirects la mise en application doit être toujours hâtée, de manière à éviter la spéculation au moyen du stockage.

Sous cette réserve, il ne voit qu'avantages à ce que les chambres consultatives soient prévenues suffisamment à l'avance pour avoir le temps de procéder à des études complètes et de donner leur avis en toute connaissance de cause.

2° *Appels d'offres lancés dans la Métropole.* — La chambre de commerce de Rabat s'associe à la protestation présentée par les imprimeurs, libraires et papetiers de son ressort, contre les achats de fournitures passés au commerce métropolitain par l'administration.

Le secrétaire général du Protectorat donne lecture de la circulaire qu'il a adressée à tous les services à la date

du 28 octobre dernier, et par laquelle il précisait que le commerce local doit se voir confier tous les achats faisant l'objet de factures ou de marchés de gré à gré, chaque fois que les prix demandés sont inférieurs ou égaux aux prix des maisons établies hors du Maroc, tous frais accessoires compris.

Ces instructions ont été exécutées, de telle façon même que des maisons françaises se sont plaintes à leur tour.

Bien entendu, le principe de l'égalité économique que nous imposent les traités s'oppose à ce que, lorsqu'il s'agit de fournitures faisant l'objet d'adjudications, les appels d'offres soient exclusivement adressés au commerce local.

3° *Prolongement de la voie normale à Rabat jusqu'à Bab Teben.* — En raison des difficultés et des lenteurs du transbordement, à la gare de la voie normale de l'Aguedal, des marchandises en provenance ou à destination de la gare de la voie de 0 m. 60, de Bab Teben, la chambre de commerce de Rabat demande que la voie normale soit prolongée jusqu'à Bab Teben.

L'étude de ce projet a fait ressortir de grosses difficultés, dues, non seulement à la dépense à engager, mais aux graves inconvénients des traversées à niveau des voies importantes coupées ou longées par le tracé.

Pour atténuer le plus possible les inconvénients dus à l'éloignement de la gare de l'Aguedal, la compagnie des chemins de fer a été invitée à étudier, en même temps que l'amélioration du camionnage de l'Aguedal, l'extension des services déjà organisés à la gare du port et à la gare de l'avenue Dar el Makhzen.

Chambre de commerce de Kénitra

1° *Eaux du Fouarat.* — Le président de la chambre de commerce de Kénitra expose que le captage envisagé, au profit de Rabat et de Salé, d'une partie des eaux du Fouarat, pourrait compromettre les intérêts tant de l'alimentation que de la colonisation à Kénitra. Il demande que les projets de cette dérivation soient communiqués, en même temps que celui d'un barrage sur le Bou Regreg, qui a été également étudié en vue d'alimenter Rabat.

La dérivation d'une partie des eaux du Fouarat et la répartition à faire entre les trois villes intéressées, donnera lieu à l'enquête prescrite par l'article 12 du dahir du 1^{er} août 1925 ; il sera communiqué en même temps que les études d'un barrage sur le Bou Regreg.

2° *Représentation des commissions municipales au conseil du Gouvernement.* — Le président de la chambre de commerce de Kénitra expose qu'il paraîtrait équitable à sa compagnie de voir les commissions municipales des villes du Maroc représentées au sein du conseil du Gouvernement, de façon à y défendre les intérêts du consommateur.

Les décisions prises à la suite des travaux du conseil entraînent d'ailleurs fréquemment des répercussions sur les budgets municipaux ; il y aurait donc tout intérêt à ce que les commissions municipales pussent participer à ces travaux.

Le Résident général se propose d'étudier attentivement cette proposition.

3° *Taxes postales de dédouanement.* — La chambre de commerce de Kénitra fait remarquer que pour les envois de peu de valeur, pour lesquels les droits d'importation sont minimes, la taxe postale de dédouanement est exagérée et demande qu'elle soit réduite.

Le directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones, tout en observant que le dédouanement d'un objet de peu de valeur occasionne à son service autant de travail et par suite de frais que celui d'un objet de valeur très élevée, déclare que la Résidence générale a décidé de réduire le montant de la taxe de dédouanement au montant du droit perçu par la douane, avec maximum de 2 francs.

4° *Ravitaillement en œufs et en pain.* — Le président de la chambre de commerce de Kénitra estime que le Gouvernement a eu tort d'attenter au principe de la liberté commerciale en organisant le ravitaillement de la population en œufs. Cette mesure, qui n'était ni nécessaire ni demandée, a eu pour résultat de nuire aux intérêts du producteur.

Le Résident général considère au contraire qu'il y a tout lieu de se féliciter des résultats atteints par cette organisation, qui fonctionne à la satisfaction générale.

En ce qui concerne d'autre part la fixation du prix du pain, le président de la chambre de commerce de Kénitra désire que cette fixation fut basée sur le prix réel des farines et que le poids du pain fut étroitement surveillé.

Le secrétaire général du Protectorat répond que le prix du pain est déterminé par une formule mathématique, en usage dans le monde entier, et qui tient compte du prix du quintal de farine, d'une prime à la cuisson et du rendement. Ce dernier élément est fixe, de multiples expériences ayant démontré que 100 kilos de farine donnent 130 kilos de pain ; le prix du quintal de farine échappe à toute réglementation, et ce sont ses variations qui déterminent celles du prix du pain ; quant à la prime à la cuisson, qui n'a pas varié depuis 1924, il semble qu'elle doive être bientôt augmentée, du fait de la hausse des éléments qui la justifient : main-d'œuvre, loyers, combustibles, etc...

L'administration se propose d'ailleurs d'opérer au contrôle de plus en plus sévère sur le poids des pains mis en vente.

Chambre mixte de Marrakech

Modifications au cahier des charges régissant la vente des lots de colonisation. — Le président de la chambre mixte de Marrakech serait désireux de voir le cahier des charges des lots de colonisation rendu moins strict, en ce qui concerne notamment l'obligation de résidence personnelle imposée aux attributaires des lots. Il signale que cette obligation empêche les commerçants établis au Maroc de poser leur candidature aux opérations de vente, alors qu'il serait désirable de permettre à ces commerçants de préparer l'avenir de leurs enfants.

Le président de la chambre de commerce de Rabat s'associe à cette demande.

Le directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation observe que les acquéreurs de lots de colonisation ne sont pas tenus de s'installer personnellement sur leurs lots ; toutefois, il lui paraît indiscutable

qu'un droit de priorité se justifie en faveur de ceux des candidats qui ont souscrit cet engagement.

L'intérêt général s'attache en effet à ce que le propriétaire soit constamment sur place, la mise en valeur de son lot en est mieux assurée et ses chances de réussite considérablement augmentées. L'administration se trouve de plus en présence de très nombreux candidats décidés à s'adonner uniquement à l'agriculture.

Au surplus, il n'existe pas de législation sur la colonisation officielle ; l'administration a voulu user d'une formule assez souple pour s'adapter à l'évolution du pays, et par conséquent, chaque année, le cahier des charges des ventes, qui constitue la loi des parties est susceptible de variations. Le comité de colonisation examinera le vœu présenté par la chambre mixte de Marrakech.

Chambre mixte de Mazagan

1° *Cahier des charges de l'usine de Ben Machou.* — Le président de la chambre mixte de Mazagan demande que communication soit donnée à sa compagnie du cahier des charges de l'usine de Ben Machou, en vue de l'établissement, pour la région des Doukkala, d'un programme d'hydraulique et d'électrification.

Le directeur général des travaux publics fait connaître qu'il fournira à la chambre mixte de Mazagan tous les renseignements qu'elle demande.

2° *Location des terres domaniales.* — La chambre mixte de Mazagan exprime le vœu que les parcelles domaniales, actuellement louées chaque année par adjudication, soient désormais louées pour une période de quatre années, de façon à permettre aux occupants de les cultiver plus rationnellement et d'y pratiquer un assolement.

Il est rappelé que l'administration ne procède à la location des terres domaniales qu'à titre provisoire, la vente devant être effectuée dès l'apurement de leur situation juridique. Le directeur général des finances et le directeur général de l'agriculture ne voient aucun inconvénient à donner satisfaction à la demande présentée, étant entendu que les locations de quatre ans ne pourront porter que sur des terres dont la situation juridique ne paraît pas pouvoir être réglée à bref délai, et que d'autre part le locataire ne se verra conférer aucun droit de priorité, lors de la mise en vente, qui continuera à être pratiquée par la voie de l'adjudication.

3° *Application aux marchés urbains du dahir établissant la perception d'un droit fixe sur les marchés des souks.* — La chambre mixte de Mazagan signale que le marché de cette ville souffre de l'établissement récent du tarif spécifique appliqué aux souks ruraux, et il demande, pour que se rétablisse l'équilibre désirable, à voir cette mesure étendue aux marchés urbains.

Le secrétaire général du Protectorat croit que l'application du tarif spécifique sur les souks est encore trop récente pour qu'il soit possible d'en apercevoir les répercussions sur le trafic des marchés des villes. Toutefois, les municipalités auront toute latitude pour appliquer également le tarif spécifique sur leurs marchés, sous la réserve, bien entendu, que cette modification n'entraîne pas de diminution de recettes.

Chambre mixte de Safi

1° *Droits sanitaires maritimes.* — La chambre mixte de Safi avait déjà demandé au conseil du Gouvernement si le montant de la taxe sanitaire, acquittée par les navires ne faisant pas un service régulier, et fixé à 0 fr. 15 par tonneau de jauge à chaque escale, ne pourrait être réduit.

Le sous-directeur de la santé et de l'hygiène publiques estime, en ce qui le concerne, que cette taxe pourrait être fixée à 0 fr. 15 par tonneau de jauge, à la première escale dans un port de l'Empire chérifien, et à 0 fr. 05 dans les ports suivants.

L'adoption éventuelle de cette mesure entraînera la modification de l'article 86 du dahir relatif à l'organisation de la police sanitaire maritime.

Le directeur général des finances observe qu'il en résultera pour le budget une perte approximative de 200.000 francs, mais que l'intérêt du commerce marocain lui paraît justifier la mesure en question.

2° *Patentes.* — Le président de la chambre mixte de Safi proteste contre le fait que les commissionnaires en marchandises paient patente à la fois pour leur bureau et pour leur maison d'habitation.

Le directeur général des finances répond que cette taxation est parfaitement conforme au dahir et qu'elle est justifiée par ce fait que, si les bénéfices d'un commerçant tenant boutique ou d'un industriel sont en rapport avec l'importance de leurs locaux professionnels, il n'en est plus strictement de même des commissions ou des courtages perçus par des intermédiaires. Pour répartir équitablement les charges fiscales, il convient que ces contribuables soient taxés au droit proportionnel d'après un critérium mieux en rapport avec leurs affaires ; c'est la raison pour laquelle le législateur a retenu à titre indicatif le loyer d'habitation en même temps que le loyer des bureaux des commissionnaires en marchandises.

Avant de lever la séance, le Résident général tient à adresser à M. de Saint-Quentin, secrétaire général du Protectorat, appelé aux hautes fonctions de sous-directeur des relations commerciales au ministère des affaires étrangères, l'expression de son regret de le voir quitter le Maroc. Bien qu'ayant profité de sa collaboration pendant quelques mois seulement, il a pu apprécier à leur valeur ses qualités de travail et de cœur, et il est assuré que M. de Saint-Quentin accomplira une carrière particulièrement brillante.

Le conseil s'associe unanimement à cet hommage par ses applaudissements.

M. de Saint-Quentin remercie en quelques mots émus le Résident général, et lui donne, ainsi qu'aux membres du conseil, l'assurance qu'il saisira, dans son nouveau poste, toute occasion de servir le Maroc français.

RÉSULTATS

du concours pour l'emploi de rédacteur du personnel administratif des services publics chérifiens.

Sont admis, à la suite du concours du 8 février 1926 :

MM. THIVEND Claude-Jean-François ;

TROUVÉ André-Frédéric ;

CARRÉ Julien.

INSTITUT DES HAUTES ÉTUDES MAROCAINES

SECTION DES ÉTUDES JURIDIQUES

Certificat d'études juridiques et administratives marocaines

Préparation au premier examen

Sujets proposés pour mars :

I. — *Droit civil français.* — De l'influence plus ou moins énergique que l'erreur peut avoir sur le consentement.

II. — *Droit public et administratif.* — Pouvoir réglementaire du Président de la République.

Les travaux des candidats devront parvenir au secrétariat de l'Institut des hautes études marocaines, avant le 1^{er} avril.

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES

Service des perceptions et recettes municipales

TERTIB ET PRESTATIONS

Rabat-ville

Les contribuables sont informés que le rôle supplémentaire du tertib et des prestations de Rabat-ville, pour l'année 1925, est mis en recouvrement à la date du 10 mars 1926.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

EXTRAITS DE REQUISITIONS ⁽¹⁾

I. — CONSERVATION DE RABAT

Réquisition n° 2522 R.

Suivant réquisition en date du 4 février 1926, déposée à la Conservation le même jour, Abdelkader ben Mohamed Labzizi el Khlifi ez Zaâri, marié selon la loi musulmane à dame Chama bent Benachir ez Zaâri, vers 1911, au douar Baïz, fraction des Ouled Djilali ben Abou, tribu des Ouled Khalifa, contrôle civil des Zaër, y demeurant, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de El Hadj ben Mohamed, marié selon la loi musulmane à dame Fatna bent Toto, vers 1920, au même lieu, y demeurant, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaire indivis par moitié, d'une propriété dénommée « El Houdh et Hamria », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « El Houdh », consistant en terrain de culture, située contrôle civil des Zaërs, tribu des Ouled Khalifa, fraction des Ouled Djilali ben Abou, à 2 km. environ à l'est de Camp Marchand, lieu dit « El Arba ».

Cette propriété, occupant une superficie de 40 hectares, est limitée : au nord, par les Ouled Bouazza bel Hadj, sur les lieux, représentés par Deuch ben Bouazza, demeurant à Camp Marchand ; par les Ouled Henafna, représentés par Hamafna el Rezouani, sur les lieux, douar Heïdada ; à l'est, par Bou Tahar ben Lakhour ; au sud, par Bou Tahar ben Lakhour susnommé et par Ben Akka, tous deux demeurant au douar Heïdada ; à l'ouest, par Salah Echaoui, demeurant à Camp Marchand et par les Ouled el Gharfa, représentés par El Hadj ben Gharfa, sur les lieux, douar Heïdada précité.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel, actuel ou éventuel, et qu'ils en sont propriétaires en vertu de deux moulkias en date des 24 hijra 1343 (16 juillet 1925) et 18 joumada I 1344 (4 décembre 1925), homologuées.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2523 R.

Suivant réquisition en date du 4 février 1926, déposée à la Conservation le même jour, Abdelkader ben Mohamed Labzizi el Khlifi ez Zaâri, marié selon la loi musulmane à dame Chama bent

Benachir ez Zaâri, vers 1911, au douar Baïz, fraction des Ouled Djilali ben Abou, tribu des Ouled Khalifa, contrôle civil des Zaër, y demeurant, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de El Hadj ben Mohamed, marié selon la loi musulmane à dame Fatna bent Toto, vers 1920, au même lieu, y demeurant, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaire indivis par moitié, d'une propriété dénommée « Dahr Lahrache », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Outa Hadj el Kebir », consistant en terrain de culture, située contrôle civil des Zaër, tribu des Ouled Khalifa, fraction des Ouled Djilali ben Abou, au km. 61 de la route de Rabat à Camp Marchand et à 300 mètres environ à l'ouest du marabout de Sidi el Hadj el Kebir.

Cette propriété, occupant une superficie de 40 hectares, est limitée : au nord, par Assou ben el Miloudi Zaâri, sur les lieux, douar Hada ; à l'est, par M. Brisabois, demeurant sur les lieux ; par El Maâti ben Abdallah, sur les lieux, douar Bzaïz et par M. Reber, demeurant à Rabat, boulevard Gallieni ; au sud, par Bouameur ben Mohamed el Kharmoudi et par Amar ben Abbou, sur les lieux, douar Bzaïz ; à l'ouest, par un chemin et au delà par Bouazza ben el Bahia, sur les lieux, douar des Ouled Hadda et par M'Hamed el Hayani, également sur les lieux, douar Bzaïz précité.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont propriétaires en vertu d'une moulkia en date du 13 chaoual 1343 (7 mai 1925), homologuée.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2524 R.

Suivant réquisition en date du 30 janvier 1926, déposée à la Conservation le 9 février de la même année, Bou Abid ben M'Hamed, marié selon la loi musulmane à dame Tara bent el Hadj Mohamed Abdelouahdi, vers 1896, au douar Ouled Saïd, fraction des Ouled Lahmeur, tribu des Beni Malek, contrôle civil de Souk el Arba du Gharb, y demeurant, représenté par M^e Malère, avocat à Kénitra, son mandataire, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled Caïd Bou Abid », consistant en terrain de

(1) NOTA. — Les dates de bornage sont portées, en leur temps, à la connaissance du public, par voie d'affichage, à la Conservation, sur l'immeuble, à la Justice de Paix, au bureau du Caïd, à la Mahakma du Cadi, et par voie de publication dans les marchés de la région.

Des convocations personnelles sont, en outre, adressées aux riverains désignés dans la réquisition.

Toute personne intéressée peut, enfin, sur demande adressée à la Conservation Foncière, être prévenue, par convocation personnelle, du jour fixé pour le bornage.

culture, située contrôle civil de Souk el Arba du Gharb, tribu des Beni Malek, fraction des Ouled Lahmeur, sur la rive droite du Sebou et la rive gauche de l'oued Ouerga, à 25 km. environ au nord-est de Petitjean et à 10 km. environ de Sidi Abdelaziz.

Cette propriété, occupant une superficie de 70 hectares, est limitée : au nord, par l'oued Ouerga ; à l'est, par la propriété dite « Ferme Tazi du Gharb », réq. 6-6 CR, dont l'immatriculation a été requise par Si el Hadj Omar Tazi, demeurant à Rabat, avenue Dar el Makhzen ; au sud, par le requérant ; à l'ouest, par M. Debul, colon, demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moukia, en date du 3 chaabane 1323 (3 octobre 1905), homologuée.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2525 R.

Suivant réquisition en date du 9 février 1926, déposée à la Conservation le même jour, M'Hamed ben el Aroui Zaari Eddahaoui, marié selon la loi musulmane à dame Hadhoum bent Slimane, vers 1923, aux douar et fraction des Aït Ahmed, tribu des Ouled Dahou, contrôle civil des Zaërs, y demeurant, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de : 1° Mohamed ben el Aroui, marié selon la loi musulmane à dame Fatma bent Ahmed Eddahaoui, vers 1921, au même lieu ; 2° Chafai ben el Aroui, célibataire, tous demeurant au douar des Aït Ahmed précité, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaire indivis, à concurrence de 1/3 à chacun d'eux, d'une propriété dénommée « Thenia », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Sibara Thenia », consistant en terrain de culture, située contrôle civil des Zaër, tribu des Ouled Dahou, fraction des Aït Ahmed, à 15 km. au sud-ouest de Camp Marchand, sur la route de la Kasbah Merchouch, à 8 km. au sud de la Kasbah et à hauteur de Koudiat Hammou bel Larbi, lieu dit « Sibara ».

Cette propriété, occupant une superficie de 40 hectares, est limitée : au nord, par le caïd El Bachir ben Bachir et par Kaddour ben Naceur, sur les lieux, douar des Aït Ali ; à l'est, par l'Etat chérifien (domaine forestier) ; au sud, par Bouazza ben Lagfour, sur les lieux, douar Taïbat ; à l'ouest, par une piste et au delà par le cheikh M'Hamed ben Abdallah, sur les lieux, douar Aït el Kebir.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires en vertu d'un acte d'adoul, en date du 12 safar 1344 (1^{er} septembre 1925), homologué, aux termes duquel M'Hamed ben el Hadj et consorts leur ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2526 R.

Suivant réquisition en date du 10 février 1926, déposée à la Conservation le même jour, Bhilil ben el Moqaddem Hamida, marié selon la loi musulmane à dame El Hadria bent el Arbi Bou Amer, vers 1905, aux douar et fraction des Bzaïz, tribu des Ouled Khalifa, contrôle civil des Zaër, y demeurant, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled el Hamri », consistant en terrain de culture, située contrôle civil des Zaër, tribu des Ouled Khalifa, fraction des Bzaïz, sur la route de Rabat à Camp Marchand, à 15 km. environ au sud de N'kreila et à proximité du marabout de Sidi el Hadj el Kebir.

Cette propriété, occupant une superficie de 12 hectares, est limitée : au nord, par Bou Amer ben Abdallah, sur les lieux, douar Bzaïz ; à l'est et au sud, par la propriété dite « Tbouda », réquisition 1987 R., dont l'immatriculation a été requise par Bouazza ben Abdallah ouïd Bahia, sur les lieux, douar Bzaïz précité ; à l'ouest, par la piste de Rabat à Camp Marchand et au delà par le marabout de Sidi el Hadj el Kebir et par le requérant.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul, en date du 10 ramadan 1332 (2 août 1914), aux termes duquel Mohamed ben Larbi Bzaïzi lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2527 R.

Suivant réquisition en date du 10 février 1926, déposée à la Conservation le même jour, Bhilil ben el Moqaddem Hamida, marié selon la loi musulmane à dame El Hadria bent el Arbi Bou Amer, vers 1905, aux douar et fraction des Bzaïz, tribu des Ouled Khalifa, contrôle civil des Zaër, y demeurant, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Haouz el Kouir », consistant en terrain de culture, située contrôle civil des Zaër, tribu des Ouled Khalifa, fraction des Bzaïz, sur la route de Rabat à Camp Marchand, à 15 km. environ au sud-est de Nkreila et entre le marabout de Sidi el Baïlil et l'aïn Sebbah.

Cette propriété, occupant une superficie de 14 hectares, est limitée : au nord, par les Ouled el Hadj Ahmed, représentés par le cheikh El Bahloul ouïd Daho ; à l'est, par Bouazza ouïd Mezouara, tous demeurant sur les lieux, douar Bzaïz ; au sud, par le requérant et la route de Rabat à Camp Marchand ; à l'ouest, par El Ayachi ben Lachemi sur les lieux, douar Bzaïz précité.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 27 kaada 1332 (17 octobre 1914), aux termes duquel Ali ben M'Hamed Bzaïdi lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2528 R.

Suivant réquisition en date du 11 février 1926, déposée à la Conservation le même jour, Raho ben el Haïlaa, mariée selon la loi musulmane à dames Sefia bent Bouazza, vers 1908, Zineb bent Hamani, vers 1913, Hada bent Ali, vers 1914, et à Ghenata bent Ahmed, vers 1920, au douar Hassasna, fraction des Aït Messaoud, tribu des Ouled Ali, contrôle civil des Zaër, y demeurant, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Sidi Abdallah », consistant en terrain de culture et de parcours, située contrôle civil des Zaër, tribu des Ouled Ali, fraction des Aït Messaoud, à 8 km. environ au nord-est de Camp-Marchand, à 2 km. au sud du marabout de Sidi Abdallah et à proximité de l'aïn Djorf.

Cette propriété, occupant une superficie de 34 hectares, est limitée : au nord, par Miloudi ouïd Chafi ; à l'est, par le caïd Bouamer ben Raho, Abdesselam ben Lahsen et Hamou ben Hamani, tous quatre demeurant sur les lieux, douar Hassasna et par Ben Kassou ben Radouan, sur les lieux, douar Mrachich ; au sud, par le caïd Bouamer ben Raho surnommé, Larbi ouïd Azouz, sur les lieux, douar Rgab, El Hadri ouïd Azouz, sur les lieux, douar des Ouled ben Dia, Ben Kassou ben Radouan surnommé et par Thami Chafii, également sur les lieux, douar Hassasna ; à l'ouest, par Bouazza ben Djilali, Mohamed ben Bouazza, Bouazza ben Ali, Kassou ben Radouan surnommé, Thami ben Chafii, également surnommé, et par Baïz ouïd Si Lhasen, tous demeurant sur les lieux, douar Hassasna précité.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moukia, en date du 6 kaada 1337 (3 août 1919), homologuée.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2529 R.

Suivant réquisition en date du 9 février 1926, déposée à la Conservation le 11 du même mois, Raho ben el Haïlaa, marié selon la loi musulmane à dames Sefia bent Bouazza, vers 1908, Zineb bent Hamani, vers 1913, Hada bent Ali, vers 1914, et à Ghenata bent Ahmed, vers 1920, au douar Hassasna, fraction des Aït Messaoud, tribu des Ouled Ali, contrôle civil des Zaër, y demeurant, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Sidi Ahmed Taïb », consistant en terrain de culture, située contrôle civil des Zaër, tribu des Ouled Ali, fraction des Aït Messaoud, à 4 km. environ au nord-est de Camp-Marchand, à 2 km. environ à l'ouest de Sidi Kaddour, au sud de l'aïn Djorf et à proximité du marabout de Sidi Ahmed Taïb.

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares, est limitée : au nord et au sud, par le caïd Bouamer ben Raho, sur les lieux, douar Hassasna ; à l'est, par la route de Camp-Marchand à

Merzaga et au delà par Abdesselam ouïd ben Achir, douar des Ouled bou Taïb ; à l'ouest, par Ali Djenan, sur les lieux, douar des Ouled bou Taïb précité.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moukia, en date du 6 kaada 1337 (3 août 1919), homologuée.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2530 R.

Suivant réquisition en date du 9 février 1926, déposée à la Conservation le 11 du même mois, Raho ben el Haïlaa, marié selon la loi musulmane à dames Sefia bent Bouazza, vers 1908, Zineb bent Hamani, vers 1913, Hada bent Ali, vers 1914, et à Ghenata bent Ahmed, vers 1920, au douar Hassasna, fraction des Aït Messaoud, tribu des Ouled Ali, contrôle civil des Zaër, y demeurant, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Sidi Hanaïch », consistant en terrain de culture et de parcours, située contrôle civil des Zaër, tribu des Ouled Ali, fraction des Aït Messaoud, à 5 km. environ au nord-est de Camp-Marchand, à proximité de la route de Camp-Marchand à Merzaga, lieu dit « Sidi Hanaïch ».

Cette propriété, occupant une superficie de 30 hectares, est limitée : au nord, par Miloudi ben Ahmed, le caïd Bouamer ben Raho, Abdelaziz ben el Ayachi, tous trois demeurant sur les lieux, douar Hassasna ; à l'est, par Mohamed ben Kaddour, Ali el Hadj, sur les lieux, douar des Ouled ben Daïa ; au sud, par Hamou ben Hamani, également sur les lieux, douar Hassasna, et par Ali el Hadj susnommé ; à l'ouest, par l'oued Mouilha et au delà par le caïd Bouamer susnommé.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moukia, en date du 26 safar 1337 (1^{er} décembre 1918), homologuée.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2531 R.

Suivant réquisition en date du 9 février 1926, déposée à la Conservation le 11 du même mois, Raho ben el Haïlaa, marié selon la loi musulmane à dames Sefia bent Bouazza, vers 1908, Zineb bent Hamani, vers 1913, Hada bent Ali, vers 1914, et à Ghenata bent Ahmed, vers 1920, au douar Hassasna, fraction des Aït Messaoud, tribu des Ouled Ali, contrôle civil des Zaër, y demeurant, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Koudiat Sidi Abdallah », consistant en terrain de culture et de parcours, située contrôle civil des Zaër, tribu des Ouled Ali, fraction des Aït Messaoud, à 8 km. au nord-est de Camp-Marchand, à 4 km. environ au sud du marabout de Sidi Abdallah et à proximité de l'aïn Djorf.

Cette propriété, occupant une superficie de 50 hectares, est limitée : au nord, par Hamou ben Hamani, Bouazza ben Ali, Maati ben Hamadi, Kostali ben Raho et Mohamed ben Djilali ; à l'est, par le cheikh Ben Barak ben Larbi, Maati ben Hamadi et par Maati ben Abdallah ; au sud, par Abdelaziz ben el Yachi, Hamou ben Labsir et Maati ben Hamadi susnommé, tous demeurant sur les lieux, douar Hassasna ; à l'ouest, par l'oued El Mouilha et au delà par Khalouk ben Mohamed, demeurant au douar Chraga, tribu des Ouled Ktir, contrôle civil des Zaër.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu de quatre actes d'adoul en date, les deux premiers, du 6 kaada 1337 (3 août 1919), les autres en date des 19 jourmada II 1338 (10 mars 1920) et 19 jourmada I 1340 (18 janvier 1922), homologués, aux termes desquels El Habchi ben Bekhta Zaari, Brahim ben Ahmed, Ali ben Abdesselam, Mohamed ben Aïssaoui, Ben Daoud ben Lahsen et Ahmed ben Larbi lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2532 R.

Suivant réquisition en date du 9 février 1926, déposée à la Conservation le 11 du même mois, Raho ben el Haïlaa, marié selon la loi musulmane à dames Sefia bent Bouazza, vers 1908, Zineb bent Ha-

mani, vers 1913, Hada bent Ali, vers 1914, et à Ghenata bent Ahmed, vers 1920, au douar Hassasna, fraction des Aït Messaoud, tribu des Ouled Ali, contrôle civil des Zaër, y demeurant, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Hadjarat Mouka », consistant en terrain de culture et de parcours, située contrôle civil des Zaër, tribu des Ouled Ali, fraction des Aït Messaoud, à 4 km. environ au nord-est de Camp-Marchand, lieu dit « Aïn Djorf ».

Cette propriété, occupant une superficie de 20 hectares, est limitée : au nord, par Maati ben Abdallah ; à l'est, par Mohamed ben el Issaoui, Thani ben Ahmed et par Bouazza ben Djilali ; au sud, par Ahmed ben Larbi et par Maati ben Abdallah susnommé, tous demeurant au douar Hassasna ; à l'ouest, par l'oued El Mouilha et au delà par Ben Mahjoub ben Ali, demeurant au douar Chraga, tribu des Ouled Ktir, contrôle civil des Zaër.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu de deux actes d'adoul, en date du 6 kaada 1337 (3 août 1919) et 19 jourmada II 1338 (10 mars 1920), homologués, aux termes desquels Raho ben Larbi, Layachi ben el Hassan et Larbi ben Moussa, d'une part, et Ali ben Abdesselam el Aloui, d'autre part, lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

II. — CONSERVATION DE CASABLANCA

Réquisition n° 8466 C.

Suivant réquisition en date du 25 janvier 1926, déposée à la Conservation le 26 du même mois, Djilali ben Hadj Mokhtar, marié selon la loi musulmane, vers 1910, à Khenata bent el Miloudi, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de : 1° Smaïn ben Hadj Mokhtar ; 2° El Mekki ben Hadj Mokhtar ; 3° Abderrahman ben Hadj Mokhtar ; 4° Ahmed ben Hadj Mokhtar ; 5° Mohamed ben Hadj Mokhtar ; 6° Allal ben Hadj Mokhtar ; 7° M'Hamed ben Hadj Mokhtar ; 8° Bouazza ben Hadj Mokhtar ; 9° Bouchaïb ben Hadj Mokhtar ; 10° Abdelkader ben Hadj Mokhtar ; 11° Abdallah ben Hadj Mokhtar, les susnommés célibataires mineurs ;

12° Sultana bent Hadj Mokhtar, mariée selon la loi musulmane, vers 1907, à Allal ben Laidi ; 13° Fatma bent Hadj Mokhtar, mariée selon la loi musulmane, vers 1909, à Bouchaïb ben Mohamed ; 14° Halima bent Hadj Mokhtar, mariée selon la loi musulmane, vers 1919, à El Mati Cherkaoui ; 15° Khedija bent Hadj Mokhtar, mariée selon la loi musulmane, vers 1925, à Sallah Cherkaoui ; 16° Aïcha bent Hadj Mokhtar ; 17° Zohra bent Hadj Mokhtar ; 18° Mira bent Hadj Mokhtar ; 19° Allia bent Hadj Mokhtar ; 20° Anaïa bent Hadj Mokhtar ; 21° Tamo bent Hadj Mokhtar, les six dernières célibataires mineures ; 22° Fatema bent el Mekki, veuve de Hadj Mokhtar ben Bouchaïb, décédé vers 1925 ; 23° Fatema bent Embarek ; 24° Fatema bent Amor ; 25° Fatema bent Henia, les trois dernières veuves également de Hadj Mokhtar précité, tous demeurant et domiciliés au douar Hadj Mokhtar, fraction des Mekadra, tribu des Chiadma ;

A demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, sans proportions déterminées, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Harreche Labeghale », consistant en terrain de culture, située contrôle civil des Doukkala, annexe de Sidi Ali d'Azemmour, tribu des Chiadma, fraction des Mekadra, douar Hadj Mokhtar, près du marabout de Sidi Aïssa, à 4 km. de Bir Djedid.

Cette propriété, occupant une superficie de 40 hectares, est limitée : au nord, par Allal ben bel Aïdi et Saïd ben Regragui et El Maati ben Zemmouri ben Rami, sur les lieux ; à l'est, par Mohamed ben Bouchaïb ben Mohamed et Ahmed ben Boughnadil, au douar Nzala, fraction des Ouled Daoud ; au sud, par Mohamed ben Djilali ben Allal, au douar Nzala précité ; à l'ouest, par Rami ben Zemmouri ben Rami, au douar Hadj Mokhtar précité.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires pour l'avoir recueilli dans la succession de Elhadj Mokhtar ben Bouchaïb ben Elmiloudi, ainsi que le constate un acte de filiation du 2 reheb 1344 (16 janvier 1926).

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8467 C.

Suivant réquisition en date du 26 janvier 1926, déposée à la Conservation le même jour, M. Biard Fernand, marié à dame Baillet Jeanne-Claire-Emilie, le 1^{er} mai 1922, à Casablanca, sous le régime de la séparation de biens, suivant contrat passé devant M. le chef du bureau du notariat de Casablanca, le 1^{er} mai 1922, demeurant et domicilié à Casablanca, rue Chevandier-de-Valdrôme, immeuble Messina, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Lotissement des héritiers Ben Salmi », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Lusitania I », consistant en terrain à bâtir, située à Casablanca, rue privée aboutissant à la rue du Capitaine-Hervé.

Cette propriété, occupant une superficie de 290 mètres carrés, est limitée : au nord et à l'est, par le requérant ; au sud, par une rue de 8 mètres, aux héritiers Ben Salmi, représentés par Mohammed ben Hadj Abdesselam, rue Anfa, Casablanca ; à l'ouest, par M. Bascales à Casablanca, rue Aviateur-Prom, immeuble du Comptoir des Mines.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul, en date du 22 rebia II 1344 (9 novembre 1925), aux termes duquel Seïdi Mohammed ben el Hadj Abdesselam et consorts lui ont vendu la dite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca.
BOUVIER.

Réquisition n° 8468 C.

Suivant réquisition en date du 25 janvier 1926, déposée à la Conservation le 26 du même mois, El Fassi ben Ali ben Chiheb, marié selon la loi musulmane, vers 1916, à Halima bent el Hadj el Fatmi, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de :

1° Rekia bent Djilali el Médiouni, veuve de Ali ben Chiheb, décédé vers 1906 ; 2° Abdelaziz ben Ali ben Chiheb, marié selon la loi musulmane, vers 1915, à Chaïbiya bent Bouchaïb ; 3° El Mounna bent Ali ben Chiheb, mariée selon la loi musulmane, vers 1917, à Ali el Bahlouli ; 4° Moulay Thami ben Ali ben Chiheb, marié selon la loi musulmane, vers 1922, à Atoche bent Mohamed bel Hadj ; 5° Mohamed ben Ali ben Chiheb, célibataire majeur ; 6° Zineb bent Ali ben Chiheb, mariée selon la loi musulmane, vers 1925, à Abdelkader ben Mohamed ; 7° Touhania bent Ali ben Chiheb, veuve de Moulay Driss ben el Fkih, décédé vers 1924, tous demeurant au douar Ouled Bouaziz, fraction des Ouled Haddou, tribu de Médiouna, et domiciliés à Casablanca, rue Quinson, n° 2, chez M^e Surdon, avocat ;

A demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, sans proportions déterminées, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Feddane el Hedjeb », consistant en terrain de culture, sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu de Médiouna, fraction des Ouled Haddou, douar Ouled Bouaziz, à hauteur du km. 20 de la route de Casablanca à Boucheron, à 1 km. du marabout de Sidi Hadjadj et de l'aïn Ed Dissa.

Cette propriété, occupant une superficie de 30 hectares, est limitée : au nord, par la piste de El Kraker à Sidi Hajaj et au delà par Abdelkader ben Ali et consorts, sur les lieux ; à l'est, par la piste du lieu dit « Chaaba » à l'aïn Zaher et au delà par Bouchaïb ben el Hadj Fassi et Si Mohamed ben Moussa, sur les lieux ; au sud, par l'oued Hassar ; à l'ouest, par Si Kaddour ben el Hadj Ahmed et Djilali ben Hadj Ahmed, sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires pour l'avoir recueilli dans la succession de Ali ben Chiheb el Médiouni, ainsi que le constate un acte de filiation du 4 reheb 1344 (18 janvier 1926).

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8469 C.

Suivant réquisition en date du 26 janvier 1926, déposée à la Conservation le même jour, M. Machwitz Jean-Constantin-Félix, avocat, marié à dame Laborde Marguerite, le 8 juin 1921, à Casablanca, sous le régime de la communauté conventionnelle, suivant contrat passé devant le secrétaire-greffier, chef du bureau du notariat à Casablanca, le 7 juin 1921, demeurant et domicilié à Casablanca, rue

de l'Horloge, n° 38, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Villa Diche », consistant en terrain à bâtir, située à Casablanca, rue du Bungalow.

Cette propriété, occupant une superficie de 3.785 mètres carrés, est limitée : au nord, par la propriété dite « Montignac », titre 2928 C., appartenant à M. Fournier, courtier assermenté à la Bourse du Commerce de Casablanca ; à l'est, par la rue du Bungalow ; au sud et à l'ouest, par Si el Fki Ahmed ben Abdesselam, à Casablanca, rue du Fondouk, n° 17, et Si Mohamed bel Kacem el Médiouni, à Casablanca, rue des Synagogues, n° 16.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul, en date du 6 joumada II 1344 (22 décembre 1925), aux termes duquel Si el Fki Ahmed ben Abdesselam et Si Mohamed bel Kacem el Médiouni lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8470 C.

Extrait publié en exécution de l'article 4 du dahir du 24 mai 1922.

Suivant réquisition en date du 17 janvier 1926 déposée à la Conservation le 24 du même mois, M. Lombard de Buffière Philibert-Emmanuel-Humbert, veuf de dame de Colbert Marguerite-Marie, décédée le 17 octobre 1923, à Dolomieu (Isère), demeurant et domicilié à Bled Agnès, par Zemammrat (Doukkala-sud), a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Groupe des Ouled Rahal », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled Agnès », consistant en terrain de culture, sise contrôle civil des Doukkala, tribu des Ouled Bouzerara, fraction des Ouled Ahmrane, sur la piste de Sidi ben Nour à Souk el Arba, à 10 km. à l'ouest de Sidi ben Nour.

Cette propriété, occupant une superficie de 224 hectares 26 ares, comprenant cinq parcelles, est limitée :

Première parcelle. — Au nord, par le chemin de Lalbi à Souk el Djema ; à l'est, par le chemin de Souk el Tleta ; au sud, par le fkih Si Ahmed ben Tami ; à l'ouest, par une piste de Mazagan à Marrakech.

Deuxième parcelle. — Au nord, par le chemin de Souk el Khemis à Dar ould Si Rahal, Cheikh Djilali bel Hadj Driss, Abbès el Hadjem el Himeur ben Salem, Mohamed ben Chleuh, Djilali ould el Hadj Driss ; à l'est, par le chemin de Souk el Arba à Souk el Tleta, Ould Abbès bel Faroudj, Cheikh Ali ben Seridja et les héritiers du caïd Ahmed ben Debba el Hamdi ; au sud, par les héritiers Si Thami el Mesnaoui, les héritiers Ben Sliman el Hamdi, Fqih Ahmed ben Tami, Bouchaïb el Ahmed ben Mekki, Mohamed ben Larbi Smanhadj et Hamou ben Abbou Degoghi ; à l'ouest, par Fkih ben M'Hamed er Rahali, Abdesslam ben Abbou, Degoghi, le chemin de Souk es Sebti à Souk el Djema, les héritiers du fkih Ben M'Amed, Ould el Hadj Naïn, Mohamed ould Tahar bel Hadj, les Ould el Hadj Driss, el Madani ould el Hadj Tami et Mohamed ben Tami.

Troisième parcelle. — Au nord, par Aïssa ben Abdallah el Mesnaoui ; à l'est, par les héritiers El Hadj Ahmed el Mesnaoui ; au sud, par Abdesslem ben Abbou Degoghi ; à l'ouest, par un chemin de Mazagan à Marrakech et le chemin de Sidi ben Nour.

Quatrième parcelle. — Au nord, par le chemin du douar El Helalfa à Dar el Cadi ; à l'est et au sud, par les héritiers El Hadj el Mesnaoui ; à l'ouest, par Abdesslem ben Abbou Degoghi.

Cinquième parcelle. — Au nord, par Ould Si Abbou Degoghi ; à l'est, par le chemin de Souk el Tleta à Souk el Arba ; au sud, par Mohamed ben Tahar el Fardji el Baadji ; à l'ouest, par le chemin de Souk el Tleta.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un procès-verbal d'adjudication, en date du 1^{er} septembre 1925, aux termes duquel l'Etat chérifien lui a vendu le lot de colonisation dit « Ouled Rahal » constituant la propriété régulièrement délimitée.

Les délais pour former opposition, déposer des demandes d'inscriptions à cette réquisition expireront dans un délai de quatre mois à compter du jour de la publication de cet extrait au présent Bulletin officiel.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8471 C.

Suivant réquisition en date du 26 janvier 1926, déposée à la Conservation le même jour, M. Navarro Ginès, sujet espagnol, marié sans contrat à dame Lopez Maria-Ruperta, le 5 octobre 1907, à Oran, demeurant à Saint-Jean-de-Fédhala, et domicilié à Casablanca, boulevard du 2^e-Tirailleurs, chez M^e Pasquini, avocat, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Feddan Schila et Feddan el Aoud », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Ruperta », consistant en terrain de culture, sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu des Zenatas, à Saint-Jean-de-Fédhala, au km. 30 de la route de Casablanca à Rabat.

Cette propriété, occupant une superficie de 19 hectares, est limitée : au nord, par le service des eaux et forêts et la route de Casablanca à Rabat ; à l'est, par Ben el Hattab et Ben Lamri ben M'Hammed, au douar Beni Mrit, tribu des Zenata, et Ahmed ould Bouzami, douar Ould Lahcen, tribu des Zenata, au sud, par El Ayachi ben Mohammed, fraction des Ouled Lahcen, tribu des Zenata ; à l'ouest, par la route de Casablanca à Rabat.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel, autre qu'une hypothèque au profit de M. Vilain Louis, demeurant à Bombourg (Nord) et domicilié à Fédhala, chez M. Odilon Gackière, pour sûreté et garantie de la somme en principal de treize mille francs, suivant contrat sous seings privés, en date du 27 février 1925, et qu'il en est propriétaire en vertu de deux actes d'adoul, en date des 20 rebia I 1344 (8 octobre 1925) et 27 safar 1344 (16 septembre 1925), aux termes desquels Khellouq bel Gheraf Zenati et Moumen ben Taleb Zenati lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8472 C.

Suivant réquisition en date du 26 janvier 1926, déposée à la Conservation le 27 du même mois, M. Bascaules Jean-Marie-Emile-René, marié à dame Bernadet Marie-Simone, le 3 septembre 1924, à Montlhéry (Seine-et-Oise), sous le régime de la communauté réduite aux acquêts suivant contrat reçu par M^e Dubas, notaire à Montlhéry, le 2 septembre 1924, demeurant et domicilié à Casablanca rue de l'Aviateur-Pégoud, immeuble du Comptoir des Mines, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « A. Noste », consistant en terrain à bâtir, située à Casablanca, quartier de Lusitania, rue privée entre les rues Lacépède et du Capitaine-Hervé.

Cette propriété, occupant une superficie de 245 mètres carrés, est limitée : au nord et à l'est, par M. Biard Fernand, à Casablanca, rue Chevalier-de-Valdrôme, immeuble Messina ; au sud, par une rue de 8 mètres appartenant aux héritiers Ben Salmi, représentés par Mohamed ben Hadj Abdesselam, rue Anfa, Casablanca ; à l'ouest, par M. Chic Maurice, à Casablanca, boulevard de la Gare, n° 73.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés, en date à Casablanca du 26 novembre 1925, aux termes duquel M. Biard Fernand lui a vendu la dite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8473 C.

Suivant réquisition en date du 16 décembre 1925, déposée à la Conservation le 27 janvier 1926, Si Abdallah ben Ahmed el Hadaoui el Hachoumi, marié selon la loi musulmane, vers 1905, à Fatma bent Mohamed ben el Hadaoui, demeurant et domicilié à Casablanca, rue Bab Marrakech, n° 19, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété dénommée « El Ghazi », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Feddan el Khalka », consistant en terrain de culture, sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu de Médiouna, fraction des Ouled Haddou, douar Ouled Si Lachemi, à 12 km. de Casablanca, près de la propriété dite « La Vallonnée », titre 4743 C.

Cette propriété, occupant une superficie de 15 hectares, est limitée : au nord, par le requérant ; à l'est, par la piste des Ouled Ziane à Casablanca et au delà par la propriété dite « La Vallonnée », titre 4743 C., appartenant à M. Fournet, à Casablanca, rue de l'Horloge ; au sud, par le requérant et M. Lendrat, à Casablanca, Roches-

Noires ; à l'ouest, par une piste de Daïf Filal à Daïf Smar et au delà par M. Lendrat précité.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul, en date de la dernière décade de chaoual 1327 (4 au 13 novembre 1909), aux termes duquel les héritiers de Essaid Bouchaïb ben el Hadj Mohammed lui ont vendu la dite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8474 C.

Suivant réquisition en date du 27 janvier 1926, déposée à la Conservation le même jour, M. Rivoire Jean-Marie, célibataire majeur, demeurant à Boucheron et domicilié à Casablanca, chez M. Thollon, secrétaire de la chambre d'agriculture, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété dénommée « Propriété Rivoire », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Terre Rivoire », consistant en terrain de culture maraîchère, située contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu de Médiouna, à Ain Seba Beaulieu, lots 222 et 223.

Cette propriété, occupant une superficie de 3.600 mètres carrés, est limitée : au nord, par une rue de 12 mètres du lotissement Carl Fick (séquestre des biens austro-allemands) ; à l'est, par M. Pomnier Marius à Ain Seba ; au sud, par le chemin de fer à voie normale de Casablanca à Rabat ; à l'ouest, par M. Jacob Gaston, commis à la Pharmacie de Réserve, à Casablanca.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu de deux procès-verbaux d'adjudication des biens de l'allemand Carl Ficke, en date des 5 février et 5 mars 1923, approuvés par M. le gérant général des séquestres de guerre à Rabat les 3 et 15 mars 1923.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8475 C.

Suivant réquisition en date du 27 janvier 1926, déposée à la Conservation le même jour, Mohamed ben el Mefedel, marié selon la loi musulmane, vers 1885, à Meriem bent Amar, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de : 1° Elkebir ben el Mefedel, marié selon la loi musulmane, vers 1917, à Menana bent Bouchaïb ; 2° Bouchaïb ben el Mefedel, marié selon la loi musulmane, vers 1907, à Tadjia bent Bouchaïb, tous demeurant et domiciliés au douar El Aounat el Adoul, tribu des Guédana (Ouled Saïd), a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, sans proportions déterminées, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Essefah », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Ouled Saïd, tribu des Guédana, limitrophe des deux chemins des Cherkaoua, près de Sidi Amor Semlali.

Cette propriété, occupant une superficie de 5 hectares, est limitée : au nord, par le ravin dit « Ouad Ain Chelil » et au delà par Si Bouchaïb ben Si Amor ; à l'est, par Si Ahmed bel Maazaoui ; au sud, par la piste des Cherkaoua à Ain Chelil et au delà par Si Bouchaïb ben Si Mohamed Cherkaoui ; à l'ouest, par la piste des Cherkaoua à Sidi el Hachemi et au delà par Si Abdallah ben el Hobab, tous les indigènes susvisés demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires en vertu d'un acte d'adoul, en date du 15 kaada 1330 (26 octobre 1912), aux termes duquel El Houani bel Mazaoui et consorts leur ont vendu la dite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8476 C.

Suivant réquisition en date du 27 janvier 1926, déposée à la Conservation le même jour, Mohamed ben Tounsi ben Ali el Aouni, marié selon la loi musulmane, vers 1913, à Fatma bent el Bachir Djemari, demeurant à Marrakech, rue Bab Doukkala, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de : 1° Fatma bent Hadj Abdesselam ben Ali ben Tounsi, divorcée de Mohamed ben Tounsi précité ; 2° Allal ould Si Driss ben Ali ben Tounsi, céliba-

taire majeur ; 3° Abdesselam ould Si Driss ben Ali ben Tounsi, célibataire majeur ; 4° Aïcha bent Si Ali ben Tounsi, veuve du caïd Ghanem ben Bouguem, décédé vers 1906 ; 5° Tounsi ben Abbès ben Ali ben Tounsi, célibataire mineur, sous la tutelle de sa mère Fatma, ci-après nommée ; 6° Fatma bent Si Azouz, veuve de Si Abbès ben Ali, décédé en 1922 ; 7° Si Mokhtar ben Ali ben Tounsi, veuf de Fatma bent Caïd Abbas, décédée en 1920 ; 8° Si Mohamed Eddriouche ben Ali ben Tounsi, marié selon la loi musulmane, vers 1914, à Khedidja bent Azouz ; ces derniers demeurant à la zaouïa Tounsi, tribu des Aounat (Doukkala) et tous domiciliés à Casablanca, rue Berthelot, n° 9, chez M^e Nehlil, avocat, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité sans proportions déterminées, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Fedlane Sidi Ahmed », consistant en terrain de culture, située contrôle civil des Doukkala, annexe de Sidi ben Nour, tribu des Aounat, douar de la zaouïa Tounsi.

Cette propriété, occupant une superficie de 30 hectares, est limitée : au nord, par la route de Sidi ben Nour à Souk el Had des Aounat et au delà par les héritiers Tahar bel Lahsen, à la zaouïa Tounsi précitée ; à l'est, par le chemin des Oulad Djabeur à Souk el Had et au delà par les requérants et par Driss ben Tahar el Aouni, à la dite zaouïa ; au sud, par le chemin de Souk Tleta au djebel Lakhdar et au delà par les héritiers de Si Labib el Hounachi, sur les lieux ; à l'ouest, par Allal ben Driss ben Ali Tounsi et son frère Abderrahman sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires en vertu d'un acte de partage, en date du 8 rebia I 1341 (30 octobre 1922) leur attribuant la dite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8477 C.

Suivant réquisition en date du 27 janvier 1926, déposée à la Conservation le même jour, Mohamed ben Ali ben Choual, marié selon la loi musulmane, en 1915, à Rehya bent Mohamed Belbayl, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de son frère Abdellah ben Ali ben Choual, marié selon la loi musulmane, en 1920, à Chama bent Mohamed, tous deux demeurant au douar Ouled Amor, fraction des Fédalat, tribu des Moulain el Outa (Ziaïda) et domiciliés à Casablanca, boulevard de la Liberté, chez M. Hauvel, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, sans proportions déterminées, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Mzaoua », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-nord, annexe de Camp Boulhaut, tribu Moulain el Outa, fraction des Fédalat, à 31 km. de Casablanca, par Sidi Hadjaj, près du marabout de Sidi Ali.

Cette propriété, occupant une superficie de 5 hectares, est limitée : au nord, par Fathma bent Bouazza ben Miloudi, sur les lieux ; à l'est, par Djilali ben Mohamed ben Djilali, sur les lieux ; au sud, par le requérant ; à l'ouest, par la dayat El Haouïa et la Compagnie Marocaine à Casablanca.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires en vertu d'un acte d'adoul, en date du 17 rejeb 1332 (11 juin 1914), aux termes duquel El Miloudia bent Ahmed ben Sliman, agissant au nom de sa fille Fatma bent Bouazza, leur a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8478 C.

Suivant réquisition en date du 27 janvier 1926, déposée à la Conservation le même jour, Sif Eddine ben Mahmoud, marié selon la loi musulmane, vers 1910, à Amina bent Sidi Lahcen Kadmiri, demeurant et domicilié à Casablanca, rue Djemâa Chleuh, n° 131, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Bladat Khasma et Dehar Lakehal », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Sif Eddine I », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu des Ouled Ziane, fraction Oulad Nadji, douar Khasasma, à 15 km. à gauche du km. 32 de la route de Casablanca à Boucheron.

Cette propriété, occupant une superficie de 200 hectares, comprenant deux parcelles, est limitée :

Première parcelle. — Au nord, par la propriété dite « Domaine de la Société de Cultures industrielles au Maroc », réq. 7295 C., appartenant à la dite société, dont le siège social est à Casablanca ; à l'est, par Hadj Larbi ould Hakki, Larbi ould Bouazza bel Hadj, Belhadj ould Bouazza Belhadj, Bouazza ben Lecheheb, Si Mohamed ould Hadda, Si M'Hamed et son frère Lamino, Ahmed ben Lecheheb, Maati et Abdelqader Oulad Salah ben Maati, tous au douar Elouaness, tribu des Moulain el Ghaba ; au sud, par les Oulad el Mzabi, représentés par Slimane ben Mohamed, Sidi el Kebir Slimane et el Zerroual ben Abdelqader, au douar Khasasma, fraction Oulad Nadji précitée et par M. Ozanne, représenté par M. Thollon, le domaine de la Sénonaise, tribu des Oulad Ziane ; à l'ouest, par Lahcen ben Elhadj, Bouazza ben Ahmed, Abdesselam ben Taghi, El Kebir ben Onarrak, Abdesslam ben Maati, au douar Khasasma précité.

Deuxième parcelle. — Au nord, par la piste de Sidi Bouichaïb à Sidi Barka et au delà par Lahssen ben Ettahar, sur les lieux ; à l'est, par Mohamed ben Bahloul, au douar Oulad ben Aliane, fraction Oulad Moussa ben Brahim, tribu des Ouled Ziane ; au sud, par Si Tayeb ben el Hamra, au douar Oulad ben Aliane précité et par le caïd Hamouda ben Abdallah, à la tribu des Moulain el Outa ; à l'ouest, par Si el Maati ben Abdesslam, au douar Oulad ben Aliane précité.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu de deux actes d'adoul, en date des 18 kaada 1338 (3 août 1920) et 5 rebia I 1343 (4 octobre 1924), aux termes desquels M. Landri et Ahmed ben Thami el Ziani el Onchimi, agissant au nom de son père, lui ont vendu la dite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8479 C.

Suivant réquisition en date du 27 janvier 1926, déposée à la Conservation le même jour, M. Toledano S.-Abraham, marié more judaïco à dame Estella Cohen, le 19 février 1919, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de : 1° Toledano S.-Isaac, célibataire majeur ; 2° Toledano S.-Mosès, marié more judaïco à dame Simy Benzaquen, le 29 mai 1918 à Tanger ; 3° Toledano S.-Joseph, marié more judaïco à dame Alita Bensimon, le 24 juin 1903, à Tanger ; 4° Toledano S.-Pinhas, marié more judaïco à dame Lunita ben Saïag, le 16 septembre 1914, à Tanger, tous demeurant à Casablanca, avenue du Général-Drude, n° 207, et domiciliés à Casablanca, rue Nationale, n° 35, chez M^e Bonan, avocat, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, dans la proportion de 20 % à chacun d'eux, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Etoile », consistant en terrain à bâtir, située à Casablanca, avenue du Général-Drude et rue de l'Aviateur-Coli.

Cette propriété, occupant une superficie de 1.000 mètres carrés, est limitée : au nord, par M. Benazeraf Samuel, à Casablanca, avenue du Général-Drude ; à l'est, par l'avenue du Général-Drude ; au sud, par la rue de l'Aviateur-Coli ; à l'ouest, par le séquestre des biens austro-allemands à Casablanca.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires en vertu d'une convention d'accord amiable, en date à Casablanca du 17 décembre 1925, aux termes duquel la ville de Casablanca leur a cédé la dite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8480 C.

Suivant réquisition en date du 28 janvier 1926, déposée à la Conservation le même jour, M. Cano Juan-Pédro, dit « Pierre », de nationalité espagnole, marié sans contrat à dame Martinez Antoinette-Joséphine, le 26 août 1911, à Oran, demeurant au km. 5 de la route de Casablanca à Tit Melil et domicilié à Casablanca, rue Bouskoura, n° 79, chez M^e Bickert, avocat, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Cauti Galizia et Fontana », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Cano », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu de Médiouna, fraction des Oulad Haddou, lieu dit « Bouazza », à hauteur du km. 5 de la route de Casablanca à Tit Melil et du km. 8 de la route de Camp Boulhaut.

Cette propriété, occupant une superficie de 3 hectares 22 ares, est limitée : au nord et à l'est, par Cheikh Mohamed ben Bouchaïb Laski, demeurant sur les lieux ; au sud, par Si Taleb ben Chokroun, chez Si Mohamed ben Larbi Benkiran, à Casablanca, route de Médiouna ; à l'ouest, par le séquestre des biens austro-allemands à Casablanca (biens Mannesmann).

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés, en date à Casablanca du 14 octobre 1925, aux termes duquel M. Vito Fontana lui a vendu la dite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8481 C.

Suivant réquisition en date du 27 janvier 1926, déposée à la Conservation le 28 du même mois, Si Miloudi ben Bouchaïb el Maaroufi el Médiouni, marié selon la loi musulmane, vers 1908, à dame Halima bent Abdelkader, demeurant à Casablanca, rue du Fondouk, n° 54, et domicilié à Casablanca, rue Bouskoura, n° 79, chez M^e Bickert, avocat, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété dénommée « El Hofra et El Kraker », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Blad Sahel Miloudi », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu de Médiouna, fraction Maarif, douar Ould Saïla, lieu dit « Dar ould Saïla » (Casablanca-banlieue), à 1 km. 500 au sud de l'Aviation.

Cette propriété, occupant une superficie de 20 hectares, comprenant 2 parcelles, est limitée :

Première parcelle. — Au nord, par Mustapha ould Saïla, au douar Ould Saïla précité ; à l'est, par les héritiers de Driss ben Dahan, représentés par Dahan ben Driss, au douar Ould Abbou el Fehilat, fraction Maarif précitée ; au sud, par Abdallah ould Saïla, au douar Ould Saïla précité ; à l'ouest, par la piste du douar Ould Saïla à Casablanca et au delà par Abdallah ould Saïla précité.

Deuxième parcelle. — Au nord et à l'est, par les héritiers de Driss ben Dahan précités ; au sud, par Mustapha ould Saïla précité ; à l'ouest, par la piste du douar Ould Saïla à Casablanca et au delà par le requérant.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu de trois actes d'adoul en date des 26 jourmada II 1323 (28 août 1905), 11 chaabane 1324 (30 septembre 1906) et 8 rebia II 1344 (26 octobre 1925), aux termes desquels il a acquis ladite propriété de ses frères Driss et Boubkour.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8482 C.

Suivant réquisition en date du 28 janvier 1926, déposée à la Conservation le 29 du même mois, 1° Cheikh Ismaïl ben Mohammed Elgueddani, marié selon la loi musulmane, en 1920, à Fatma bent Mebarek ; 2° Rahal ben Mohammed el Gueddani, marié selon la loi musulmane, en 1919, à Halima bent Mohamed ben Abbas, tous deux demeurant et domiciliés au douar des Brameja, fraction des Ouled Haddou, tribu des Gdana, ont demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires indivis par parts égales, d'une propriété à laquelle ils ont déclaré vouloir donner le nom de « Elhafir », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-centre, tribu des Gdana, fraction des Ouled Abbou, douar des Brameja, à 6 km. de la kasbah des Ouled Saïd, sur le chemin de l'Oum Errebia, près de Dar el Hadj Kassem.

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares, est limitée : au nord, par Heniya bent Eljilani, à Casablanca, rue du Dispensaire, près de Bab Jedid ; à l'est, par Abdessalam ben Elhadj Qassem, au douar Braméja précité ; au sud, par Messaoud ben Bouchaïb et Messaoud ben Ettehami, au douar Braméja précité ; à l'ouest, par Eddaoudi ben Maria, son frère Bouchaïb et Driss ben Haïmoud, au douar Braméja précité.

Les requérants déclarent qu'à leur connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont propriétaires en vertu d'un acte d'adoul, en date du 29 moharrem 1344 (19 août 1925), aux termes duquel El Jilani ben bou Rehila leur a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8483 C.

Suivant réquisition en date du 29 janvier 1926, déposée à la Conservation le même jour, Mme Louis Elise-Amélie, veuve de M. Bayloc Louis, décédé à Casablanca, le 4 mars 1921, demeurant et domiciliée à Casablanca, rue de Bouskoura, n° 80, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Villa Serge-Suzette », à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de « Villa Saint-Louis », consistant en terrain bâti, située à Casablanca, rue Lamoricière, n° 4.

Cette propriété, occupant une superficie de 358 mètres carrés, est limitée : au nord, par la propriété dite « L'Algérienne », titre 2201 C., appartenant à M. Siena François à Casablanca, rue des Ould Harriz, n° 154 ; à l'est, par la rue Lamoricière ; au sud, par M. Juan Emmanuel à Casablanca, rue Lamoricière, n° 6 ; à l'ouest, par la propriété dite « Girlando », titre 1711 C., appartenant à M. Mormina Joseph, à Casablanca, rue des Ould Harriz, n° 229.

La requérante déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'elle en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés, en date à Casablanca du 26 janvier 1926, aux termes duquel M. Canivenc Daniel et Mme Améfitano Françoise lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8484 C.

Suivant réquisition en date du 7 janvier 1926, déposée à la Conservation le 30 du même mois, M. Moretti Alfred, de nationalité italienne, célibataire majeur, demeurant et domicilié à Casablanca, boulevard d'Anfa, n° 39, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Mahat », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Fredo n° 1 », consistant en terrain de culture, sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu des Zenatas, fraction Ould Azouz, douar El Miloud, à hauteur du km. 26 de la route de Casablanca à Rabat, à 1 km. à droite de la route.

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares, est limitée : au nord, par la djemâa des Hedamia, tribu des Zenatas ; à l'est, par les héritiers Ahmed ben Bouchaïb, représentés par Raoui ben Ahmed, au douar Ouled Sidi Azouz, tribu des Zenatas ; au sud, par un sentier allant de l'oued Mellah à l'oued Nefik et au delà par la propriété dite « So Fresh », réq. 6476 C., appartenant à la Société « So Fresch », à Casablanca ; à l'ouest, par les héritiers Ahmed ben Nekhal, représentés par Ahmed ben Nekhal, au douar Ouled Sidi Azouz précité.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul, en date du 26 chaabane 1342 (2 avril 1924), aux termes duquel Djilani ben Abdessalam Zenati lui a vendu la dite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8485 C.

Suivant réquisition en date du 29 janvier 1926, déposée à la Conservation le 30 du même mois, Esseïd Mohamed ben Elhassen, marié selon la loi musulmane, vers 1924, à dame Fatma bent el Hadj Ahmed Driouch, agissant tant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de : 1° Erraïa bent Elhassen, mariée selon la loi musulmane, vers 1922, à Ahmed ben Khadir ; 2° Ezzohra bent Elhassen, divorcée de Si Mohammed Louaroui ; 3° Aïcha bent Elhassen, mariée selon la loi musulmane, vers 1905, à Ahmed ben Et-touhami ; 4° Hamou ben Mohamed, marié selon la loi musulmane, vers 1913, à Fatma bent Boughada ; 5° Elmiloudia bent Mohamed, célibataire majeure ; 6° Mira bent Esseïd ben Elhadj Elhaddaouiya, veuve de Etouami ben Bouchaïb, décédé vers 1915 ; 7° Esseïd Ahmed ben Etouami, marié selon la loi musulmane, vers 1885, à dame Aïcha bent Elhassen ; 8° Allal-ben Etouami, veuf de Malika bent Bouchaïb, décédée vers 1920 ; 9° Esseïd Mohamed ben Touami, célibataire majeur ; 10° Elmiloudia bent Etouami, mariée selon la loi musulmane, vers 1918, à Driss Essaïdi ; 11° Aïcha bent Etouami, célibataire mineure ; 12° Hammou ben Esseïd Ali, marié selon la loi musulmane, vers 1885, à dame Chaïbia bent Ahmed ;

13° Moulay Idriss ben Esseïd Ali, célibataire majeur ; 14° Ben Elhadj ben Esseïd Ali, célibataire majeur ; 15° Ezzahiya bent Esseïd Ali, veuve de Lhassen ben Mejati, décédé vers 1910 ; 16° Elhazza

bent Esseïd Ali, célibataire majeure ; 17° Abdejlil ben Moqadem Bouchaïb, marié selon la loi musulmane, vers 1905, à dame Aïcha el Affiana ; 18° Mira bent Moqaddem Bouchaïb, veuve de Si Ahmed ben Thami, décédé vers 1905 ; 19° Meriem bent Moqaddem Bouchaïb, veuve de Hadj Thami ben Affian, décédé vers 1900 ; 20° Rhama bent Moqaddem Bouchaïb, veuve de Si Ahmed ben Brahim, décédé vers 1917 ; 21° Fatma bent Moqaddem Bouchaïb, veuve de Thaïbi ben Brahim, décédé vers 1915, tous demeurant et domiciliés à Casablanca, derb Embarek ben Guendaoui, n° 11 ; a demandé l'immatriculation en sa dite qualité, sans proportions déterminées, d'une propriété dénommée « Dar ben M'Barek el Hilali », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Houfret Ezarka », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu de Médiouna, fraction des Ouled Haddou, douar El Hafaya, près du marabout de Sidi Ahmed ben Ghandour, au km. 10 de la route de Casablanca à Médiouna.

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares, est limitée : au nord, par la route de Casablanca à Médiouna ; à l'est, par les héritiers Mimouna, représentés par Mohamed ben Lahcen, au douar El Hafaya précité ; au sud, par les héritiers de Moulay Thami el Bou Chikhi, représentés par Abdelkader ben Moulay Thami, au douar Ouled Chikhi, fraction des Ouled Haddou précitée ; à l'ouest, par Bouazza ould Azzouz Bouchaïb ould Ahmed ben Bouchaïb, au douar Hafaya précité.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont propriétaires pour l'avoir recueilli dans la succession du moqaddem Bouchaïb ben Elaïachi, ainsi que le constate un acte de filiation et moukia en date du 6 rejeb 1343 (31 janvier 1925).

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca

BOUVIER.

Réquisition n° 8486 C.

Suivant réquisition en date du 1^{er} février 1926, déposée à la Conservation le même jour, la Société « Energie électrique du Maroc », société anonyme au capital de 10 millions de francs, dont le siège social est à Paris, 280, boulevard Saint-Germain, représentée par M. Jaouen, son directeur, demeurant et domicilié à Casablanca, rue de Foucauld, villa Jeannette, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de « Sidi Saïd Maachou I », consistant en terrain nu, située contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Ouled Saïd, sur l'oued Oum Rebia, au lieu dit « Marabout de Sidi Saïd Maachou ».

Cette propriété, occupant une superficie de 99 hectares 17 ares, est limitée : au nord, à l'est et à l'ouest, par des terrains mahroum, appartenant aux Habous ; au sud, par l'oued Oum er Rebia. Il existe d'autre part une enclave constituée par le marabout de Sidi M'barek.

La requérante déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'elle en est propriétaire en vertu de l'apport qui lui en a été fait par la Société marocaine de Distribution d'eau, de gaz et d'électricité qui en était devenue propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date à Paris du 28 avril 1917, aux termes duquel le Crédit Français lui avait vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,

BOUVIER.

Réquisition n° 8487 C.

Suivant réquisition en date du 1^{er} février 1926, déposée à la Conservation le même jour, la Société « Energie électrique du Maroc », société anonyme au capital de 10 millions de francs, dont le siège social est à Paris, 280, boulevard Saint-Germain, représentée par M. Jaouen, son directeur, demeurant et domicilié à Casablanca, rue de Foucauld, villa Jeannette, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de « Sidi Saïd Maachou II », consistant en terrain nu, située contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Ouled Saïd, sur l'oued Oum Rebia, au lieu dit « Marabout de Sidi Saïd Maachou ».

Cette propriété, occupant une superficie de 190 hectares, est limitée : au nord, à l'est et au sud, par des terrains mahroum, appartenant aux Habous ; à l'ouest, par l'oued Oum er Rebia.

La requérante déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit

immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'elle en est propriétaire en vertu de l'apport qui lui en a été fait par la Société marocaine de Distribution d'eau, de gaz et d'électricité qui en était devenue propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date à Paris du 28 avril 1917, aux termes duquel le Crédit Français lui avait vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,

BOUVIER.

Réquisition n° 8488 C.

Suivant réquisition en date du 30 janvier 1926, déposée à la Conservation le 1^{er} février 1926, Zohra bent Si Erredad, veuve de Abdelaziz ben Brahim, remariée, vers 1910, à Abdallah ben Brahim, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivise de : 1° Brahim ben Abdelaziz ben Brahim, célibataire mineur ; 2° Ahmed ben Abdelaziz ben Brahim, célibataire mineur ; 3° Khedidja bent Abdelaziz ben Brahim, célibataire mineure ; 4° Fatma bent Sidi Smaïl, veuve de Brahim ben Larbi, décédé vers 1896, tous demeurant et domiciliés au douar Sid el Arbi, fraction des Kouassem, tribu des Ouled Bouaziz, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, sans proportions déterminées, d'une propriété à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de « Feddane Ermel », consistant en terrain de culture, située contrôle civil des Doukkala, tribu des Ouled Bouaziz, douar Kouassem, de Sidi el Arbi, à l'est de la route du souk Sebt des Oulad Douïb, près des marabouts de Sidi Larbi et Sidi Abdelhak.

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares, est limitée : au nord, par le chemin du souk Sebt des Ouled Douïb et au delà par les requérants ; à l'est, par Si Allal ben Bouchaïb, sur les lieux ; au sud, par Abdallah ould Si Ahmed, au douar Kradeda, fraction des Kouassem précitée ; à l'ouest, par Sid el Hassan et son frère Sid Abdallah ben Bouchaïb, sur les lieux, et par le chemin de Dayet el Medjdam.

La requérante déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires pour l'avoir recueilli dans la succession de Abdelaziz ben Brahim el Kacemi, ainsi que le constate un acte de filiation de fin chaoual 1330 (11 octobre 1912).

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,

BOUVIER.

Réquisition n° 8489 C.

Suivant réquisition en date du 28 janvier 1926, déposée à la Conservation le 1^{er} février 1926, Ahmed ben Tahar, marié selon la loi musulmane, vers 1918, à El Batoul bent Si Ahmed ben Lahcen, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de : 1° Amor ben Tahar, marié selon la loi musulmane, vers 1915, à Zohra bent Sid Amor ; 2° Hachmi ben Bouchaïb, célibataire mineur ; 3° Mina bent Bouazza, veuve de Sid Tahar ben Amor, tous demeurant et domiciliés au douar Ouled Ahmed ben Sliman, fraction des Ouled Hamiti, tribu des Arif, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, sans proportions déterminées, d'une propriété dénommée « Edd'har », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Edd'har ben Tahar », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Ouled Saïd, tribu des Ouled Arif, fraction des Ouled Hamiti, douar Ouled Ahmed ben Sliman, près du marabout de Sidi Ahmed Lyamani.

Cette propriété, occupant une superficie de 2 hectares, est limitée : au nord, par la piste d'Aïn Chile à Casbah el Ayachi et au delà par Si Bouchaïb ben Amor, sur les lieux ; à l'est, par Mohamed ben Embarek, au douar Derballah, tribu des Ouled Arif ; au sud, par M'Hamed ben el Mokadem, sur les lieux ; à l'ouest, par la piste d'Aïn Bers à l'Aïn Baïda et au delà par Bouchaïb ben M'Hamed, sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires pour l'avoir recueilli dans la succession de Tahar ben Amor el Arifi, ainsi que le constate un acte de filiation du 29 jourmada I 1344 (15 décembre 1925).

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,

BOUVIER.

Réquisition n° 8490 C.

Suivant réquisition en date du 30 janvier 1926, déposée à la Conservation le 1^{er} février 1926, Si Mohammed ben Mellouk, marié selon la loi musulmane, vers 1918, à Hadja Fatma bent Si Mohammed ben Chafaï Bedaoui, demeurant et domicilié à Casablanca, rue Djemâa Chleuh, n° 39, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bnidir », consistant en terrain de culture, sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu de Médiouna, douar El Hefaiya, à hauteur du km. 9 de la route de Casablanca à Médiouna, à 200 mètres à droite de cette route.

Cette propriété, occupant une superficie de 2 hectares, est limitée : au nord, par Kaddour ould Marjane, au douar Mekansa, tribu de Médiouna ; à l'est et au sud, par Hadj Allal ben Bouchaïb, mokhazni au consulat d'Espagne à Casablanca ; à l'ouest, par Chloumo ben Abbou, à Casablanca, boulevard de la Gare, immeuble Martinel.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu de deux actes sous seings privés, en date à Casablanca des 15 et 16 avril 1925, aux termes desquels Zohra bent Ben Dyane et Mohamed ben Mohamed ben Arbi ben Bou Taïb lui ont vendu la dite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite :
« L'otissement de la Nouvelle Médina » et « Si Mohammed Baschko », réquisition 5798^e, dont l'extrait de la réquisition a paru au « Bulletin Officiel » du 15 mai 1923, n° 551 et a déjà été modifié suivant extrait rectificatif paru au « Bulletin Officiel » du 26 mai 1925, n° 657.

Suivant réquisitions rectificatives, en date des 24 novembre 1925 et 23 janvier 1926, la procédure d'immatriculation de la propriété susvisée sise à Casablanca, quartier de la nouvelle ville indigène, route de Médiouna, est scindée et poursuivie :

1° Au nom des précédents requérants sous les noms de « L'otissement de la Nouvelle Médina » et de « Si Mohammed Baschko » pour la totalité de cette réquisition à l'exclusion des parcelles ci-après désignées :

2° Au nom de Fatma bent Djilali, née à Mazagan, en 1900, célibataire majeure et de Aïcha bent Abbou, épouse divorcée en 1913 de Djilali ben Ahmed, demeurant toutes deux à Casablanca, derb Sultan, rue n° 38, maison n° 3, en qualité de copropriétaires indivises et sous la dénomination de « Fatma bent Djilali », en ce qui concerne une parcelle de 60 mètres carrés, limitée : au nord, à l'est, au sud, par la propriété susvisée et à l'ouest, par la rue n° 1 du lotissement et leur provenant d'acquisition de la Société Immobilière de la Nouvelle Médina de Casablanca, en vertu d'un acte sous seings privés en date à Casablanca, du 16 novembre 1925 ;

3° Au nom de Arkia bent Bouchaïb bel Hadj Bouazza, née aux Ouled Harriz, en 1900, célibataire majeure, et de Aïcha bent Mohammed ben Ahmed, veuve de Bouchaïb ben Bouazza, décédé en 1907 aux Ouled Harriz, demeurant toutes deux à Casablanca, quartier réservé, en qualité de copropriétaires indivises et sous la dénomination de « Dar Arkia », en ce qui concerne une parcelle de 60 mètres carrés, limitée : au nord, à l'est, au sud, par la propriété des requérants primitifs et à l'ouest, par la rue n° 1 du lotissement, et leur provenant d'acquisition de la société susdite en vertu d'un acte sous seings privés en date à Casablanca, du 20 novembre 1925 ;

4° Au nom de Hadj Bouchaïb ben Larbi, marié selon la loi musulmane à dame Hadda bent Si el Mahdi, vers 1895, à Casablanca, y demeurant quartier de la nouvelle ville indigène, derb Sultan, rue n° 26, maisons n° 7 et 9, en qualité de propriétaire et sous la dénomination de « Dar Hadj Bouchaïb ben Larbi », en ce qui concerne une parcelle de 70 mètres carrés, limitée : au nord-ouest, par la rue n° 4 et au nord-est, au sud-est et au sud-ouest, par la propriété des requérants primitifs, et leur provenant d'acquisition de la société corequérante précitée, suivant acte sous seings privés en date à Casablanca, du 18 décembre 1925 ;

5° Au nom de Madani ben el Arbi, marié selon la loi coranique à dame Fatma bent el Ambri, à Casablanca vers 1920, y demeurant, nouvelle ville indigène, rue n° 26, maisons n° 7 et 9, (derb Sultan),

en qualité de propriétaire et sous la dénomination de « Dar el Madani ben el Arbi », en ce qui concerne une parcelle de 50 mètres carrés, limitée au nord-ouest, par la rue n° 4 et au nord-est, au sud-est et au sud-ouest, par la propriété des requérants primitifs et lui provenant d'acquisition de la société corequérante précitée, suivant acte sous seings privés en date à Casablanca, du 18 décembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite :
« Sidi Larbi VII », réquisition 6810 dont l'extrait de réquisition a paru au « Bulletin Officiel » du 19 février 1924.

Il résulte du bornage de la propriété dite « Sidi Larbi VII », réquisition n° 6310 C., sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu des Zenata, à la limite des Ziada, sur la rive droite de l'oued Mollah, que l'immatriculation soit étendue à une parcelle de terrain dénommée « Zenida », contiguë à la propriété primitive, d'une contenance de 23 hectares 49 ares, acquise par M. Charbon, agissant pour le compte de la Compagnie Marocaine, requérante de Kaddour ben Mohammed Britel Rebatî, mandataire du Chérif Sidi Abdelkrim ben M'Hammed Thami Rebatî, suivant acte d'adoul en date du 9 moharrem 1340 homologue.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
BOUVIER.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite :
« Maria I », réquisition 7695^e, sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu des Ouled Ziâne, fraction des Soualem, dont l'extrait de réquisition d'immatriculation a paru au « Bulletin Officiel » du 19 mai 1925, n° 656.

Suivant réquisition rectificative, en date du 13 février 1926, l'immatriculation de la propriété dite « Maria I », réquisition 7695 C., est poursuivie au nom de Mme Dorveaux Valérie-Emilie, veuve de Sciarrî Angelo, décédé le 27 octobre 1915 à Casablanca, demeurant au même lieu, rue de Verdun, n° 8, en vertu d'un acte sous seings privés, en date à Casablanca, du 30 décembre 1925, déposé, aux termes duquel M. Lombardo Paolo, requérant primitif, lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
BOUVIER.

III. — CONSERVATION D'OUJDA**Réquisition n° 1436 O.**

Suivant réquisition en date du 10 février 1926, déposée à la Conservation le même jour, M. Moulay Mohamed ben Seddik, cultivateur, marié au Zegzel, fraction des Ouled Moulay Ahmed, tribu des Beni Ourimèche et Beni Attig du Nord, à 1° Halima bent el Hadj Mahieddine, vers 1905 ; 2° Rekia bent Homad, vers 1915, selon la loi coranique, agissant tant en son nom personnel qu'en celui de ses copropriétaires :

1° Abderrahmane ben Seddik, cultivateur, marié au même lieu à Rahma bent Ahmed, vers 1915, selon la loi coranique ; 2° Abdesselem ben Seddik, cultivateur, marié au même lieu à Zohra bent Mohamed, vers 1910, et à Yamina bent Mohamed, vers 1918, selon la loi coranique ; 3° Aïcha bent Seddik, célibataire ; 4° Zineb bent Seddik, célibataire ; 5° El Hachemi ben Seddik, cultivateur, marié au même lieu avec Yamina bent Mohamed, vers 1910, et Fatima bent Si Ahmed, vers 1917, selon la loi coranique ; 6° Khedidja bent Ahmed, veuve non remariée de Si Ahmed ben Seddik, décédé au même lieu, vers 1920, avec lequel elle s'était mariée au dit lieu, vers 1910, selon la loi coranique ; 7° Ismaïl ben Ahmed, célibataire ; 8° Mohamed ben Ahmed, célibataire ; 9° Fatima bent Ahmed, célibataire, ces trois derniers mineurs sous la tutelle de leur mère Khedidja bent Ahmed susnommée ; 10° Habiba bent Sid Homada, veuve non remariée de Seddik ben Sid el Hadj ben Saïd, décédé au même lieu, vers 1907, avec lequel elle s'était mariée au même lieu, vers 1894, selon la loi coranique, tous demeurant et domiciliés au Zegzel ;

A demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires indivis sans proportions déterminées, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bouziri », consistant en terre

de culture complantée d'arbres fruitiers, située contrôle civil des Beni Snassen, tribu des Beni Ourimèche et Beni Attig du Nord, fraction des Ouled Mouley Ahmed, à 1 km. 500 à l'ouest de Berkane, en bordure de la route de Berkane à Taforalt.

Cette propriété, occupant une superficie de un hectare vingt-cinq ares environ, est limitée : au nord, par la troisième parcelle de la propriété dite « Le Camp de Berkane », titre 716 O., appartenant à l'Etat français (ministre de la Guerre), représenté par M. le Chef du service du Génie de l'Amalat d'Oujda ; à l'est, par la route de Berkane à Taforalt ; au sud, par M. Jonville Albert à Berkane ; à l'ouest, par M. Choukroun Yamine à Berkane.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires pour l'avoir recueilli dans la succession de Sid el Hadj Essedik ben el Hadj ben Saïd, suivant acte de notoriété dressé par adoul le 21 chaoual 1339 (28 juin 1921), n° 475, homologué. Le de cujus en était lui-même propriétaire en vertu de l'acquisition qu'il en avait faite de El Bekkaï ben Mohamed ben el Bachir et de ses coayants droit suivant acte de taleb de rejeb 1313 (18 décembre 1895 à 16 janvier 1896).

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda, p. 1.
SALEL.

Réquisition n° 1437 O.

Suivant réquisition en date du 10 février 1926, déposée à la Conservation le même jour, Mohamed ben Lakhdar, cultivateur, marié avec Fatna bent Laïd, au douar El Khodrane, fraction des Athamna, tribu des Triffa, vers 1895, selon la loi coranique, demeurant et domicilié au douar susdésigné, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled Bendjima », consistant en terres de culture, située contrôle civil des Beni Snassen, douar El Khodrane, fraction des Athamna, tribu des Triffa, à 14 km. environ au nord-est de Berkane, sur la piste de Berkane à Saïdia.

Cette propriété, occupant une superficie de huit hectares environ, est limitée : au nord, par Kaddour ould el Hadj, sur les lieux ; à l'est, par Kaddour Bourahla, sur les lieux ; au sud, par la propriété dite « Medjeima », titre 48 O., appartenant à M. Félix Georges à Oujda ; à l'ouest, par la piste de Berkane à Saïdia et au delà M'Hamed ould Ali ben Ramdane, sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul, du 6 chaoual 1338 (23 juin 1920), n° 473, homologué, aux termes duquel Mohamed ben Kaddour ben Bourahla, agissant tant en son nom personnel qu'en celui des héritiers de son père, lui a vendu cette propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda, p. 1.
SALEL.

Réquisition n° 1438 O.

Suivant réquisition en date du 5 février 1926, déposée à la Conservation le 11 février 1926, M. Faure-Dutay Jean-Gérard, agriculteur, célibataire, demeurant et domicilié à Berkane, rue d'Oujda, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Immeuble Faure-Dutay », consistant en terrain à bâtir, située à Berkane, rue d'Oujda.

Cette propriété, occupant une superficie de 625 mètres carrés environ, est limitée : au nord, par M. Pigeat Louis, à Berkane ; à l'est, par la rue d'Oujda ; au sud, par la rue Maurice-Varnier ; à l'ouest, par la propriété dite « Immeuble Canales », titre 701 O., appartenant à M. Canales Juan, à Berkane.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte de partage effectué entre lui et M. Pigeat Louis, suivant acte sous seings privés, en date à Berkane du 18 février 1925. Les susnommés en étaient propriétaires pour l'avoir acquis dans l'indivision avec un terrain de plus grande étendue des consorts Girona, suivant acte sous seings privés, en date à Berkane et à Casablanca les 23 février et 8 mars 1924.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda, p. 1.
SALEL.

Réquisition n° 1439 O.

Suivant réquisition en date du 11 février 1926, déposée à la Conservation le même jour, Bachir ben Kaddour, cultivateur, marié avec Yamena bent Kadda, vers 1917, au douar Ouled Yahia, fraction des Ouled Bou Abdesséid, tribu des Beni Ourimèche et Beni Attig du Nord, selon la loi coranique, agissant tant en son nom personnel qu'en celui de ses copropriétaires : 1° Abdallah ben Kaddour, cultivateur, marié avec Tamimount bent Mohamed, vers 1907, au même lieu selon la loi coranique ; 2° Chaouch Mohamed ben Amar, cultivateur, célibataire ; 3° Amar ben Amar, cultivateur, marié avec Rekia bent Ahmed, vers 1910, au même lieu, selon la loi coranique, tous demeurant et domiciliés au douar susdésigné, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires indivis dans la proportion de trois quarts pour les deux premiers et un quart pour les deux derniers, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Akouir », consistant en terres de culture, située contrôle civil des Beni Snassen, tribu des Beni Ourimèche et Beni Attig du Nord, fraction des Ouled bou Abdesséid, douar Ouled Yahia, à 18 km. environ au sud-ouest de Berkane, à proximité de la kasha Bougriha et du marabout de Sidi Driss, sur la piste de Mechra Saf à Sidi Dris.

Cette propriété, occupant une superficie de vingt hectares environ, composée de deux parcelles, est limitée :

Première parcelle — Au nord, par Mohamed ben Zeroual, sur les lieux ; à l'est, par la piste de Mechra Saf à Sidi Dris et au delà Kaddour el Bali, sur les lieux ; au sud, par un terrain makhzen ; à l'ouest, par Mohamed ben Maatoug, sur les lieux.

Deuxième parcelle — Au nord, par 1° Amar ben Saïd ; 2° Mimoun ben Mebough ; 3° El Bachir ben Kada, sur les lieux ; à l'est, par Mohamed ben Maatoug susnommé ; au sud et à l'ouest, par un terrain makhzen.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires en vertu d'un acte d'adoul du 4 kaada 1338 (20 juillet 1920), n° 58, homologué, aux termes duquel Belaïd ben Amar ben Salah el Boulattafi leur a vendu cette propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda, p. 1.
SALEL.

Réquisition n° 1440 O.

Suivant réquisition en date du 11 février 1926, déposée à la Conservation le même jour, Mohamed ben Mohamed ben Ali, cultivateur, marié au douar Ouled Oulou, fraction des Beni Bouyala, tribu des Beni Mengouche du Nord, avec Safia bent el Mehdi, vers 1910, selon la loi coranique, agissant tant en son nom personnel qu'en celui de son copropriétaire, son frère Salah ben Mohamed ben Ali, cultivateur, marié au même lieu avec Fatna bent Abdesslem, vers 1908, selon la loi coranique, demeurant et domiciliés au douar susdésigné, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires indivis, dans la proportion de moitié pour chacun d'eux, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Boukacem », consistant en terres de culture, située contrôle civil des Beni Snassen, tribu des Beni Mengouche du Nord, fraction des Ouled Herrou, à 9 km. environ à l'est de Berkane et à 1 km. 500 environ au nord de la route de Berkane à Martimprey, à proximité du Hassi Milli.

Cette propriété, occupant une superficie de vingt-huit hectares environ, est limitée : au nord, par la Société Roannaise des Fermes de l'Afrique du Nord, société anonyme ayant son siège social à Roanne, rue de Sully, n° 2, représentée par M. Morlot Jean, son gérant à Aïn Regada ; à l'est, par Abdellah Keddar, sur les lieux, douar Keddara ; au sud, par Mimoun Lazaar, sur les lieux, douar Ouled Herrou ; à l'ouest, par Ahmed ou Abdelkader, dit « Laouar », sur les lieux, douar Keddara.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires en vertu d'un acte d'adoul, du 27 rebia II 1344 (14 novembre 1925), n° 494, homologué, aux termes duquel M. Bouton Louis lui a vendu cette propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda, p. 1.
SALEL.

Réquisition n° 1441 O.

Suivant réquisition en date du 6 février 1926, déposée à la Conservation le 11 février 1926, Lakhdar ben Ahmed Zerhouni, commerçant, marié à Nedromah (Algérie) à 1° Herchaoui Fatima bent el Guendouz, vers 1909, et 2° à Fatima bent Amar Zerhouni, vers 1924, selon la loi coranique, demeurant et domicilié à Martimprey-du-Kiss, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Tafza », consistant en terres de culture, située contrôle civil des Beni Snassen, douar Tizi, tribu de Taghdjirt, à 2 km. environ au nord-ouest de Martimprey, à 150 mètres environ au nord de la route de ce centre à Saïdia, en bordure de la piste d'Echetha à Martimprey.

Cette propriété, occupant une superficie de cinq hectares environ, est limitée : au nord, par 1° Mohamed ben el Mahdi Roqui ; 2° Bouziane ould Tayeb bou Amar sur les lieux ; à l'est, par la piste d'Aghbal à l'oued Kiss et au delà Ben Ali el Gharene, commerçant à Martimprey ; au sud, par la piste de Martimprey à Echelba et au delà Abdelkader el Ghoul, commerçant à Martimprey ; à l'ouest, par Abdelkader el Ghoul susnommé.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul, en date du 9 jourada I 1344 (25 novembre 1925), n° 65, homologué, aux termes duquel Mimoun ben el Mahdi el Khaldi lui a vendu cette propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda, p. i.
SALEL.

Réquisition n° 1442 O.

Suivant réquisition en date du 6 février 1926, déposée à la Conservation le 11 février 1926, Lakhdar ben Ahmed Zerhouni, commerçant, marié à Nedromah (Algérie) à 1° Herchaoui Fatima bent el Guendouz, vers 1909, et 2° à Fatima bent Amar Zerhouni, vers 1924, selon la loi coranique, demeurant et domicilié à Martimprey-du-Kiss, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Oualhadef », consistant en terre de culture, située contrôle civil des Beni Snassen, tribu des Taghdjirt, douar Tizi, à 3 km. environ au nord-ouest de Martimprey, en bordure de l'oued Kiss et de la piste allant d'Aïn el Aoura à l'oued Kiss, à 1 km. environ au nord de la route de Martimprey à Saïdia.

Cette propriété, occupant une superficie de six hectares environ, est limitée : au nord, par l'oued Kiss ; à l'est, par 1° Si el Miloud el Yahyoui, demeurant au douar Ouled ben Yahya, tribu des Msirda el Fouaga, commune mixte de Marnia (Algérie) ; 2° Mimoun ben Ali, sur les lieux ; au sud, par Moussa ould Ahmed ben Bouziane, sur les lieux ; à l'ouest, par 1° la piste d'Aïn el Aoura à l'oued Kiss et au delà Mohamed ould el Mokhtar, douar El Guenaïn, tribu des Msirda Fouaga et 2° Si bel Larbi el Yahyaoui, douar Ouled ben Yahya, tribu des Msirda Fouaga.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul du 27 rebia I 1344 (15 octobre 1925), n° 39, homologué, aux termes duquel Ghomri Si Hemida ; El Khatir ben Mohamed ben el Khatir ; Sid el Bachir ben Tahar el Ouchani et leurs co-ayants droit lui ont vendu cette propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda, p. i.
SALEL.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite :
« Alajarin José », réquisition 1277°, sise à Oujda, rues Moulay Youssef et Morris, dont l'extrait de réquisition a été publié au « Bulletin Officiel » du 5 mai 1925, n° 654.

Suivant réquisition rectificative, en date du 23 février 1926, M. Garido Manuel, maçon, marié sans contrat avec dame Francisca Martin, à Oujda, le 19 janvier 1924, y demeurant, rue Morris, a demandé que l'immatriculation de la propriété ci-dessus désignée, soit désormais poursuivie en son nom personnel, sous la nouvelle dénomination de « Maison Garido », en vertu de l'acquisition qu'il

en a faite de M. Alajarin José, requérant primitif, suivant acte passé devant M. Gayet, chef du bureau du notariat d'Oujda, le 26 août et 7 septembre 1925, dont une expédition a été déposée à la Conservation.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda p. i.
SALEL.

IV. — CONSERVATION DE MARRAKECH**Réquisition n° 832 M.**

Suivant réquisition en date du 8 février 1926, déposée à la Conservation le même jour, M. Beerli Herman, géomètre à Marrakech, agissant en qualité de mandataire de : 1° Si Embarek ben Mohammed el Hamri, né aux Ouled Bouih, tribu Ahmar, en 1865, selon la loi musulmane à Khadicha bent Mohammed, décédée en 1890 aux Oued Bouih ; 2° Cheikh Si el Mokhtar ben el Kebir el Hamri Naciri, né en 1889 au douar Si el Kebir, fraction Naciri, tribu Ahmar, marié selon la loi musulmane au même lieu en 1910 ; 3° Si Abdesslam ben el Kebir, né en 1890, au douar Si el Kebir, célibataire ; 4° Hemia bent el Kebir, née en 1892, au douar Si el Kebir, mariée selon la loi musulmane au même lieu, en 1908 ;

5° Aïcha bent el Kebir, née en 1893, au douar Si el Kebir, mariée selon la loi musulmane au même lieu en 1909 ; 6° Mina bent el Kebir, née en 1895, au douar Si el Kebir, mariée au même lieu en 1911 ; 7° Zahra bent el Kebir, née en 1889, au douar Si el Kebir, célibataire ; 8° Si el Mekki ben el Kebir, né en 1890, au douar Si el Kebir, marié selon la loi musulmane au même lieu en 1915 ; 9° Si Abdallah ben el Kebir, né en 1893, au douar Si el Kebir, célibataire ; 10° Si Mohammed ben el Kebir, né en 1894, au douar Si el Kebir, célibataire ; 11° Si Driss ben el Kebir, né en 1898 au douar Si el Kebir, célibataire ; 12° Si Abderrahman ben el Kebir, né en 1900 au douar Si el Kebir, célibataire ; 13° Zohra bent Si Mohammed Iachab Hamria, né en 1870 au douar Si el Kebir, veuve de Si El Kebir ben Taïeb ; 14° Zohra bent Si Mohammed ben el Abdia, née en 1880 au douar Ouled Saïd Mohammed, fraction Chaali, tribu Abda, veuve de Si el Kebir ben Taïeb, demeurant et domiciliés au douar Ouled Embarek ben Zaouïa, fraction Ouled Bouih, tribu Ahmar, a demandé l'immatriculation au nom de ses mandants, en qualité de copropriétaires indivis dans les proportions de 2/3 pour Si Embarek ben Mohammed et de 1/3 pour Cheikh Si el Mokhtar ben el Kebir el Hamri Naciri et ses cohéritiers dénommés sous les n°s 3 à 14 ci-dessus, d'une propriété dénommée « Chabat Karga et Trik Saouja », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled Kebir ben Embarek », consistant en terres de labour et de parcours, située contrôle civil de Safi, tribu des Ahmar, fraction des Ouled Bouih, près du marabout de Si Mohammed bel Abbès.

Cette propriété, occupant une superficie de 30 hectares, est limitée : au nord, par 1° Smâïn ben el Haïda, au douar Kenifret, tribu Abda ; 2° les Ouled Si Mohammed bel Abbès, demeurant sur les lieux à Si Mohammed bel Abbès, tribu Ahmar ; à l'est, par la Djemaa des Ouled Gouaïd, représentée par le Cheikh Hamou bel Beïd el Geïdi, demeurant au douar Gouaïd, tribu Ahmar ; au sud, par Taïbi ben Mohammed M'Rabet, demeurant au douar Kebir, tribu Ahmar ; à l'ouest, par Djilali ben Larj el Geïdi, demeurant au douar Djillali ben Larj, fraction Gouaïd, tribu Ahmar.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel, actuel ou éventuel, et qu'ils en sont copropriétaires pour l'avoir recueilli dans la succession de leurs grands-pères Tahar ben M'Hamed, Ahmed ben M'Hamed et Taïeb el Hamri Naciri, qui en étaient eux-mêmes propriétaires pour l'avoir acquise de Ayouche el Hamri et consorts suivant acte en date du 1^{er} safar 1231, (2 janvier 1816).

Le Conservateur de la Propriété foncière à Marrakech.
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 833 M.

Suivant réquisition, en date du 6 février 1926, déposée à la Conservation le 8 février 1926, M. Bénédic Léon, né à Boulay (Moselle), le 10 juin 1868, marié à la Ferté-sous-Jouarre (Seine-et-Marne), le 23 novembre 1900 à dame Hirsch Marguerite, sous le régime de la communauté d'acquêts, suivant contrat reçu par M^e Vicard, notaire à la Ferté-sous-Jouarre, le 22 novembre 1900, demeurant à Paris, 3, avenue du Coq, et représenté par M. Peirare Jean, demeurant et domicilié à Casablanca, 87, rue du Marabout, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété dénommée « Fon-

« douk Freitag », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Fondouk Bénédic Safi », consistant en bureaux, maison d'habitation, hangars et magasins, située à Safi, quartier Dar Baroud, route de Marrakech.

Cette propriété, occupant une superficie de soixante-quatre ares soixante centiares, est limitée : au nord, par le chemin de Dar Si Aïssa ; à l'est, par une propriété dépendant du séquestre Freitag ; au sud, par la route de Marrakech ; à l'ouest, par Si Mohammed bel Mekki, demeurant à Safi.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel, actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire en vertu de 1° l'acquisition qu'il en a faite de l'administration des séquestres austro allemands, suivant 2 procès-verbaux d'adjudication en date des 11 février et 18 juin 1925, et d'un échange intervenu entre lui et le nadir des Habous de Safi, suivant acte d'adouls en date du 14 safar 1344 (3 septembre 1925).

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Marrakech,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 834 M.

Suivant réquisition en date du 4 janvier 1926, déposée à la Conservation le 10 février 1926, le chef du service des domaines, agissant au nom et pour le compte : 1° du domaine privé de l'Etat chérifien ; 2° de Rekia bent Djilali Chaoui el Médiouna el Mejatia, née vers 1880 à Aïn el Hallouf (Médiouna-Chaouïa), veuve de Mohammed ben Abdeslam Rahmani Igouti, décédé à Casablanca en jourada I 1342 et remariée à Si Driss el Mekki el Kadmiri, en 1343, demeurant à Casablanca, derb Ghallef, maison Si Driss el Kadmiri. Le requérant susnommé domicilié à Marrakech, dans les bureaux du contrôle des domaines, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires indivis, dans les proportions de 3/4 pour le domaine privé de l'Etat chérifien et de 1/4 pour Rekia bent Djilali, d'une propriété dénommée « Mers Mohamed ben Abdeslem », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Mers Mohamed ben Abdeslem Etat », consistant en terres de cultures, située région de Marrakech, tribu des Rehamna, fraction des Igout el Gherraba, à proximité du souk el Tnin de Sidi Mansour.

Cette propriété, occupant une superficie de cinq hectares, est limitée : au nord, par le cimetière de Sidi Mansour et Ould Daoudi Igouti, demeurant aux Igout el Gherraba, tribu des Rehamna ; à l'est, par Si Mohammed ben Larbi et Miloudi ben Abdallah, demeurant tous deux au douar Sidi Mansour, attenant au souk el Tnin de Sidi Mansour ; au sud, par Mohammed ben Djilali, demeurant au douar Sidi Mansour susvisé ; à l'ouest, par une piste publique allant du souk el Tnin de Sidi Mansour au souk es Sebt Bekrim et au delà par le cimetière de Lalla Regraga et par le souk el Tnin de Sidi Mansour (domaine public).

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires pour en avoir hérité à la mort de Mohammed ben Abdeslem Rahmani Igouti, ainsi qu'il résulte de deux actes notariés, en date des 28 hija 1342 et 23 kaada 1343.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Marrakech,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 835 M.

Suivant réquisition en date du 4 janvier 1926, déposée à la Conservation le 10 février 1926, le chef du service des domaines, agissant au nom et pour le compte : 1° du domaine privé de l'Etat chérifien ; 2° de Rekia bent Djilali Chaoui el Médiouna el Mejatia, née vers 1880 à Aïn el Hallouf (Médiouna-Chaouïa), veuve de Mohammed ben Abdeslam Rahmani Igouti, décédé à Casablanca en jourada I 1342 et remariée à Si Driss el Mekki el Kadmiri, en 1343, demeurant à Casablanca, derb Ghallef, maison Si Driss el Kadmiri. Le requérant susnommé domicilié à Marrakech, dans les bureaux du contrôle des domaines, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires indivis, dans les proportions de 3/4 pour le domaine privé de l'Etat chérifien et de 1/4 pour Rekia bent Djilali, d'une propriété dénommée « Feddan el Ahfari », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Feddan el Ahfari Etat », consistant en terre de culture, située région de Marrakech, tribu des Rehamna, fraction des Attaïa, près du douar El Aziz.

Cette propriété, occupant une superficie de quinze hectares, est limitée : au nord, par Mohammed ben Allal, au douar El Aziz, fraction Attaïa, tribu des Rehamna ; à l'est, par l'oued Aguedjgal ;

au sud, par Si Raïal ben Cherki, demeurant au Igout el Gheraba, tribu des Rehamna ; à l'ouest, par le même.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires pour en avoir hérité à la mort de Mohammed ben Abdeslem Rahmani Igouti, ainsi qu'il résulte de deux actes notariés, en date des 28 hija 1342 et 23 kaada 1343.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Marrakech,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 836 M.

Suivant réquisition en date du 4 janvier 1926, déposée à la Conservation le 10 février 1926, le chef du service des domaines, agissant au nom et pour le compte : 1° du domaine privé de l'Etat chérifien ; 2° de Rekia bent Djilali Chaoui el Médiouna el Mejatia, née vers 1880 à Aïn el Hallouf (Médiouna-Chaouïa), veuve de Mohammed ben Abdeslam Rahmani Igouti, décédé à Casablanca en jourada I 1342 et remariée à Si Driss el Mekki el Kadmiri, en 1343, demeurant à Casablanca, derb Ghallef, maison Si Driss el Kadmiri. Le requérant susnommé domicilié à Marrakech, dans les bureaux du contrôle des domaines, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires indivis, dans les proportions de 3/4 pour le domaine privé de l'Etat chérifien et de 1/4 pour Rekia bent Djilali, d'une propriété dénommée « Feddan ben Drehim » à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Feddan ben Drehim Etat », consistant en terres de cultures, située région de Marrakech, tribu des Rehamna, fraction des Igout el Gherraba, près du douar du cheikh Si Khalifa bel Hachem.

Cette propriété, occupant une superficie de un hectare, est limitée : au nord, par un sentier dit des Ouled Abbou et au delà par les héritiers Ben Hachem, représentés par le cheikh Si Khalifa ben Hachem, demeurant fraction des Ouled Mansour, tribu des Rehamna ; à l'est, par les héritiers Ben Hachem précités ; au sud, par la piste allant du souk el Arba des Skours aux Igout el Gheraba et au delà par les héritiers Ben Hachem précités ; à l'ouest, par les héritiers Ben Hachem précités.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires pour en avoir hérité à la mort de Mohammed ben Abdeslem Rahmani Igouti, ainsi qu'il résulte de deux actes notariés, en date des 28 hija 1342 et 23 kaada 1343.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Marrakech,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 837 M.

Suivant réquisition en date du 4 janvier 1926, déposée à la Conservation le 10 février 1926, le chef du service des domaines, agissant au nom et pour le compte : 1° du domaine privé de l'Etat chérifien ; 2° de Rekia bent Djilali Chaoui el Médiouna el Mejatia, née vers 1880 à Aïn el Hallouf (Médiouna-Chaouïa), veuve de Mohammed ben Abdeslam Rahmani Igouti, décédé à Casablanca en jourada I 1342 et remariée à Si Driss el Mekki el Kadmiri, en 1343, demeurant à Casablanca, derb Ghallef, maison Si Driss el Kadmiri. Le requérant susnommé domicilié à Marrakech, dans les bureaux du contrôle des domaines, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires indivis, dans les proportions de 3/4 pour le domaine privé de l'Etat chérifien et de 1/4 pour Rekia bent Djilali, d'une propriété dénommée « Feddan Khamisa », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Feddan Khamisa Etat », consistant en terres de cultures, située région de Marrakech, tribu des Rehamna, fraction des Igout el Gherraba, près du douar Raïal ben Cherki.

Cette propriété, occupant une superficie de dix hectares, se compose de deux parcelles :

La première parcelle, d'une superficie de 2 hectares, est limitée : au nord, par le chaabat Fakir Saïd et au delà par Mohammed bel Hadj Mekki, demeurant aux Igout el Gherraba, tribu des Rehamna ; à l'est, par El Maati ben Cherki, demeurant aux Igout el Gherraba ; au sud, par le chaabat Nekhla et au delà par Si Mohammed ben Hamida, demeurant aux Igout el Gherraba ; à l'ouest, par Kabbour ben Mohammed, demeurant aux Igout el Gherraba.

La deuxième parcelle, d'une superficie de huit hectares, est limitée : au nord-est, par un sentier et au delà par Mohammed ben Djilali ben Cherki, demeurant aux Igout el Gherraba ; au sud-est, par Kabbour ben Mohammed précité ; au sud-ouest, par un sentier

et au delà par Si Mohammed ben Hamida, demeurant aux Igout el Gherraba ; au nord-ouest, par Si Aïssa ben Ahmed, Si Djilali ben Ahmed et Salah ben Hadj, demeurant tous trois aux Igout el Gherraba.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires pour en avoir hérité à la mort de Mohammed ben Abdesslem Rahmani Igouti, ainsi qu'il résulte de deux actes notariés, en date des 28 hija 1342 et 23 kaada 1343.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Marrakech,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 838 M.

Suivant réquisition en date du 4 janvier 1926, déposée à la Conservation le 10 février 1926, le chef du service des domaines, agissant au nom et pour le compte : 1° du domaine privé de l'Etat chérifien ; 2° de Rekia bent Djilali Chaoui el Médiouna el Mejatia, née vers 1880 à Aïn el Hallouf (Médiouna-Chaouïa), veuve de Mohammed ben Abdeslam Rahmani Igouti, décédé à Casablanca en jourmada I 1342 et remariée à Si Driss el Mekki el Kadmiri, en 1343, demeurant à Casablanca, derb Ghallef, maison Si Driss el Kadmiri, le requérant susnommé domicilié à Marrakech, dans les bureaux du contrôle des domaines, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires indivis, dans les proportions de 3/4 pour le domaine privé de l'Etat chérifien et de 1/4 pour Rekia bent Djilali, d'une propriété dénommée « Djan Ahfir », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Djan Ahfir Etat », consistant en terrain de culture complanté, située tribu des Rehamna Sgharna, fraction Igout el Gherraba, à 1 km. à l'est du djebel Lakhdar.

Cette propriété, occupant une superficie de 2 hectares, est limitée : au nord, par Mohamed ben Ali, Mohammed ben Hadj Mekki ; Mohamed ben Allal et Cherki ben Aïssa, demeurant tous aux Ouled Igout el Gherraba (Rehamna) ; à l'est, par l'oued Sidi Aïchour ; au sud, par Ould Moulay Tahar et Maati ben Rezouk, demeurant aux Igout el Gherraba (Rehamna) ; à l'ouest, par Mohamed ben Hadj Mekki susnommé, M'Hamed ben Djilali et Maati ben Rezouk, demeurant aux Igout el Gherraba (Rehamna).

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires pour en avoir hérité à la mort de Mohammed ben Abdesslem Rahmani Igouti, ainsi qu'il résulte de deux actes notariés, en date des 28 hija 1342 et 23 kaada 1343.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Marrakech,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 839 M.

Suivant réquisition en date du 4 janvier 1926, déposée à la Conservation le 10 février 1926, le chef du service des domaines, agissant au nom et pour le compte : 1° du domaine privé de l'Etat chérifien ; 2° de Rekia bent Djilali Chaoui el Médiouna el Mejatia, née vers 1880 à Aïn el Hallouf (Médiouna-Chaouïa), veuve de Mohammed ben Abdeslam Rahmani Igouti, décédé à Casablanca en jourmada I 1342 et remariée à Si Driss el Mekki el Kadmiri, en 1343, demeurant à Casablanca, derb Ghallef, maison Si Driss el Kadmiri, le requérant susnommé domicilié à Marrakech, dans les bureaux du contrôle des domaines, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires indivis, dans les proportions de 3/4 pour le domaine privé de l'Etat chérifien et de 1/4 pour Rekia bent Djilali, d'une propriété dénommée « Bled Koudiat Marend », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled Koudiat Marend Etat », consistant en terres de cultures, située région de Marrakech, tribu des Rehamna, fraction des Igout el Gherraba, au sud du djebel Lakhdar et à 1 km. du douar Rahal ben Cherki.

Cette propriété, occupant une superficie de 25 hectares, est limitée : au nord, par Si Larbi ben Djilali, demeurant aux Igout el Gherraba ; à l'est, par le chemin du souk el Tnin Bou Chen et au delà par Si Rahal ben Cherki, demeurant aux Igout el Gherraba ; au sud, par El Maati ben Cherki, demeurant aux Igout el Gherraba ; à l'ouest, par la ligne de crêtes et au delà par les terres collectives du douar Mzaoui, fraction des Igout el Arab, tribu des Rehamna.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires pour en avoir hérité à la mort de Mohammed ben Abdesslem Rahmani Igouti, ainsi qu'il résulte de deux actes notariés, en date des 28 hija 1342 et 23 kaada 1343.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Marrakech,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 840 M.

Suivant réquisition en date du 4 janvier 1926, déposée à la Conservation le 10 février 1926, le chef du service des domaines, agissant au nom et pour le compte : 1° du domaine privé de l'Etat chérifien ; 2° de Rekia bent Djilali Chaoui el Médiouna el Mejatia, née vers 1880 à Aïn el Hallouf (Médiouna-Chaouïa), veuve de Mohammed ben Abdeslam Rahmani Igouti, décédé à Casablanca en jourmada I 1342 et remariée à Si Driss el Mekki el Kadmiri, en 1343, demeurant à Casablanca, derb Ghallef, maison Si Driss el Kadmiri, le requérant susnommé domicilié à Marrakech, dans les bureaux du contrôle des domaines, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires indivis, dans les proportions de 3/4 pour le domaine privé de l'Etat chérifien et de 1/4 pour Rekia bent Djilali, d'une propriété dénommée « Bled Mohammed ben Abdesslem », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : « Groupe Mohammed ben Abdesslem Etat », consistant en terrain de culture en partie complanté, située tribu des Rehamna, douar Rahal ben Cherki.

Cette propriété, occupant une superficie de 220 hectares, se compose de trois parcelles limitées :

Première parcelle. — Au nord, par l'oued El Bouih ; à l'est, par l'oued Sidi Aïchour et par l'oued Smouir, et au delà par Maati ben Mohammed, Ould el Hadj Larbi et Mohammed ben Djilali, demeurant aux Igout el Gherraba (Rehamna) ; au sud, par le douar Si Rahal ben Cherki, représenté par Caïd Rahal ben Abdesslem, cheikh des Igout el Gherraba, par Abdeslam ben Mohammed ben Allal et Mohammed bel Hadj Mekki, demeurant aux Igout el Gherraba ; à l'ouest, par la piste des Doukkala à Marrakech.

Deuxième parcelle. — Au nord, par Mohammed ben Djilali, demeurant aux Igout el Gherraba ; à l'est, par Mohammed ben Djilali susnommé et Fathmi bent Bouih, demeurant aux Igout el Gherraba et par la troisième parcelle de la propriété ; au sud, par la troisième parcelle de la propriété ; à l'ouest, par la piste des Doukkala à Marrakech, susnommée.

Troisième parcelle. — Au nord, par la deuxième parcelle et par Fathmi bent Bouih susnommé ; à l'est, par l'oued Sidi Aïchour, par Maati ben Cherki, demeurant aux Igout el Gherraba, et par l'oued Sidi Aïchour ; au sud, par Si Mohammed ben M'Bark et Si Larbi ben Djilali, demeurant aux Igout el Gherraba ; à l'ouest, par la piste des Doukkala à Marrakech précitée.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires pour en avoir hérité à la mort de Mohammed ben Abdesslem Rahmani Igouti, ainsi qu'il résulte de deux actes notariés, en date des 28 hija 1342 et 23 kaada 1343.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Marrakech,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 841 M.

Suivant réquisition en date du 4 janvier 1926, déposée à la Conservation le 10 février 1926, le chef du service des domaines, agissant au nom et pour le compte : 1° du domaine privé de l'Etat chérifien ; 2° de Rekia bent Djilali Chaoui el Médiouna el Mejatia, née vers 1880 à Aïn el Hallouf (Médiouna-Chaouïa), veuve de Mohammed ben Abdeslam Rahmani Igouti, décédé à Casablanca en jourmada I 1342 et remariée à Si Driss el Mekki el Kadmiri, en 1343, demeurant à Casablanca, derb Ghallef, maison Si Driss el Kadmiri, le requérant susnommé domicilié à Marrakech, dans les bureaux du contrôle des domaines, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires indivis, dans les proportions de 3/4 pour le domaine privé de l'Etat chérifien et de 1/4 pour Rekia bent Djilali, d'une propriété dénommée « Bled el Fid », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled el Fid Etat », consistant en terre de culture, en partie complantée de vigne et de 53 figuiers, située région de Marrakech, tribu des Rehamna, fraction des Igout el Gherraba, à 3 km. environ au sud du djebel Lakhdar.

Cette propriété, occupant une superficie de 25 hectares, est limitée : au nord, par Maati ben Cherki, demeurant aux Igout el Gherraba (Rehamna) ; à l'est, par l'oued Aichour ; au sud, par Mohammed ben el Maati, demeurant aux Igout el Gherraba ; 2° par le cimetière de Lalla Ghriba (Habous) ; 3° par Mohammed ben el Maati précité ; 4° par Fahir Nacour Igniti Aribi, demeurant aux Igout el Arab (Rehamna) ; à l'ouest, par la piste allant des Igout el Gherraba au souk el Trân Bou Chen et par l'oued Smir et, au delà par Ayad ben Boudjemaa Igouti Aribi, demeurant aux Igout el Arab (Rehamna).

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires pour en avoir hérité à la mort de Mohammed ben Abdesslem Rahmani Igouti, ainsi qu'il résulte de deux actes notariés, en date des 28 hija 1342 et 23 kaada 1343.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Marrakech.
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 842 M.

Suivant réquisition, en date du 11 février 1926, déposée à la Conservation le même jour, Si Mohammed ben Mohammed Ez Zetouti Ech Chatter, marié selon la loi musulmane en 1920, à Marrakech, à Habiba bent Saïd, demeurant à Marrakech, derb Arian, n° 59, et domicilié à Marrakech, en le cabinet de M. Arin, rue Moussine, n° 103, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété dénommée « Djenan Sidi Abbou et Djenan Elkrem », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Djenan Ech-Chatter », consistant en jardins complantés d'oliviers et de figuiers de barbarie, située cercle de Marrakech-banlieue, Dar el Aïn, à 2 kms. au nord de Tameslouht, à environ 15 km. de Marrakech, sur la route d'Amismiz.

Cette propriété, occupant une superficie de 6 hectares environ, se compose de deux parcelles, limitées :

Première parcelle : au nord, par Sid Mohammed ould Moulay Ali Ech Chkifi, demeurant sur les lieux, Dar el Aïn, par Moulay Mohammed ould Ed Douh, demeurant à Tameslouht, zaouïa de Moulay Abdelkrim, par un chemin public allant au Sehib ; à l'est, par Moulay Ahmed ould el Hadj Saïd, demeurant sur les lieux, Dar el Aïn et par Moulay el Hadj Saïd ould Moulay Saïd el Meslohi, demeurant à Tameslouht ; au sud, par les Chorfa de Dar el Aïn, représentés par Moulay Ahmed ould el Hadj Saïd susnommé, puis par Sidi el Ouafi ben Ed Douh, demeurant à Tameslouht, Zaouïa Moulay Abdelkrim ; à l'ouest, par Sidi M'Hammed ould Ed Douh susnommé.

Deuxième parcelle : au nord, par Sidi M'Hammed ould Ed Douh susnommé ; à l'est, par Sidi Mohammed ould Seddiq ould Lalla Zohra, demeurant à Tameslouht, Zaouïa Moulay Abdelkrim ; au sud, par une piste allant de Tameslouht à Dar el Aïn ; à l'ouest, par une piste allant à l'Aouïna.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel, actuel ou éventuel, autre que les droits d'eau consistant en deux ferdjats à prélever sur la source dite « Dar el Aïn », amenée par Rhettara alimentant un bassin sis au dehors de la propriété à 1 km. environ d'où l'eau s'achemine par un mesref vers la propriété du requérant et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 22 rebia II 1329 (22 avril 1911), homologué, aux termes duquel Cherifa Tahama bent Cherif Sidi Mohammed ben Taïbi et consorts lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Marrakech.
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 843 M.

Suivant réquisition, en date du 12 février 1926, déposée à la Conservation le même jour, 1° le Caïd Si Mohammed ben Abdesslem ben Chegra, marié selon la loi musulmane en 1900 à Sidi Rahal, (tribu des Zemran) à dame Bacha bent el Abbès ben Chegra, demeurant et domicilié à Marrakech, derb Nekhal ; 2° Si Djilani ben Abbès ben Chegra, marié selon la loi musulmane en 1908, à Sidi Rahal, à dame El Yacoub el Bouzidia et en 1908 à dame Zohra el Souïssia, demeurant et domicilié à Sidi Rahal, tribu des Zemran, ont demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires indivis d'une propriété à laquelle ils ont déclaré vouloir donner le nom de « Dar Hariga », consistant en terres de labour, située cercle de Marrakech-banlieue, tribu des Zemran, douar Oulad Arad, sur la piste de Tamelett à Sidi Rahal, près du marabout de Moulay Salah.

Cette propriété, occupant une superficie de 160 hectares, se compose de deux parcelles, limitées :

Première parcelle : au nord, par 1° les héritiers de Larbi ben Lafdani, représentés par Mokhtar ben Larbi, demeurant sur les lieux, 2° les héritiers de Hachemi ben Ahmed, représentés par Ahmed bel Lachemi, demeurant sur les lieux, 3° Salah ben Mokhtar, demeurant sur les lieux ; à l'est, par la route de Kasbah à Dar Taourirt ; au sud, par la piste du marabout Moulay Salah à Tamelett ; à l'ouest, par les héritiers des Ait Chelih, représentés par Si Mohammed Ait Chelih, demeurant sur les lieux.

Deuxième parcelle : au nord, par 1° un mesref et au delà par les héritiers de Sid Djilani bel Larbi, représentés par Si Mohammed ben Djilali, sur les lieux, 2° par les héritiers de Mohammed ben Amor, représentés par Omar ben Mohammed, demeurant sur les lieux ; à l'est, par la collectivité des Oulad Ougad, représentée par son cheikh ; au sud, par la collectivité des Oulad Arad, représentée par son cheikh ; à l'ouest, par la route de Souk el Tléta.

Les requérants déclarent qu'à leur connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel, autre que des droits d'eau consistant en 4 ferdjats à prélever sur la s'guia des Ouled Arad, provenant de l'oued Tessaoud, et qu'ils en sont propriétaires en vertu d'une moukia par adoul, en date du 6 safar 1329, (6 février 1911), homologuée, leur attribuant ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Marrakech.
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 844 M.

Suivant réquisition en date du 12 février 1926, déposée à la Conservation le même jour : 1° M. Vallier Philippe, Français, marié, le 11 février 1920, à Casablanca, à dame Contestin Alexandrine, sans contrat ; 2° M. Vallier Auguste, français marié le 11 février 1920, à Casablanca, à dame Teychène Marie-Madeleine, sans contrat, demeurant tous deux à Marrakech, quartier Arsat Moulay Moussa, ont demandé l'immatriculation en qualité de copropriétaires indivis d'une propriété à laquelle ils ont déclaré vouloir donner le nom de « Val-ler I », consistant en constructions et terrain nu, située à Marrakech-Guéliz, avenue des Oudaïas, (lot n° 130 du plan du Guéliz).

Cette propriété, occupant une superficie de 1.850 mètres carrés, est limitée : au nord, par M. Bruneau, demeurant à Marrakech-Guéliz, rue Verlet-Hanus, et M. Montini, demeurant à Marrakech-Guéliz, chez M. Salgon, rue des Doukkala ; à l'est, par les requérants ; au sud, par l'avenue des Oudaïas ; à l'ouest, par M. Accardi, entrepreneur, demeurant à Marrakech-Guéliz.

Les requérants déclarent qu'à leur connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel, actuel ou éventuel, et qu'ils en sont propriétaires en vertu d'un acte sous seings privés en date à Marrakech, du 19 juillet 1922 et d'un additif à cet acte en date à Marrakech, du 26 juillet 1922, aux termes duquel M. Busset leur a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Marrakech.
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 845 M.

Suivant réquisition en date du 15 février 1926, déposée à la Conservation le 17 du même mois, 1° Mokhtar ben Djilali Lehroui Lalouchi, marié selon la loi musulmane, vers 1924, dans la tribu des Zemran à Zohra ou Embarek ; 2° Rahal ben Djilali, marié selon la loi musulmane, vers 1911, dans la tribu des Zemran, à Hadda ou Embarek ; 3° Maati ben Djilali, marié selon la loi musulmane, vers 1918, dans la tribu des Zemran, à Fatma, tous demeurant et domiciliés tribu des Zemran, lieu dit « Argoub », azib du caïd Allal, ont demandé l'immatriculation en qualité de copropriétaires indivis par parts égales d'une propriété à laquelle ils ont déclaré vouloir donner le nom de « El Ghadar », consistant en terres de culture, complantées d'arbres et en constructions, située cercle de Marrakech-banlieue, tribu des Zemran, Sidi Rahal, près de la propriété dite « Bled Touta ou el Radat », réquisition n° 265 M., appartenant au caïd Allal ben Amor el Zemrani.

Cette propriété, occupant une superficie de 20 hectares, est limitée : au nord, à l'est et à l'ouest, par le caïd Allal ben Amor el Zemrani, demeurant à Marrakech, quartier Bab Hallem, derb Caïd Rasso, n° 24 ; au sud, par Brik ben Belal, demeurant douar Ghabale, tribu des Zemran.

Les requérants déclarent qu'à leur connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont propriétaires en vertu d'un acte d'istimrar devant adoul, en date du 15 kaada 1326 (9 décembre 1908), leur attribuant ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Marrakech,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 846 M.

Suivant réquisition en date du 11 février 1926, déposée à la Conservation le 18 du même mois, l'Etat chérifien (domaine privé), représenté par M. le chef du service des domaines, domicilié dans les bureaux du contrôle des domaines à Marrakech, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Fondouk Hanout et Dar Chounbel », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Dar Chounbel Etat », consistant en constructions à l'usage d'habitation de fondouk et de magasins, située à Marrakech-Mellah, rue de la Fontaine, n° 2 et 4.

Cette propriété, occupant une superficie de 525 mètres carrés, est limitée : au nord, par Daouid J.-Benhaïm, demeurant à Marrakech-Mellah, rue Toualla ; 2° Zekri Hemri, demeurant à Marrakech-Mellah, rue Nouvelle ; 3° Hazan Isaac ben Saoud, demeurant à Marrakech-Mellah, rue Njiram, n° 31 ; à l'est, par Si Mohammed ben Chegra, demeurant à Marrakech, quartier Rahba el Kedima, derb Nekhal, puis par Haninia Assor, demeurant à Marrakech-Mellah, rue de la Fontaine, n° 1 ; au sud, par la rue de la Fontaine, n° 1 ; 1° Chloumou Hamias, demeurant à Marrakech-Mellah, derb Che-maoun, n° 1 ; 2° Boujo Albert, demeurant à Marrakech-Mellah, derb Fondouk el Ouasty ; 3° Ichoua Corcos, demeurant à Marrakech-Mellah, derb Fondouk el Kedim ; 4° Meyer Pinto et Abraham Rosilio, demeurant le premier à Marrakech-Mellah, derb Tihmoud Toura, le deuxième à Mogador, quartier de la Kasbah Quedima ; 5° Abraham Rosilio susnommé ; 6° Moïse Rosilio, demeurant à Marrakech-Mellah, rue Nouvelle ; 7° Habib Lévy, demeurant à Marrakech-Mellah, rue Souba ; 8° Ichoua Corcos susnommé ; 9° Daouid Rosilio et Nessim Pinto, demeurant à Marrakech-Mellah, le premier derb Fondouk el Ouasty et le deuxième derb Bel Antana ; 10° Daouid Rosilio, susnommé et Mohammed ben el Ghezail, demeurant à Marrakech-Médina, quartier Djemâa ben Chegra, rue de la Bahia ; à l'ouest, par Jacob Hadida, demeurant à Marrakech-Mellah, rue Jacob Abtan, et par Liao Azoulay, demeurant à Marrakech-Mellah, rue de la Poste-Anglaise, n° 8.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'istimrar devant adoul, en date du 19 rejeb 1344 (3 février 1926), homologué, lui attribuant ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Marrakech,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 847 M.

Suivant réquisition en date du 19 février 1926, déposée à la Conservation le même jour, M. Jacquier Arthur-Edouard, Français, marié le 5 avril 1919, à Perrignier (Haute-Savoie), à dame Deleschaud Marie-Jeanne, sous le régime de la communauté légale, sans contrat, demeurant et domicilié à Marrakech-Guéliz, rue des Chaouias villa Josette, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété dénommée « N° 285 Lotissement du Guéliz », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « La Savoyarde », consistant en terrain nu, située à Marrakech-Guéliz, rues des Djenan el Hartsi et de la Mehalla.

Cette propriété, occupant une superficie de 761 mètres carrés, est limitée : au nord, par la rue du Djenan el Hartsi ; à l'est, par la rue de la Mehalla ; au sud, par M. Berlioz, demeurant à Marrakech-Guéliz, avenue de Mogador ; à l'ouest, par M. Lacroix, magasinier des travaux publics.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte en date du 8 jourmada II 1344 (22 décembre 1926), homologué, aux termes duquel Si Mohammed ben Si el Abbas Tazi lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Marrakech,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 848 M.

Suivant réquisition en date du 4 février 1926, déposée à la Conservation le 19 du même mois, M. Majorelle Jacques, Français, marié à Marrakech, le 4 février 1919, sans contrat, à dame Andrée Lougueville, demeurant et domicilié à Marrakech, « Rouidat », a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire d'une propriété dénommée « Propriété du Rouidat », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bou Safsaf », consistant en maison et jardin, située à Marrakech, lieu dit « Rouidat ».

Cette propriété, occupant une superficie de 16.645 mètres carrés, est limitée : au nord et à l'est, par la Compagnie Marocaine, représentée à Marrakech, par M. Cousinery ; au sud, par M. Egret, demeurant à Marrakech, quartier Sidi Mimoun ; à l'ouest, par la route de Safi et par M. de la Chauvinière, demeurant à Paris.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel, autre qu'une part des droits d'eau proportionnelle à la surface, dont bénéficie la propriété Rouidat auquel l'immeuble se rattache et qui sont de une ferdiat un quart et un huitième (soit 33 heures par tour d'eau) de l'ain Jedida, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés, en date à Marrakech du 3 mai 1923, aux termes duquel la Compagnie Marocaine lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Marrakech,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 849 M.

Suivant réquisition en date du 18 février 1926, déposée à la Conservation le 19 du même mois, Si Hmad ben Khalifat Zemrani, né vers 1871, marié selon la loi musulmane, en 1906, à Marrakech, à Hnia bent Larbi, demeurant et domicilié à Marrakech, derb Seba Rigel, n° 72, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Fedane Bora », consistant en terrain de culture, située cercle de Marrakech-banlieue, tribu des Zemran, près de la zaouïa de Sidi Rahal.

Cette propriété, occupant une superficie de 11 hectares, est limitée : au nord, par Si Mohammed ben Hadj Allal, demeurant douar El Kouancs, fraction des Dlaoua, tribu des Zemran ; à l'est, par Guebbour bel Yazid, demeurant au même douar ; au sud, par L'Issini, demeurant au même douar ; à l'ouest, par Rahal bel Abbas, demeurant au même douar.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 28 kaada 1324 (13 décembre 1907), aux termes duquel Abdesslam ben Khalifa Zemrani lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Marrakech,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 850 M.

Suivant réquisition en date du 18 février 1926, déposée à la Conservation le 19 du même mois, Si Hmad ben Khalifat Zemrani, né vers 1871, marié selon la loi musulmane, en 1906, à Marrakech, à Hnia bent Larbi, demeurant et domicilié à Marrakech, derb Seba Rigel, n° 72, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Fedane Ouzza », consistant en terrain de culture, située cercle de Marrakech-banlieue, tribu des Zemran, près de la zaouïa de Sidi Rahal.

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares environ, est limitée : au nord et à l'est, par la séguia publique dite « Takhiart » ; au sud et à l'ouest, par Djilali ben Chegra, demeurant à Marrakech, derb Dabachi.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 28 kaada 1324 (13 décembre 1907), aux termes duquel Abdesslam ben Khalifa Zemrani lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Marrakech,
GUILHAUMAUD.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite : « **Bled Zaouïa El Hedil** », réquisition 785^m, sise annexe de Chichaoua, Zaouïa El Hedil, fraction Ouled Raho, dont l'extrait de réquisition a paru au « Bulletin Officiel » du 26 janvier 1926, n° 692.

Suivant réquisition rectificative, en date du 19 février 1926, Si Ahmed bel Mokadem, demeurant au douar Lougrinat, agissant au nom de la zaouïa El Hedil, a déclaré que la propriété dite « Bled Zaouïa El Hedil », réquisition n° 785 M., occupe une superficie de 500 hectares au lieu de 10 hectares portés à la réquisition et qu'elle est limitée :

- Au nord : par la zaouïa requérante ;
- A l'est : par l'oued Sifert ;
- Au sud : par le domaine privé de l'Etat chérifien ;
- A l'ouest : par l'oued Chichaoua.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Marrakech,
GUILHAUMAUD.

V. — CONSERVATION DE MEKNES

Réquisition n° 670 K.

Suivant réquisition, en date du 11 février 1926, déposée à la Conservation le 12 février 1926, M. Talaya Noël, colon, marié à dame d'Angélo Marie-Anne, le 15 juin 1895 à Gabès (Tunisie), sans contrat, demeurant et domicilié aux Aït Yazem, lot n° 11, banlieue de Meknès, sur la route d'Agourai, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété dénommée « Aït Yazem II », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Domaine La Noellie », consistant en terrain de culture avec bâtiment d'habitation et d'exploitation, située bureau des renseignements d'El Hajeb, tribu des Guérouane du sud, fraction des Aït Yazem, à 9 km. 500 au sud de Meknès, sur le chemin d'Agourai.

Cette propriété, occupant une superficie de 233 hectares, est limitée : au nord, par la propriété dite « Kef Amjouj », réquisition 642 K. à M. Dumas Julien à Meknès ; à l'est, par M. Hervé Armand, colon au M'Jatt ; au sud, par M. Larroque père, colon aux Aït Yazem, lot 3 ; à l'ouest, par le chemin d'Agourai.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel, actuel ou éventuel, autre que 1° les obligations et conditions prévues au cahier des charges établi pour parvenir à la vente du lotissement et à l'article 3 du dahir du 22 mai 1922 contenant notamment valorisation de la propriété, interdiction d'aliéner ou d'hypothéquer sans l'autorisation des domaines le tout, sous peine de déchéance 2° une hypothèque au profit de l'Etat chérifien (domaine privé) vendeur, pour sûreté de la somme de 24300 francs, montant du prix de vente, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un procès-verbal d'attribution en date à Rabat, du 1^{er} octobre 1922, aux termes duquel l'Etat chérifien. (domaine privé), lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Meknès, p. i.,
CUSY.

Réquisition n° 671 K.

Suivant réquisition en date du 18 février 1926, déposée à la Conservation le même jour, M. Pagnon Emile, propriétaire, marié à dame Dagué Antoinette, le 3 octobre 1912, à Miribel (Ain), sous le régime de la séparation de biens, suivant contrat reçu par M^e Argoud, notaire à Miribel (Ain), le 4 octobre 1912, demeurant et domicilié à Meknès, avenue de la République, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Outita Zouitina », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Meknès-banlieue, tribu des Guérouane du Nord, à 8 km. de Petitjean, sur la piste allant de cette dernière localité à Dar bel Hamri.

Cette propriété, occupant une superficie de 1.500 hectares environ, est limitée : au nord, par la piste de Petitjean à Dar bel Hamri ; à l'est, par Moulay Abdefrahmane dit Moulay Elkebir, frère du sultan à Rabat, Dar el Makhzen ; au sud, par le caïd Oubarden et ses frères Guerrouani, au contrôle civil de Meknès-banlieue, tribu des Guérouane du Nord ; à l'ouest, par l'oued Beda, la propriété dite Meleki, titre 1718 R. et les Habous de Moulay Idriss, représentés par leur nadir.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel, actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés, en date à Casablanca du 15 février 1926, aux termes duquel M. Vidal Antoine, propriétaire, demeurant à Marseille, quartier de Saint-André, lui a vendu la dite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Meknès, p. i.,
CUSY.

Réquisition n° 672 K.

Suivant réquisition en date du 18 février 1926, déposée à la Conservation le 19 février 1926, M. Montesinos Jean-Baptiste, maçon, marié à dame Garcia Elisabeth, le 25 septembre 1922, à Fès, sans contrat, demeurant et domicilié à Fès, ville nouvelle, boulevard du 4^e-Tirailleurs, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Lot 4/60^e du bâtiment Gérard », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Marianne », consistant en maison d'habitation avec cour, située à Fès, ville nouvelle, boulevard du 4^e-Tirailleurs.

Cette propriété, occupant une superficie de 489 mètres carrés, est limitée : au nord, par la propriété dite « Maison Danan », titre 129 K. à M. Elie-S. Danan, à Fès, ville nouvelle ; à l'est, par le boulevard du 4^e-Tirailleurs ; au sud, par M. Scandariato et Simone, entrepreneur à Fès, rue du Général-Brulard et Si Hamza Tahiri, consulat d'Angleterre, à Fès ; à l'ouest, par M. Reverdito Louis, à Boukanéfis (Oran).

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel, actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte administratif, en date à Fès du 16 mai 1923, aux termes duquel la ville de Fès lui a cédé la dite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Meknès, p. i.,
CUSY.

AVIS DE CLOTURES DE BORNAGES ⁽¹⁾

— CONSERVATION DE RABAT

REOUVERTURE DES DELAIS
pour le dépôt des oppositions (art. 29 du dahir du 12 août 1913, modifié par le dahir du 10 juin 1918).

Propriété dite « L'Avenir II », réquisition 2127 C. R., sise contrôle civil de Rabat, tribu des Arabes, fraction des Adjilat, près l'ancienne piste de Casablanca à Rabat.

Requérant : M. Laithiez Marie-Armand, demeurant à Paris, avenue Daumesnil, n° 30 bis, domicilié à Rabat, chez M. Louis Achiard, rue de la Marne.

Les délais pour former opposition sont ouverts pour une durée de deux mois à compter de la présente insertion, sur réquisition de M. le procureur commissaire du gouvernement près le tribunal de première instance de Rabat, en date du 20 février 1926.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

(1) Nota. — Le dernier délai pour former des demandes d'inscription ou des oppositions aux dites réquisitions d'immatriculation est de deux mois à partir du jour de la présente

publication. Elles sont reçues à la Conservation, au Secrétariat de la Justice de Paix, au bureau du Caïd, à la Mahakma du Cadi.

AVIS DE CLÔTURES DE BORNAGES

Réquisition n° 1029 B.

Propriété dite : « Bel Mouira I », sise contrôle civil de Kénitra, tribu des Menasra, douar des Hialfa, lieu dit Mrijet.

Requérant : Mohammed ben Allal, dit « Bel Mira », demeurant au douar des Hialfa, tribu des Menasra, contrôle civil de Kénitra, domicilié à Rabat, chez M. Guay, avenue de Témara n° 9.

Le bornage a eu lieu le 20 novembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 1154 R.

Propriété dite : Moulin d'El Hadj Boubeker el Malki », sise à Salé, quartier du Grand Souk, rue Sidi Bou Ghaba.

Requérant : El Hadj Boubeker el Malki, demeurant à Salé, rue Bou Ghaba, n° 10.

Le bornage a eu lieu le 9 septembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 1961 R.

Propriété dite : « Aïn Hadra », sise cercle d'Ouezzan, bureau des renseignements d'Arbaoua, tribu des Khlott, fraction des Bedaoua, lieu dit « Aïn Hadra ».

Requérant : M. Bruno d'Harcourt, demeurant à Larache (Maroc Espagnol) Calle de la Guedira, n° 5 et domicilié chez M. Bruno, avocat à Rabat.

Le bornage a eu lieu le 12 septembre 1925 et un bornage complémentaire le 9 novembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2091 R.

Propriété dite : « Serres Henri n° 2 », sise à Kénitra, rue de la République.

Requérant : M. Serres Henri, demeurant à El Hajeb par Meknès et domicilié chez M. Delobbe, à Kénitra, rue Albert 1^{er}.

Le bornage a eu lieu le 16 décembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2130 R.

Propriété dite : « Ben Aïssa ben Djilali », sise contrôle civil de Salé, tribu des Schoul, fraction des Jouaneb, lieu dit « Aïn el Gue-mah ».

Requérants : 1° Ben Aïssa ben Djilali dit « Bougraine » es Sahli el Allouani el Ayadi ; 2° Thami ben Bouazza ben Djilali, demeurant tous deux douar des Ayâda, fraction des Ouled Allouane, tribu des Schoul, contrôle civil de Salé.

Le bornage a eu lieu le 8 octobre 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2145 R.

Propriété dite : « Encaoua I », sise à Salé, Impasse du Grand Rabbîn, quartier du Mellah.

Requérant : M. Amram Encaoua, demeurant à Salé, Impasse du Grand Rabbîn.

Le bornage a eu lieu le 9 novembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2176 R.

Propriété dite « Bled Bir Gachouche », sise contrôle civil de Kénitra, région de Kénitra-Méhédyâ, tribu des Oulad Berdjel, à 2 km. au sud du marabout de Sidi bel Ghazi.

Requérants : 1° Ben Taleb ben Si Ahmed ; 2° Abdelkader ben Si Ahmed ; 3° Arbia bent Si Ahmed ; 4° Hennia bent M'Hamed Bouchaïb Doukkali ; 5° Tamo bent Si Ahmed, tous demeurant au

douar Oulad Berdjel, fraction des Khlôt, tribu des Oulad Berdjel, contrôle civil de Kénitra et domiciliés chez M^e Tauchon, avocat à Rabat.

Le bornage a eu lieu le 16 novembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2178 R.

Propriété dite : « Hari », sise contrôle civil de Salé, tribu des Schoul, fraction des Oulad Allouan, à 1 m. à l'est de l'Aïn Mraissitat et au nord du Chabat El Harcha.

Requérants : 1° Hammadi ben Haddi ben el Brequi ; 2° Yamena bent Azzouz Sahli ; 3° Abdesslam ben Haddi ben el Bregui ; 4° Ahmed ben Haddi ben el Bregui, dit « Bou Derbala », demeurant tous au douar Chiakh, fraction des Oulad Allouan, tribu des Schoul, contrôle civil de Salé.

Le bornage a eu lieu le 5 septembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2197 R.

Propriété dite : « Bled Ouled Hadj Brahim », sise contrôle civil de Souk el Arba du Gharb, tribu des Beni Malek, près du douar Ouled Messaoud.

Requérant : 1° Mohamed ben Mohamed ben Hadj Brahim ; 2° Tèhami ben Mohamed ben Hadj Brahim ; 3° Bousselham ben Mohamed ben Hadj Brahim ; 4° Ghalem ben Mohamed ben Hadj Brahim ; 5° Abdelkader ben Mohamed ben Hadj Brahim, demeurant tous douar des Ouled Messaoud.

Le bornage a eu lieu le 13 octobre 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2222 R.

Propriété dite : « Fatma et Aïcha », sise contrôle civil de Petitjean, tribu des Cherarda, fraction des Chebanat, sur la piste de Sidi Abdelaziz à Petitjean, et à 3 km. environ au sud-est de Sidi Abdél-aziz, à proximité du douar des Ouled Sultana.

Requérant : Djilali ben Mohamed Doukkali Bouzidi, dit « Bel Hadfa », demeurant et domicilié douar Bel Hadfa, fraction des Chebanat, tribu des Cherarda, contrôle civil de Petitjean.

Le bornage a eu lieu le 3 novembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2233 R.

Propriété dite : « Jean IV », sise à Rabat, quartier de l'Aviation, lotissement El Oufir.

Requérante : Mlle Jimener Mondragon Francisca, demeurant à Rabat, rue Souika, impasse de la Pharmacie.

Le bornage a eu lieu le 1^{er} décembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2254 R.

Propriété dite : « Habous Djenan Larbi Nedjar et Caïd ben Saïd », sise à Salé, à proximité de Bab er Rih.

Requérante : l'administration des Habous, représentée par Si el Maati Hassar, nadir des Habous Kobra de Salé, domiciliée en ses bureaux à Salé, rue Souk el Ghezal, n° 32.

Le bornage a eu lieu le 10 novembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2255 R.

Propriété dite : « Djenan Lahbas et Laalou », sise à Salé, Bab er Rih.

Requérante : l'administration des Habous, représentée par Si el Maati Hassar, nadir des Habous Kobra de Salé, domiciliée en ses bureaux à Salé, rue Souk el Ghezal, n° 32.

Le bornage a eu lieu le 10 novembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2256 R.

Propriété dite : « Djenan Caïd Hadj Mohammed ben Saïd Habous Kobra », sise à Salé plage, à 150 mètres environ au sud de la porte du mellah et de la route reliant la gare militaire de Salé à la route de Fès.

Requérante : l'administration des Habous, représentée par Si el Maati Hassar, nadir des Habous Kobra de Salé, domiciliée en ses bureaux à Salé, rue Souk el Ghezal, n° 32.

Le bornage a eu lieu le 12 novembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2205 R.

Propriété dite : « Petit Rouet », sise contrôle civil des Zemmours, ville de Khémisset, en bordure sud de la route de Salé-Meknès, à 800 mètres à l'ouest de Khémisset.

Requérants : MM. 1° Petit Louis ; 2° Rouet Pierre, demeurant tous deux à Khémisset.

Le bornage a eu lieu le 4 décembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

II. — CONSERVATION DE CASABLANCA**REOUVERTURE DES DELAIS**

pour le dépôt des oppositions (art. 29 du dahir du 12 août 1913, modifié par le dahir du 13 juin 1918).

Réquisition n° 4345 C.

Propriété dite : « Ayaïda II », sise contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Oulad Saïd, tribu des Hédami, fraction Ayaïda.

Requérant : M. Guyot Paul, demeurant à Casablanca, rue de Bouskoura, et y domicilié chez M^e Marage, boulevard de la Liberté, n° 217.

Les délais pour former opposition sont rouverts pendant un délai de deux mois sur réquisition de M. le procureur commissaire du gouvernement en date du 6 février 1926.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

NOUVEAUX AVIS DE CLOTURES DE BORNAGES**Réquisition n° 5435 C.**

Propriété dite : « Maison et Terrain Settat », sise à Settat, boulevard de Verdun.

Requérant : M. David Edery, demeurant à Tanger, rue Pasco, et domicilié à Casablanca, chez M^e Guedj, avocat, rue de l'Horloge.

Le bornage a eu lieu le 7 mars 1925, un bornage complémentaire a eu lieu le 6 janvier 1926.

Le présent avis annule celui paru au *Bulletin Officiel* du 1^{er} septembre 1925, n° 671.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 6310 C.

Propriété dite : « Sidi Larbi VII », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu des Zenatas, à la limite des Ziada, sur la rive droite de l'oued Mellah.

Requérante : la Compagnie Marocaine, société anonyme dont le siège social est à Paris, 60, rue Taitbout, représentée par M. Heysch de la Borde, et domiciliée à Casablanca, 5, rue de Tétouan.

Le bornage a eu lieu le 25 février 1925.

Le présent avis annule celui paru au *Bulletin Officiel* du 6 octobre 1925, n° 676.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

AVIS DE CLOTURES DE BORNAGES**Réquisition n° 5567 C.**

Propriété dite : « Margarita II », sise à Casablanca, Maarif, rue de l'Atlas

Requérant : M. Mormina Joseph, domicilié à Casablanca, 229, rue des Ouled Harriz.

Le bornage a eu lieu le 21 octobre 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 6261 C.

Propriété dite : « Bled Messaouda », sise contrôle civil des Douk-kala, tribu des Haouzia, à 5 km. de Mazagan, au lieu dit « Gherbia », près de la piste allant de la route d'Azemmour au phare.

Requérant : Tahar Essafi, demeurant à Casablanca, 7, rue de Rabat.

Le bornage a eu lieu le 12 octobre 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 6360 C.

Propriété dite : « Ferme d'Elevage d'Aïn Gouelli », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, fraction des Guernas, tribu des M'Dakra (Ahlal) 15 km. à l'est de Boucheron, sur la piste 108 allant à la Forêt domaniale, au sud-est du cimetière de Si el Mekki.

Requérant : M. Béha René, 8, rue de Lucerne, Casablanca.

Le bornage a eu lieu le 9 septembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 7048 C.

Propriété dite : « Villas Georges », sise à Casablanca, Mers Sultan, angle des rues de Reims et Lamoricière.

Requérant : M. Getten Henri-Félix-Lucien, domicilié chez M. Marage, à Casablanca, boulevard Gouraud, 32.

Le bornage a eu lieu le 31 décembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 7201 C.

Propriété dite : « Lekouach ou Hraïb », sise contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Oulad Saïd, tribu des Moulain el Hofra, fraction des Oulad Attou, douar Hamat, sur les pistes des Guedana à Mejni, et de Souk el Had à la Casba des Oulad Saïd, à 500 mètres environ à l'ouest de Dar Moulay Sokhra.

Requérant : Si Mohamed ben Bouchaïb ould Saïdia, demeurant à Casablanca, rue Djamaa ben Mellouk, n° 8, et domicilié à Casablanca, chez M^e Bonan, rue Nationale.

Le bornage a eu lieu le 18 décembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 7202 C.

Propriété dite : « Sahara II », sise contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Oulad Saïd, tribu des Moulain el Hofra, fraction des Oulad Attou, douar Harnat, lieu dit « Feddan Esshara et Feddan Aarib », sur les pistes des Guedana à Mejni et des Guedana à Khémisset, à proximité de Bir Moulay Idriss.

Requérant : Si Mohamed ben Bouchaïb ould Saïdia, demeurant à Casablanca, rue Djamaa ben Mellouk, n° 8, et domicilié à Casablanca, chez M^e Bonan, rue Nationale.

Le bornage a eu lieu le 18 décembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 7208 C.

Propriété dite : « Dhamna », sise contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Oulad Saïd, tribu des Moulain el Hofra, douar Ould Moussa, à l'intersection des pistes allant des Guedana à Khémisset et des Oulad Moussa à Souk el Had des Mzoura, à 1 km. 500 environ au nord-ouest de la Djamaa Derkaoua, lieu dit « Eddeharnena ».

Requérant : Si Mohamed ben Bouchaïb ould Saïdia, demeurant à Casablanca, rue Djamaa ben Mellouk, n° 8, et domicilié à Casablanca, chez M^e Bonan, rue Nationale.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 7659 C.

Propriété dite : « Bousmina », sise contrôle civil de Chaouia-nord, fraction des Ghelimine, tribu des Ziaïda (Moualin el Outa), à 3 km. au sud-est du marabout de Ghelimine.

Requérant : Hadj Bouazza ben Taïbi Doukkali, demeurant au douar Ouled Larbi, fraction des Gouassem, tribu des Ziaïda.

Le bornage a eu lieu le 24 septembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 7946 C.

Propriété dite : « Aurora », sise à Casablanca, avenue Mers Sultan et rue de la Somme.

Requérants : 1° M. Lumbroso Victor-Ruben, domicilié à Casablanca, rue du Docteur Mauchamp ; 2° M. Bueno Maurice, domicilié à Casablanca, avenue du Général Drude, 17.

Le bornage a eu lieu le 29 décembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

III. — CONSERVATION D'OUJDA**Réquisition n° 871 O.**

Propriété dite : « Domaine d'El Kseuiba III », sise contrôle civil des Beni Snassen, tribu des Oulad Mansour, à 22 km. environ au nord de Berkane en bordure de l'ancien lit de la Moulouya.

Requérant : M. Girardin Charles, demeurant et domicilié à Berkane.

Le bornage a eu lieu le 20 novembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda, p. i.
SALEL.

Réquisition n° 968 O.

Propriété dite : « Crégut I », sise contrôle civil des Beni Snassen, tribu des Beni Attig, à 1 km. environ à l'ouest de Sidi Bouhouria.

Requérant : M. Crégut Léon, demeurant et domicilié à Sidi Bouhouria.

Le bornage a eu lieu le 25 janvier 1926.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda, p. i.
SALEL.

Réquisition n° 969 O.

Propriété dite : « Crégut II », sise contrôle civil des Beni Snassen, tribu des Beni Attig, à 500 mètres environ au nord du village de Sidi Bouhouria, en bordure nord de la route n° 403 de Berkane à Oujda, par Taforal.

Requérant : M. Crégut Léon, demeurant et domicilié à Sidi Bouhouria.

Le bornage a eu lieu le 26 janvier 1926.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda, p. i.
SALEL.

Réquisition n° 970 O.

Propriété dite : « Crégut III », sise contrôle civil des Beni Snassen, tribu des Beni Attig, à 2 km. à l'ouest du village de Sidi Bouhouria, en bordure de l'oued El Basseri Moulay M'Hamed.

Requérant : M. Crégut Léon, demeurant et domicilié à Sidi Bouhouria.

Le bornage a eu lieu le 27 janvier 1926.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda, p. i.
SALEL.

Réquisition n° 1051 O.

Propriété dite : « La Boutinière II », sise contrôle civil des Beni Snassen, tribu des Taghedjirt, en bordure des pistes allant de Chetba Lalmi et de l'oued Kiss à Martimprey-du-Kiss.

Requérant : M. Boutin Léon, demeurant et domicilié à Martimprey-du-Kiss.

Le bornage a eu lieu le 6 février 1926.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda, p. i.
SALEL.

Réquisition n° 1220 O.

Propriété dite : « La Boutinière III », sise contrôle civil des Beni Snassen, tribu des Taghedjirt, à 8 km. environ au nord-ouest de Martimprey-du-Kiss, en bordure de la piste allant de ce centre à Adjeroud.

Requérant : M. Boutin Léon, demeurant et domicilié à Martimprey-du-Kiss.

Le bornage a eu lieu le 2 février 1926.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda, p. i.
SALEL.

Réquisition n° 1265 O.

Propriété dite : « Berrabaane », sise contrôle civil des Beni Snassen, tribu des Triffa, en bordure de la piste allant de Mechra Killoul à Adjeroud.

Requérant : M. Boumedieneould M'Hamed Kiloul, demeurant et domicilié douar El Quialil, tribu des Triffa.

Le bornage a eu lieu le 21 novembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda, p. i.
SALEL.

IV. — CONSERVATION DE MARRAKECH

REOUVERTURE DES DELAIS
pour le dépôt des oppositions (art. 29 du dahir du 12 août 1913, modifié par le dahir du 10 juin 1918).

Réquisition n° 530 M.

Propriété dite : « Villas Yolande », sise à Marrakech-Guéliz, avenue des Oudaïas.

Requérant : M. Lasry Haïm, négociant, demeurant à Marrakech-Mellah, rue Corcos, n° 24.

Les délais pour former des oppositions ou des demandes d'inscription à la dite réquisition sont ouverts pendant un délai de deux mois, à compter de la présente insertion sur réquisition de M. le Procureur commissaire du Gouvernement près le tribunal de première instance de Casablanca, en date du 19 février 1926.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Marrakech,
GUILHAUMAUD.

AVIS DE CLOTURES DE BORNAGES**Réquisition n° 601 M.**

Propriété dite : « Abiad », sise banlieue de Marrakech, à 4 km. au nord-ouest, lieudit Abafad.

Requérants : Si Mohammed ben Hadj Omar el Akari ; 2° El Hadj Omar ben Hadj Abbès el Akari ; 3° El Hadj el Hassan, tous demeurant à Marrakech, quartier Bab Aïlan, derb Caïd Rassou, n° 8.

Le bornage a eu lieu le 7 décembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Marrakech,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 623 M.

Propriété dite : « Dawi Plot », sise contrôle civil des Abda Ahmar, lieudit Souk el Tleta de Sidi Embarek.

Requérante : la Compagnie Immobilière du Moghreb, à Casablanca, 129, avenue du Général-Drude, domiciliée à Safi, maison Murdoch Butler.

Le bornage a eu lieu le 26 novembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Marrakech
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 624 M.

Propriété dite : « Souk Sebt Plot », sise contrôle civil des Abda Ahmar, lieudit Souk Sebt.

Requérante : la Compagnie Immobilière du Moghreb, à Casablanca, 129, avenue du Général-Drude, domiciliée à Safi, maison Murdoch Butler.

Le bornage a eu lieu le 23 novembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Marrakech,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 625 M.

Propriété dite : « Hamada Plot », sise contrôle civil des Abda Ahmar, lieudit Souk el Tleta de Sidi Embarek.

Requérante : la Compagnie Immobilière du Moghreb, à Casablanca, 129, avenue du Général-Drude, domiciliée à Safi, maison Murdoch Butler.

Le bornage a eu lieu le 26 novembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Marrakech,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 626 M.

Propriété dite : « Bled el Hassan », sise contrôle civil des Abda Ahmar, lieudit Souk el Tleta de Sidi Embarek.

Requérante : la Compagnie Immobilière du Moghreb, à Casablanca, 129, avenue du Général-Drude, domiciliée à Safi, maison Murdoch Butler.

Le bornage a eu lieu le 26 novembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Marrakech,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 653 M.

Propriété dite : « Arsat el Beït », sise tribu des Rehamna, lieudit Aouiden, douar Toualet.

Requérant : Si Omar bel Hamed Bou N'Har, à Marrakech, quartier de Sidi Abd el Aziz, 18, derb Ouachah, et Si Omar ben Mohammed el Ouriki à Marrakech, quartier derb Dabachi, 7, derb Djedid.

Le bornage a eu lieu le 29 décembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Marrakech,
GUILHAUMAUD.

V. — CONSERVATION DE MEKNÈS**Réquisition n° 367 K.**

Propriété dite : « Haouaria II », sise contrôle civil de Meknès-banlieue, tribu des Guerouane du nord, fraction Aït Abdi, lieu dit Aïn Saboun, sur la piste de Dtaïmi à Meknès.

Requérant : El Haouari el Bahji, demeurant au contrôle civil de

Meknès-banlieue, tribu des Guerouane du nord, douar des Aït Ichou ou Lhassen et domicilié chez M^e Reveillaud, avocat à Fès, 4, rue du Douh son mandataire.

Le bornage a eu lieu le 25 novembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Meknès, p. i.,
CUSY.

Réquisition n° 368 K.

Propriété dite : « Haouaria III », sise contrôle civil de Meknès-banlieue, tribu des Guerouane du nord, fraction Aït Abdi, lieu dit Aïn Saboun.

Requérant : El Haouari el Bahji, demeurant au contrôle civil de Meknès-banlieue, tribu des Guerouane du nord, douar des Aït Ichou ou Lhassen et domicilié chez M^e Reveillaud, avocat à Fès, 4, rue du Douh son mandataire.

Le bornage a eu lieu le 27 novembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Meknès, p. i.,
CUSY.

Réquisition n° 372 K.

Propriété dite : « Mon Plaisir », sise contrôle civil de Meknès-banlieue, tribu des M'Jatt, sur la route de Meknès aux Aït Harzalla à 7 km. de Meknès, près de l'aviation.

Requérant : Zemmouri Abdelmejid, directeur d'école demeurant à Meknès, (école professionnelle).

Le bornage a eu lieu le 19 décembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Meknès, p. i.,
CUSY.

Réquisition n° 385 K.

Propriété dite : « El Fachar II », sise à Meknès (périmètre urbain) au lieu dit Ras Aghil près les fours à chaux.

Requérant : Si Abdesselam ben Bouazza el Fachar, ex-pacha de Mogador, demeurant à Meknès Médina, derb Jemaa Zergua, n° 9.

Le bornage a eu lieu le 28 octobre 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Meknès p. i.,
CUSY.

ANNONCES

La Direction du « Bulletin Officiel » décline toute responsabilité quant à la teneur des annonces

Annonces légales, réglementaires et judiciaires**TRIBUNAL DE PAIX DE MARRAKECH****Avis de l'article 340
du dahir de procédure civile**

Avis est donné à qui il appartient qu'à la suite d'une saisie immobilière pratiquée à l'encontre du Caïd Brahim Bourrial, propriétaire à Marrakech, il va être procédé aux formalités pour parvenir à la vente de :

I. — Dans la ville de Marrakech, rue derb Toubib, quartier Dar Saïd :

1° les trois quarts d'une maison portant le n° 39, de ladite rue ;

2° une autre maison portant le n° 43 de ladite rue ;

3° un terrain vague, sis au même quartier, portant le n° 28 du derb Caïd el Attabi.

II. — Dans la région de Marrakech :

Le domaine utile y compris les superficies zina qui peuvent s'y trouver de :

1° l'azib Handack, sis dans

la fraction des Aït Immour, tribu Guich, comprenant 31 noualas, un bordj, quatre chambres non plafonnées, un terrain autour de l'azib de la superficie d'environ 175 hectares ;

2° l'azib Er-Rhaf, sis près du pont de la route de Mogador sur l'oued N'Fis, Aït Immour, comprenant huit noualas, trois chambres en terre couvertes, une chambre en terre sans terrasse, et un terrain s'étendant entre l'azib et l'ex-route de Mogador, d'une superficie d'environ 60 hectares ;

3° une maison d'habitation sise au douar Caïd Bourrial aux Aït Immour, construite en terre avec deux cours ;

4° une maison dite « Dar Diaf », sise au même lieu que la précédente, construite en terre composée d'un riad, de deux chambres et d'une arcade et petite chambre ;

5° une écurie près de cette maison ;

6° une partie d'un foddan irrigué par la séguia Djedida,

d'une contenance d'environ 2 hectares 1/2 à proximité de la maison ;

7° une part du Djennan, sis près de la maison, contenant quatre cents oliviers, vingt figuiers, cinq abricotiers, quatre pommiers ;

8° animaux sur l'ensemble, un grand bœuf, quatre vaches, cinq veaux, quatre chevaux, deux chameaux, servant à l'exploitation des terres et considérés comme immeuble par destination.

Que les formalités pour parvenir à la vente sont faites au secrétariat du tribunal de paix de Marrakech, où tous détenteurs de titre de propriété et tous prétendants à un droit réel sur lesdits immeubles sont invités à se faire connaître dans le délai d'un mois à compter du présent avis.

Marrakech, le 23 février 1926.

Le secrétaire-greffier en chef,
BRIANT.

**BUREAU DES NOTIFICATIONS
ET EXÉCUTIONS JUDICIAIRES
DE CASABLANCA****AVIS****DE MISE AUX ENCHÈRES**

Il sera procédé, le jeudi 27 mai 1926, à 9 heures, au bureau des notifications et exécutions judiciaires près les tribunaux de Casablanca, au palais de justice, dite ville, à la vente aux enchères publiques au plus offrant et dernier enchérisseur solvable, d'un immeuble immatriculé au bureau de la conservation de la propriété foncière de Casablanca, sous le nom de la propriété dite « Zitouna », titre foncier n° 1586 C., situé à Casablanca, rue des Ouled Hariz, consistant en un terrain nu d'une contenance de 2 ares 53 centiares, borné par 4 bornes et limité :

Au nord-est, de B. 1 à 2, par Bernardin ; au sud-est, de B.

2 à 3, par la rue des Ouled Harriz ; au sud-ouest, de B. 3 à 4, par la propriété dite « Lotissement de l'avenue du Général-d'Amade, n° 9, réq. 2413 C., lesdites bornes respectivement communes avec les bornes 8 et 7 de cette propriété ; au nord-ouest, de B. 4 à 1, la propriété dite « Joseph-II », réq. 2575 C., lesdites bornes respectivement communes avec les bornes 3 et 2 de cette propriété.

Cet immeuble a été saisi à la requête de M. Joseph Polizzi, industriel, demeurant à Casablanca, rue Chevandier-de-Valdrôme, ayant domicile élu en le cabinet de M^e Surdon, avocat, à Casablanca, à l'encontre de M. Batrouni Georges, négociant, demeurant ci-devant à Casablanca, rue du Commandant-Provost, actuellement sans domicile ni résidence connus, pour lui M^e Millet, avocat à Casablanca, son curateur, en vertu d'un certificat d'inscription hypothécaire, en date du 18 décembre 1924.

L'adjudication aura lieu aux clauses et conditions du cahier des charges.

Dès à présent, toutes offres d'enchères peuvent être faites au bureau des notifications et exécutions judiciaires de Casablanca, jusqu'à l'adjudication. Cependant, à défaut d'offres et aussi dans le cas d'offres manifestement insuffisantes, avant les trois jours qui précéderont l'adjudication, celle-ci pourra être reportée à une date ultérieure.

Pour plus amples renseignements, s'adresser audit bureau détenteur du procès-verbal de saisie, du cahier des charges et des pièces.

Casablanca, le 27 février 1926.
Le secrétaire-greffier en chef,
J. AUTHEMAN.

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Rabat.

Inscription n° 1393,
du 26 février 1926.

Suivant acte notarié reçu par le greffe du tribunal de paix de Fès, le 11 février 1926, dont une expédition a été déposée au greffe du tribunal de première instance de Rabat, le 26 du même mois, M. Thomas Vezolles, restaurateur, demeurant à Fès, Dar Mahrès, a vendu à M. Gaston-Siméon Barthélémy, restaurateur, demeurant aussi à Fès, Dar Mahrès, le fonds de commerce de restaurant à l'enseigne de « Restaurant Vezolles », qu'il exploitait à Fès, Dar Mahrès, avec tous

les éléments corporels et incorporels qui le composent.

Les oppositions sur le prix seront reçues au greffe du tribunal de première instance de Rabat, dans les quinze jours de la deuxième insertion qui sera faite du présent extrait dans les journaux d'annonces légales.

Pour première insertion.
Le secrétaire-greffier en chef,
A. KUHN.

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca.

D'un acte reçu au bureau du notariat de Casablanca, le 15 février 1926, il appert que M. Diégo Linan a vendu à M. Adrian Garcia, un fonds de commerce de café débit de boissons, sis à Casablanca, rue du Commandant Provost et dénommé « Café de la Poste », avec tous les éléments corporels et incorporels.

Suivant prix, charges clauses et conditions insérés à l'acte dont une expédition a été transmise au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca, pour son inscription au registre du commerce où tout créancier pourra former opposition dans les quinze jours de la seconde insertion du présent dans les journaux d'annonces légales.

Pour première insertion.
Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca.

D'un acte reçu au bureau du notariat de Casablanca, le 4 février 1926, il appert que M. Auguste-Henri Mochet, a cédé à M. Jules Fleury, tous les droits, parts et portions lui appartenant dans un fonds de commerce d'accessoires de véhicules automobiles, vente et achat d'autos et réparations ; le dit fonds de commerce dépendant de la société en nom collectif ayant existé entre MM. Fleury et Mochet et situé à Casablanca, boulevard de la Gare n° 66 et 80, et ce, suivant prix, charges et conditions insérés à l'acte.

Que par suite de cette cession, la société en nom collectif, constituée suivant acte en date du 10 novembre 1919, sous la raison sociale « Fleury et Mochet », et ayant pour objet

l'exploitation du fonds de commerce précité, se trouve dissoute purement et simplement à compter du 1^{er} février 1926.

Et autres clauses et conditions insérées à l'acte dont une expédition a été transmise au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca, pour son inscription au registre du commerce où tout créancier pourra former opposition dans les quinze jours de la seconde insertion du présent dans les journaux d'annonces légales.

Pour seconde insertion.
Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca.

D'un acte reçu au bureau du notariat de Casablanca, le 5 février 1926, il appert que M. Salomon Tangy a vendu à Mme Cécile Poingt, épouse Monard, un fonds de commerce d'épicerie-alimentation générale sis à Casablanca, route des Ouled Ziane n° 180 avec tous éléments corporels et incorporels.

Suivant prix, charges, clauses et conditions insérés à l'acte dont une expédition a été transmise au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca, pour son inscription au registre du commerce où tout créancier pourra former opposition dans les quinze jours de la seconde insertion du présent dans les journaux d'annonces légales.

Pour seconde insertion.
Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.

DIRECTION DES EAUX ET FORÊTS

Adjudication des coupes à tanin dans les forêts de la Mamora

AVIS

A la diligence du conservateur des eaux et forêts, directeur des eaux et forêts du Maroc, il sera procédé le jeudi 1^{er} avril 1926, à 16 heures, à Rabat, dans une des salles des services municipaux, à la mise en adjudication publique aux enchères de neuf lots de coupes à tanin à exploiter dans la forêt ci-après désignée :

Forêt de la Mamora
(Circonscription de Kénitra)
9 lots suspenant 65.985 chênes-liège susceptibles de produire environ :
14.900 quintaux de tanin ;
27.500 quintaux de liège mâle ;
45.000 stères de bois ;
12.893 perches.

Les personnes intéressées pourront prendre connaissance des clauses et conditions du cahier des charges, des clauses spéciales et du cahier affiche relatifs à cette vente dans les bureaux du service des eaux et forêts, à Rabat, Salé et Kénitra.

Rabat, le 26 février 1926.
Le conservateur des eaux et forêts, directeur des eaux et forêts du Maroc,
BOUDY.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE DE RABAT

D'un jugement du tribunal de première instance de Rabat, rendu contradictoirement le 13 novembre 1925, entre :

M. Jean Balois, architecte, demeurant à Rabat ;
Et Mme Balois née Juliette Sigaut, demeurant à Paris, 5, rue d'Alençon.

Il appert que le divorce a été prononcé entre les dits époux, à leurs torts réciproques.

Le secrétaire-greffier en chef,
A. KUHN.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE DE RABAT

D'un jugement du tribunal de première instance de Rabat, rendu par défaut, le 14 octobre 1925, entre :

M. Louis-Marie-Laurent Chatelain, chef du service des antiquités du Maroc, demeurant à Volubilis, près de Meknès, défendeur ;

Et Mme Chatelain, née Félicie Catherine-Marie-Louise Benech, sans profession, demeurant à Caraman (Haute-Garonne), défenderesse défaillante.

Il appert que le divorce a été prononcé entre les dits époux, au profit du mari.

Le secrétaire-greffier en chef,
A. KUHN.

DIRECTION GÉNÉRALE DES TRAVAUX PUBLICS

AVIS D'ADJUDICATION

Le 1^{er} avril 1926, à 16 h. 30, dans les bureaux de l'ingénieur de l'arrondissement de Fès, il sera procédé à l'adjudication sur offres de prix des travaux ci-après désignés :

Route n° 26 de Fès à l'Ouergha. — Aménagement de garages et de virages entre les P. M. 0 k. 000 et 67 k. 040.

Dépense à l'entreprise : 145.152 francs.

Cautionnement provisoire : 2.500 francs.

Cautionnement définitif : 5.000 francs.

Pour les conditions de l'adjudication et la consultation du cahier des charges, s'adresser à l'ingénieur de l'arrondissement de Fès.

N. B. — Les références des candidats devront être soumises au visa de l'ingénieur susdésigné, à Fès, avant le 21 mars 1926.

Le délai de réception des soumissions expiré le 31 mars 1926, à 18 heures.

Rabat, le 2 mars 1926.

DIRECTION GÉNÉRALE
DES TRAVAUX PUBLICS

AVIS D'ADJUDICATION

Le 1^{er} avril 1926, à 16 heures, dans les bureaux de l'ingénieur de l'arrondissement de Fès, il sera procédé à l'adjudication au rabais, sur soumission cachetée, des travaux ci-après désignés :

Route n° 302, de Fès à Aïn Aïcha. — Aménagement de garages et élargissement de la chaussée entre les P. M. 0 k. 000 et 21 k. 000.

Dépense à l'entreprise : 149.103 francs.

Cautionnement provisoire : 2.500 francs.

Cautionnement définitif : 5.000 francs.

Pour les conditions de l'adjudication et la consultation du cahier des charges, s'adresser à l'ingénieur de l'arrondissement de Fès.

N. B. — Les références des candidats devront être soumises au visa de l'ingénieur susdésigné à Fès, avant le 21 mars 1926.

Le délai de réception des soumissions expiré le 31 mars 1926, à 18 heures.

Rabat, le 2 mars 1926.

DIRECTION GÉNÉRALE
DES TRAVAUX PUBLICS

AVIS D'ADJUDICATION

Le 2 avril 1926, à 15 heures, dans les bureaux de l'arrondissement du Gharb, place de France, à Kénitra, il sera procédé à l'adjudication sur offres de prix des travaux ci-après désignés :

Infirmier indigène d'Ouezzan. — Construction d'une maison d'habitation pour le médecin-chef.

Cautionnement provisoire : 3.000 fr.

Cautionnement définitif : 6.000 fr.

Pour les conditions de l'adjudication et la consultation du cahier des charges, s'adresser à M. l'ingénieur, chef de l'arrondissement du Gharb, à Kénitra.

N. B. — Les références des candidats devront être soumi-

ses au visa de l'ingénieur, chef de l'arrondissement du Gharb, à Kénitra, avant le 23 mars 1926, à 18 heures.

Le délai de réception des soumissions expiré le 1^{er} avril 1926, à 18 heures.

Rabat, le 1^{er} mars 1926.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
DE RABAT

Bureau des faillites

Suivant jugement en date du 24 février 1926, le tribunal de première instance de Rabat a résolu le concordat accordé au sieur Rodière Janvier, constructeur, avenue de Témara, à Rabat, et a prononcé la réouverture de sa faillite.

La date de cessation des paiements a été fixée provisoirement au 17 février 1924.

Le Chef du Bureau,
L. CHADUC.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
DE RABAT

Bureau des faillites

Audience du lundi 15 mars 1926, (3 heures du soir).

Faillites

Rodière Janvier, avenue de Témara, Rabat, pour maintien de syndic.

Guglielmi, ex-négociant, Rabat et Kénitra, pour dernière vérification.

Liquidations judiciaires

Fetah ben Abbas el Lahlou, négociant, Rabat, pour dernière vérification.

Boue Eliacin, entrepreneur, Rabat, pour dernière vérification.

Robert et Provost, plombiers, Rabat, pour dernière vérification.

Ifrah Salomon, bazar, rue Souika, Rabat, pour reddition de comptes.

Le Chef du Bureau,
L. CHADUC.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
DE RABAT

Bureau des faillites

Suivant jugement du tribunal de première instance de Rabat, en date du 3 mars 1926, le sieur Charles Delaunay, mécanicien, rue Colbert, à Fès (ville nouvelle), a été déclaré en état de faillite.

La date de cessation des paiements a été fixée provisoirement au 14 octobre 1925.

Le Chef du Bureau,
L. CHADUC.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
DE RABAT

Bureau des faillites

Suivant jugement en date du 3 mars 1926, le tribunal de première instance de Rabat a résolu le concordat accordé au sieur :

Joseph Bendavid, cinéma du Mellah, à Rabat, et a déclaré la réouverture de sa faillite.

La date de cessation des paiements a été fixée provisoirement au 14 décembre 1923.

Le Chef du bureau,
L. CHADUC.

TRIBUNAL DE PAIX DE MARRAKECH

Succession vacante Hachoum Abdelkader

Par ordonnance de M. le juge de paix de Marrakech, du 31 décembre 1925, la succession de M. Hachoum Abdelkader, en son vivant écrivain public à Marrakech, a été déclarée présumée vacante.

Les héritiers et tous ayants droit de la succession sont priés de se faire connaître et produire au tribunal de paix de Marrakech toutes pièces justifiant leurs qualités héréditaires ; les créanciers sont invités à produire leurs titres de créances avec toutes pièces à l'appui.

Passé le délai de deux mois à dater de la présente insertion, il sera procédé à la liquidation et au règlement de la succession entre tous les ayants droit connus.

Le curateur,
KRAMER.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
DE RABAT

Suivant requête enregistrée au secrétariat le 16 janvier 1926, il a été appelé que la dame Bernadini, née Vincenzini, tente une action en divorce à l'encontre de son mari. La tentative de réconciliation prévue par l'article 412 du dahir sur la procédure civile a été fixée au 20 mars 1926, à neuf heures du matin. Le sieur Bernadini est invité à se présenter en personne à la date ci-dessus fixée par devant M. le président du tribunal de première instance de Rabat, en son cabinet au palais de justice de ladite ville, rue de la Marne. Lui déclarant que faute par lui de satisfaire à la présente convocation il sera donné défaut à son encontre et statué ce que de droit.

Le secrétaire-greffier en chef,
A. KURN.

DIRECTION GÉNÉRALE
DES TRAVAUX PUBLICS

AVIS D'ADJUDICATION

Le 29 mars 1926, à 15 heures, dans les bureaux de l'ingénieur des ponts et chaussées, chef de l'arrondissement de Rabat, il sera procédé à l'adjudication sur offres de prix des travaux ci-après désignés :

Route n° 209 de Tiflet à Oulmès. — Construction de la plateforme et des ouvrages d'art entre le pont de Maaziz et le plateau de Toudjine sur 5 km. 603.

Cautionnement provisoire : 500 francs.

Cautionnement définitif : 1.000 francs.

Pour les conditions de l'adjudication et la consultation du cahier des charges, s'adresser à l'ingénieur de l'arrondissement de Rabat.

N. B. — Les références des candidats devront être soumises au visa de l'ingénieur susdésigné, à Rabat, avant le 20 mars 1926.

Le délai de réception des soumissions expiré le 28 mars 1926, à 18 heures.

Rabat, le 1^{er} mars 1926.

BUREAU DES FAILLITES,
LIQUIDATIONS
ET ADMINISTRATIONS JUDICIAIRES
DE CASABLANCA

Succession vacante ESTAILLARD Marie-Jeanne dite Ryo Jane

Par ordonnance de M. le juge de paix de la circonscription sud de Casablanca, en date du 2 mars 1926, la succession Estailard Marie-Jeanne dite Ryo Jane, en son vivant demeurant à Casablanca, 131, boulevard de la Liberté, chez Mme Obscur, a été déclarée présumée vacante.

Cette ordonnance désigne M. G. Causse, secrétaire-greffier, en qualité de curateur.

Les héritiers et tous ayants droit de la succession sont priés de se faire connaître et produire au bureau des faillites, liquidations et administrations judiciaires, au palais de justice, à Casablanca, toutes pièces justifiant leurs qualités héréditaires ; les créanciers sont invités à produire leurs titres de créances avec toutes pièces à l'appui.

Passé le délai de deux mois à dater de la présente insertion, il sera procédé à la liquidation et au règlement de la succession entre tous les ayants droit connus.

Le Chef du bureau,
J. SAUVAN

BUREAU DES FAILLITES,
LIQUIDATIONS
ET ADMINISTRATIONS JUDICIAIRES
DE CASABLANCA

FAILLITE HAIM RUMY

Par jugement du tribunal de première instance de Casablanca, en date du 2 mars 1926, le sieur Haim Rumy, négociant au Tlet de Sidi ben Nour (Doukkala), a été déclaré en état de faillite.

La date de cessation des paiements a été fixée provisoirement au dit jour, 2 mars 1926.

Le même jugement nomme : M. Rabaut, juge-commissaire ; M. Ferro, syndic provisoire ; M. le secrétaire-greffier en chef de Mazagan, co-syndic provisoire.

Le Chef du bureau,
J. SAUVAN.

EMPIRE CHÉRIFIEN

Vizirat des Habous

Il sera procédé le mercredi 10 ramadan 1344 (24 mars 1926), à 10 heures, dans les bureaux du mouraqib des Habous à Mazagan, à la cession aux enchères par voie d'échange de deux lots à bâtir, avec leurs servitudes actives et passives, sis à l'ancienne daya à Mazagan, d'une superficie de 645 et 668 mètres carrés environ chacun, sur la mise à prix respective de 8385 francs et 8684 francs.

Pour renseignements, s'adresser :

Au mouraqib des Habous à Mazagan, au vizirat des Habous et à la direction des affaires chérifiennes (contrôle des Habous), à Rabat.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
DE CASABLANCA

Distribution par contribution
Haag

Le public est informé qu'il est ouvert au secrétariat-greffier du tribunal de première instance de Casablanca, une distribution par contribution des sommes provenant de la vente aux enchères publiques d'un camion automobile saisi à l'encontre du sieur Jean Haag, demeurant à Casablanca, rue Pont-à-Mousson.

Tous les créanciers du sus-nommé devront, à peine de déchéance, adresser leurs bordereaux de production avec titres à l'appui, dans un délai de 30 jours à compter de la seconde publication.

Pour seconde insertion.
Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
DE CASABLANCA

Distribution par contribution
El Ghali ben Ahmed

Le public est informé qu'il est ouvert au secrétariat-greffier du tribunal de première instance de Casablanca, une procédure de distribution par contribution des sommes provenant de la vente aux enchères publiques de divers biens mobiliers saisis à l'encontre de Si el Ghali ben Ahmed Zenati, demeurant à Fédhala.

Tous les créanciers du sus-nommé devront, à peine de déchéance, adresser leurs bordereaux de production avec titres à l'appui, dans le délai de trente jours à compter de la seconde publication.

Pour seconde insertion.
Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.

Délimitation du domaine public

AVIS

D'OUVERTURE D'ENQUÊTE
(Application de l'article 7 du dahir du 1^{er} juillet 1914 sur le domaine public).

En vertu d'un arrêté du directeur général des travaux publics, en date du 25 février 1926, une enquête d'un mois est ouverte à Mazagan, à compter du 8 mars 1926, au sujet d'un projet de délimitation du domaine public le long de l'océan au lieu dit « Biar el Asara », à 35 kms. au sud de Mazagan, et à l'ouest de la piste côtière de Safi.

Le dossier de l'enquête est déposé dans les bureaux du contrôle civil des Doukkala, à Mazagan, où il peut être consulté.

Les observations auxquelles le projet pourra donner lieu seront consignées sur un registre ouvert à cet effet.

Délimitation du domaine public

AVIS D'OUVERTURE
D'ENQUÊTE

(Application de l'article 7 du dahir du 1^{er} juillet 1914 sur le domaine public).

En vertu d'un arrêté du directeur général des travaux publics, en date du 25 février 1926, une enquête d'un mois est ouverte à Mazagan, à compter du 8 mars 1926, au sujet d'un projet de délimitation du domaine public le long de l'océan, au lieu dit « Dâr Louamra », à 40 kms. au sud de Mazagan et à l'ouest de la piste côtière de Safi.

Le dossier de l'enquête est déposé dans les bureaux du contrôle civil des Doukkala, à Mazagan, où il peut être consulté.

Les observations auxquelles le projet pourra donner lieu seront consignées sur un registre ouvert à cet effet.

SEQUESTRES DE GUERRE

Région du Gharb

Séquestre Von Fischer-
Treuenfeld

Deuxième requête additive aux fins de liquidation, présentée par M. le gérant général des séquestres de guerre, 1, avenue des Touargas à Rabat, à M. le contrôleur civil, chef de la région du Gharb à Kénitra.

Biens à Liquider :

Un terrain dénommé « Er Remila », sis contrôle civil de Mechra bel Ksiri, tribu des Mokhtar, douars Abdelkader ben Maati et El Djerba, d'environ 85 (quatre vingt cinq) hectares.

Limites :

Nord : un fossé, dit Sas el Amri ou El Miloudi ;
Est : une dépression dénommée Oued Ferdji et Oued Miet ;
Sud : Oued Beth ;
Ouest : l'adir Djerba, propriété domaniale.

L'article 5 accorde aux intéressés pour intervenir auprès du chef de la région un délai de deux mois après la date de la publication au Bulletin Officiel de la présente requête.

Rabat, le 8 février 1926.

Le gérant général
des séquestres de guerre,
LAFFONT.

SERVICE DES COLLECTIVITÉS
INDIGÈNES

AVIS

Il est porté à la connaissance du public que le procès-verbal de délimitation des immeubles collectifs dénommés « Er Raba », « Skhours », « Jenabia », appartenant respectivement aux collectivités Ouled Tmimé Ouled Oguil, Ouled Tmimé et M'Taya, dont la délimitation a été effectuée du 25 au 28 mai 1925, a été déposé le 6 février 1926, au bureau des renseignements des Rehamna-Sraghna, et le 11 février 1926, à la Conservation Foncière de Marrakech où les intéressés peuvent en prendre connaissance.

Le délai pour former opposition à ladite délimitation est de six mois à partir du 9 mars

1926, date de l'insertion de l'avis de dépôt au Bulletin Officiel n° 698.

Les oppositions seront reçues au bureau des renseignements des Rehamna et à la Conservation Foncière de Marrakech.

DIRECTION DES EAUX ET FORÊTS

AVIS

Il est porté à la connaissance du public que le procès-verbal de délimitation de la forêt des Smaala, (contrôle civil d'Oued Zem), dont le bornage a été effectué le 1^{er} juillet 1924 et jours suivants, sera déposé le 9 mars 1926, dans les bureaux du contrôle civil d'Oued Zem, où tous les intéressés pourront en prendre connaissance.

Le délai pour former opposition à ladite délimitation est de trois mois à dater du 9 mars 1926, date de l'insertion du présent avis au Bulletin Officiel du Protectorat.

Les oppositions seront reçues dans les bureaux du contrôle civil d'Oued Zem.

Rabat, le 14 janvier 1926.

Le directeur des eaux et forêts,
BOUDY.

SEQUESTRES DE GUERRE

Région de Marrakech

Séquestre W. Marx et Cie
Weiss et Maur, Von Maur.

Troisième requête additive aux fins de liquidation, présentée par M. le gérant général des séquestres de guerre, à Rabat, à M. le général commandant la région de Marrakech.

Biens à liquider :

La moitié indivise (l'autre moitié indivise présumée appartenir aux ayants droit de feu Hadj Mokhtar ben Abid) des immeubles ci-après :

N° 1. — Un fondouk dénommé « Fondouk Hadj Mokhtar ben Abid I », sis au Souk Sidi Abd el Aziz, à Marrakech, d'une contenance totale d'environ 725 (sept cent vingt-cinq) mètres carrés ;

Limites :

Nord : Souk Sidi Abd el Aziz ;
Est : boutiques des Habous et fondouk du Pacha Hadj Thami ;

Sud : immeubles Baroudyn ;
Ouest : immeubles Habous.

N° 2. — Un fondouk dénommé « Fondouk Hadj Mokhtar ben Abid II », sis au Souk Sidi Abd el Aziz à Marrakech, d'une contenance totale d'environ 920 (neuf cent vingt) mètres carrés ;

Limites :

Nord : Souk Abd el Aziz ;

Est : Habous, Fkèh Si Allal el Berkhossi, ruelle ;
Sud : Hadj bel Kacem, Driss ben Abid ;

Ouest : Fondouk Hadj Mokhtar ben Abid I, décrit ci-dessus.

La présente requête additive en liquidation annule l'article n° 1 de la requête additive du 31 janvier 1925, publiée au Bulletin Officiel n° 645, du 3 mars 1925 et l'article unique de la requête additive du 21 mars 1925, publiée au Bulletin Officiel n° 650, du 7 avril 1925, ces deux requêtes susvisées ayant pour objet un droit au bail relatif aux deux immeubles décrits ci-dessus.

L'article 5 du dahir du 3 juillet 1920 accorde aux intéressés pour intervenir auprès du chef de région, un délai de deux mois après la date de la publication au Bulletin Officiel de la présente requête.

Rabat, le 30 janvier 1926.

SEQUESTRES DE GUERRE

Région de Mogador

Séquestre Otto Mannesmann

Quatrième requête aux fins de liquidation présentée par le gérant général des séquestres de guerre, à Rabat, à M. le contrôleur civil de Mogador.

Biens à liquider :

Tribu des Mrameur ;

I. — Fraction des Hart.

La moitié indivise (l'autre moitié à Ali ben Hadj Hamou Harti Amrani) des immeubles désignés sous les numéros 1 et 2.

N° 1. — « Jardin de figuiers et amandiers d'Ali ben Hadj Hamou », d'environ 3.000 (trois mille) mètres carrés.

Limites :

Nord : Ait El Eltarch.

Est : Ait ben Zekri et Ait ben Tidji.

Sud : sentier conduisant à l'oued et au delà Ali ben Hadj Hamou.

Ouest : immeuble n° 2 de la présente requête.

N° 2. — « Jardin d'Ali ben Hadj Hamou », d'environ 3.500 (trois mille cinq cents).

Limites :

Nord : Ait Ettarch.

Est : un immeuble dréuétu
Est : immeuble n° 1 de la présente requête.

Sud : sentier conduisant à l'oued et au delà Ali ben Hadj Hamou.

Ouest : Abdallah ben Belaïd.

N° 3. — Le cinquième indivis (les autres quatre cinquièmes à Abdallah ben Djilali ben Skika) de l'immeuble « Jardin de Grenadiers à la séguia El Khelf », d'environ 1.130 (mille cent tren-

te) mètres carrés irrigué par la séguia El Khelf.

Limites :

Nord : séguia El Khelf.

Est : Oued Mrameur.

Sud Djemaa El Harra.

Ouest : Dar Khaouat.

La totalité des immeubles désignés ci-après sous les numéros 4 à 7 acquis de Dahman ben Messaoud Hartsi.

N° 4. — « Aouid Bouh-mouch », d'environ 6.000 (six mille) mètres carrés.

Limites :

Nord : Abdelaziz el Bhli.

Est : Abdallah el Bekhal.

Sud : ruisseau.

Ouest : Abdallah ben Hartar.

N° 5. — « Hofrat Er Rehal », d'environ 5.000 (cinq mille) mètres carrés.

Limites :

Nord : Mokhtar ben el Hadj.

Est : Ouled M'Barek ben Dahman ou Melk Harria.

Sud : Miloud ben M'Barek

Ouest : Djilali bel Mounir.

N° 6. — « Djenan Dahman ben Messaoud », d'environ (quatre) hectares.

Limites :

Nord : piste conduisant du douar au Tléta el Hart.

Est : Djenan bel Ghir.

Sud : Boujemmaa ben Aji.

Ouest : immeubles désignés sous le n° 7 de la présente requête.

N° 7. — « Deux jardins de cactus de Dahman en Messaoud », deux parcelles contiguës d'une contenance totale d'environ 1.000 (mille) mètres carrés.

Limites :

Nord : immeuble n° 6 de la présente requête.

Est : piste de Souk el Had.

Sud : cimetièrre.

Ouest : Miloud ben Ali.

La moitié indivise (l'autre moitié à Djilali bel Mekki Hartsi Harri) des immeubles désignés ci-après sous les numéros 8 à 14.

N° 8. — « Harricha », d'environ 1.000 (mille) mètres carrés.

Limites :

Nord : Saïd ben Djilali.

Est : Hamed ben Afi.

Sud : immeuble n° 9 de la présente requête.

Ouest : Mohamed ben Abdallah Mansour.

N° 9. — « Bernich El Ah-rach », d'environ 1.900 (mille neuf cents) mètres carrés.

Limites :

Nord : immeuble n° 8 de la présente requête.

Est : Saïd ben Hafa.

Sud : terrain makhzen dénommé « Abdallah Mansour ».

Ouest : Melk ben Hamiti.

N° 10. — « Terrain Djilali ben Mekki », d'environ 2.000 (deux mille) mètres carrés.

Limites :

Nord et ouest : Abdallah ben Hamou.

Est : Tahar ben Abdallah.

Sud : Hourman ben el Khaoua.

N° 11. — « Jardin de Djilali ben Mekki », d'environ 1.200 (mille deux cents) mètres carrés.

Limites :

Nord : Ahmed ben Djilali.

Est : Habous.

Sud : Hadj Djilali ben El Khaoua.

Ouest : Tahar ben Mohamed.

N° 12. — « Sour ben Bouzid », d'environ 1 ha. 1/2 (un hectare et demi).

Limites :

Nord : la maison de Omar ben Lhassene.

Est : Ould Si Fatmi.

Sud : Caïd Allal.

Ouest : Saguia El Khelf.

N° 13. — « Omar bel Lhas-sène bel Khaoua », d'environ 1.800 (mille huit cents) mètres carrés.

Limites :

Nord : Oued Mrameur.

Est : Melk el Haramcha.

Sud Ouled Si Fatmi.

Ouest : Ouled Si M'Barek bel Khaoua.

N° 14. — « Feddan Harrich », d'environ 1.300 (mille trois cents) mètres carrés.

Limites :

Nord : Ouled Abbou ben Belaïd.

Est : Ouled Si Fatmi.

Sud : Ben Zekri.

Ouest : Ouled Si M'Barek bel Khaoua.

II. — Fraction des Tikten.

N° 15. — La moitié indivise (l'autre moitié à Regragui ben M'Barek) d'une maison avec dépendances d'environ 1.500 (mille cinq cents) mètres carrés, limitée de tous les côtés par la propriété des Ouled bel Fatmi ben Dahman.

III. — Fraction des M'Ziliat.

N° 16. — La moitié indivise (l'autre moitié à Mohamed, dit Aomar), d'environ 800 (huit cents) mètres carrés.

Limites :

Nord : Hadj Thami.

Est : Mohamed ben Mohamed dit Aomar.

Sud : Ahmed ben Ali.

Ouest : Ahmed Chleuh.

IV. — Fraction des Souirah.

N° 17. — La moitié indivise (l'autre moitié à M'Barek ben Ahmed) d'un pressoir à huile, sis au village de Souirah, d'environ 100 (cent) mètres carrés.

Limites :

Nord : piste du Souk el Had des Mrameur.

Est : Melk Djimma.

Sud : Dar el Baroud.

Ouest : Dar Ait ben Nahoun.

N° 18. — La moitié indivise (l'autre moitié à M'Barek ben Ahmed) d'une maison sise au village de Souirah, d'environ 600 (six cents) mètres carrés.

Limites :

Nord : Dar el Ait Si el Madani.

Est : Douar Sidi Abdallah.

Ouest : Dar Ait ben Nahoun.

V. — Fraction des Harti.

N° 19. — La moitié indivise (l'autre moitié à l'Etat chéri-

fien) de l'immeuble « Feddan Mohamed ben Hassan », d'environ 3 (trois) hectares 13 (treize) ares.

Limites :

Nord : Ali ben Bou Azza.
Est : sentier de Si Ahmed Chentouf.

Sud : Hassan Ziati.

Ouest : Chemin des Ougzen.

N° 20. — La moitié indivise d'une maison (l'autre moitié à Mohamed ben Hassan Chleuh) d'environ 500 (cinq cents) mètres carrés, sise dans la propriété décrite ci-dessus sous le n° 19.

VI. — Fraction des N'Joumi.

La moitié indivise (l'autre moitié à Lhassen ben Mohamed N'Joumi el Messoudi) des immeubles désignés ci-après sous les n° 21, 22 et 23.

N° 21. — « Djenan Youcaff », d'environ 800 (huit cents) mètres carrés.

Limites :

Nord et ouest : Feddan Bakadir.

Est : Brahim bou Nouifa.

Sud : Lhassen ben Mohamed N'Joumi.

N° 22. — « Feddan Khalaoua », d'environ 1.200 (mille deux cents) mètres carrés.

Limites :

Nord : Feddan Bouchfa.

Est : Ben Hadj Mohamed.

Sud : citernes de Ben Kaoum.

Ouest : Cheikh Mohamed ben Lignida.

N° 23. — « Feddan Dib », d'environ 1.900 (mille neuf cents) mètres carrés.

Limites :

Nord : Ben Sallem.

Est : Kissaria.

Sud : Chaabat el Bir.

Ouest : Lhassen ben Mohamed N'Joumi.

L'article 5 du dahir du 3 juillet 1920 accorde aux intéressés pour intervenir auprès du chef de région un délai de deux mois après la date de la publication au Bulletin Officiel de la présente requête.

Rabat, le 8 janvier 1926.

LAFFONT.

AVIS

Réquisition de délimitation concernant 108 parcelles acquises de l'administration des habous et sises dans la banlieue de Taza.

Le chef du service des domaines,

Agissant au nom et pour le compte de l'Etat chérifien, en conformité des dispositions de l'article 3 du dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334), portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'Etat modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejeb 1341), requiert la délimi-

tation des immeubles domaniaux désignés ci-après, inscrits au sommier de consistance de Taza-rural, sous les n° 55 à 162 inclusivement :

N° 55 T. R. « Bled Es Souier », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Timarhalt.

Limites :

Nord : terrain d'El Hiri ;
Sud : bled El Bouier n° 56 T. R. ;
Est : bled El Araïs n° 57 T. R. ;

Ouest : oued Bit Roulam.
N° 56 T. R. « Bled El Bouier », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : bled Es Souier n° 55 T. R. ;
Est : bled El Araïs n° 57 T. R. ;
Sud : piste de Bab Bou Akareb ;

Ouest : oued Bit Roulam ;
N° 57 T. R. « Bled El Araïs », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : oued El Gouireg.
Est : oued El Gouireg ;
Sud : piste de Bab Bou Akareb ;
Ouest : bled El Bouier n° 56 T. R.

N° 58 T. R. « Bled Dehar Ayad », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Timarhalt.

Limites :

Nord : piste de Bab Bou Akareb ;
Est : terrain de Tayeb et Oulad el Rouira ;
Sud : terrain de Tayeb ;
Ouest : ligne de crête.

N° 59 T. R. « Bled Doumat Bou Akareb », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Timarhalt.

Limites :

Nord : terrain de Haj Tayeb Guerraou ;
Est : oued El Gouireg ;
Sud : piste de Jeouna ;
Ouest : bled El Mesdoura n° 60 T. R. et terrain Touach.

N° 60 T. R. « Bled El Mesdoura », tribu des Beni Ouajan, fraction des Ahl Chekka.

Limites :

Nord : bled El Mehajer n° 61 T. R. ;
Est : terrain Touach et ligne de crête ;

Sud : piste de Jeouna ;
Ouest : oued Bit Roulam.
N° 61 T. R. « Bled El Mehajer », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Timarhalt.

Limites :

Nord : Piste de Bab Bou Akareb ;
Est : bled Dehar Ayad n° 58 T. R. ;
Sud : bled El Mesdoura n° 60 T. R. ;

Ouest : oued Bit Roulam.
N° 62 T. R. « Bled El Haz-

zaba », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Timarhalt.

Limites :

Nord : bled Rag el Rezal n° 63 T. R. ;

Est : ligne de crête ;
Sud : piste des Beni Bou Guitoun ;

Ouest : oued El Gouireg.
N° 63 T. R. « Bled Rag el Rezal », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Timarhalt.

Limites :

Nord : terrain du fquih Ali Tag ;

Est : ligne de crête à partir du col de la piste de Jeouna ;
Sud : piste de Jeouna de séparant du bled El Hazzaba ;
Ouest : oued El Gouireg.

N° 64 T. R. « Bled Gaada el Hamra », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Maakal.

Limites :

Nord : bled Haoud Assekour n° 65 T. R. ;

Est : séguia ;
Sud : ancienne piste de Mçoun et route de Taza-Oujda ;
Ouest : oued Gouireg.

N° 65 T. R. « Bled Haoud Assekour », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Maakal.

Limites :

Nord : piste le séparant du bled Nekhila n° 66 T. R. et ancienne séguia ;

Est : ancienne séguia et piste ;
Sud : bled Gaada el Hamra n° 64 T. R.

Ouest : piste de Meknassa Foukania.

N° 66 T. R. « Bled En Nekhila », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Timarhalt.

Limites :

Nord et ouest : piste de Meknassa la séparant du bled Doumat el Cadi n° 67 T. R. ;

Est : ancienne séguia ;
Sud : piste de Sidi Hamou Meftah.

N° 67 T. R. « Bled Doumat el Cadi », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Timarhalt.

Limites :

Nord : séguia ;
Est : oued Ben Hamada et piste de Meknassa ;

Sud : piste de Meknassa et oued El Gouireg ;
Ouest : oued Larbaâ.

N° 68 T. R. « Bled Gaadat el Abid », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Timarhalt.

Limites :

Nord : oued Larbaâ ;
Est : piste de Meknassa le séparant du terrain de Bouzidi ;

Sud et ouest : oued Ben Hamada.

N° 69 T. R. « Bled Kantraf Bou Lajeraf », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Timarhalt.

Limites :

Nord et ouest : oued El Arbaâ ;

Est : terrain de Bouzidi et piste de Meknassa Foukania ;
Sud : oued Bou Lajeraf.

N° 70 T. R. « Bled El Messar », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Timarhalt.

Limites :

Nord et est : ravin jusqu'à l'oued Bou Lajeraf ;

Sud : ravin qui va de la piste de Si Hamou Meftah à l'oued Bou Lajeraf ;

Ouest : oued Bou Lajeraf.
N° 71 T. R. « Bled Sehb el Assal », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : ravin ;
Est : ligne de crête ;
Sud : piste de Meknassa et bled Kassi el Khammar n° 72 T. R. ;

Ouest : deux ravins.
N° 72 T. R. « Bled Kassi el Khammar », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : ravin et bled Sehb el Assal n° 71 T. R. ;

Sud-est : piste de Meknassa ;
Ouest : oued Ben Hamada.
N° 73 T. R. « Bled er Rouf »,

N° 74 T. R. « Bled Es Semar », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Maakal.

Limites :

Nord : bled Meddour, n° 75 T. R., et bled Sahel ben Zennou, tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Timarhalt.

Limites :

Nord : terrain de Sidi Mohamed Zerouali ;

Est : piste de Dar Kedima ;
Sud-ouest : oued Ben Hamada.

N° 76 T. R. ;
Est et sud : oued Larbaâ.

Ouest : ravin ;
N° 75 T. R. « Bled Meddour », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : ravin ;
Est : ligne de crête le séparant du bled Sahel ben Zennou, n° 76 T. R. ;

Sud : piste le séparant du bled Es Semar, n° 74 T. R. ;
Ouest : ravin.

N° 76 T. R. « Bled Sahel ben Zennou », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : ravin ;
Est : oued Larbaâ le séparant du bled Kantra Bou Lajeraf, n° 69 T. R. ;

Sud : piste et levée de terre le séparant du bled Es Semar, n° 74 T. R., et oued Larbaâ ;

Ouest : ligne de crête.
N° 77 T. R. « Bled Koudiet ben Cheikh », tribu des Beni Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord et ouest : oued El Arbaâ ;
Est : terrain de Bouzidi et piste de Meknassa Foukania ;
Sud : oued Bou Lajeraf.

N° 70 T. R. « Bled El Messar », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Timarhalt.

Nord-est : ligne de crête ;
Sud-est : terrain Oulad Sidi Ali ;

Ouest : piste Fidat el Anaya.
N° 78 T. R. « Bled Akibat es Salah », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Maakal.

Limites :

Nord : ravin ;
Est : ravin et ligne de crête ;
Sud : ligne de crête et ravin ;
Ouest : ravin jusqu'au sommet de la colline.

N° 79 T. R. « Bled Azlaf », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Timarhalt.

Limites :

Nord : ligne de crête ;
Est et sud : levée de terre le séparant du terrain de Bouzidi ;

Ouest : ravin et bled Ferd Bou Ahmed, n° 87 T. R.

N° 80 T. R. « Bled Lakhal ben Nemissi », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Maakal.

Limites :

Nord : terrain de El Haj Seddik bel Kacem ;

Est : ravin le séparant du bled Nemissi, n° 81 T. R. ;
Sud : ravin ;
Ouest : piste.

N° 81 T. R. « Bled Nemissi », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Maakal.

Limites :

Nord : bled Ferd Bou Ahmed, n° 82 T. R. ;
Est : ligne de Kerkar et piste ;

Sud : levée de terre ;
Ouest : levée de terre et ravin le séparant du feddan Lakhal ben Nemissi, n° 80 T. R.

N° 82 T. R. « Bled Ferd Bou Hamad », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : ravin le séparant du bled Berdaâ ben Ketib, n° 83 T. R. ;

Est : ligne de crête ;
Sud : terrain des Khessassines et bled Nemissi, n° 81 T. R. ;

Ouest : ravin.

N° 83 T. R. « Bled Berdaâ ben Ketib », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : ravin le séparant du terrain de Haj Seddik bel Kacem ;

Est : ravin ;
Sud : ravin le séparant du bled Ferd Bou Ahmed, n° 82 T. R. ;

Ouest : ravin.

N° 84 T. R. « Bled Sanctaji », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Timarhalt.

Limites :

Nord : terrain de Salka ;
Est : ravin ;
Sud : terrain habous « Doumat Yaamar » ;

Ouest : piste le séparant du bled Moulay Ali, n° 85 T. R.

N° 85 T. R. « Bled Moulay

Ali », (deux parcelles), tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites, parcelle I :

Nord-est : ravin puis ligne de culture qui le sépare du terrain de Salka et enfin piste qui le sépare du même terrain et du bled Es Sanefaji, n° 84 T. R. ;

Sud : ravin ;

Ouest : ravin et piste qui le sépare du bled Doumat Sidi Azouz, n° 86 T. R. ;

Parcelle II :

Nord : ligne de crête à partir de l'extrémité nord-est du terrain de Salka ;

Est et sud : ravin ;

Ouest : ravin qui le sépare du terrain de Salka.

N° 86 T. R. « Bled Doumat Sidi Azouz », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : ravin qui le sépare du terrain de Ben Saïd ;

Est : piste qui le sépare du bled Moulay Ali, n° 85 T. R. ;

Sud : ravin ;

Ouest ravin et terrain des Oulad ben Mansour.

N° 87 T. R. « Bled Tameskinat », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord-est : terrain de Moulay Saïd et les Habous ;

Sud-est : terrain des Oulad ben Mansour et des Beni Khïar ;

Sud-ouest : ravin qui le sépare du terrain de Saïd ouïd el Haj el Khal ;

Nord-ouest : ligne de crête.

N° 88 T. R. « Bled el Koucha », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord et ouest : terrain de El Amrani ;

Est : terrain de Haj el Khal ;

Sud : terrain de Ali et des Amrani ;

N° 89 T. R. « Bled el Bezaza », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : ligne de crête ;

Est : bled Rebaâ el Aïn, n° 90 T. R., ravin et piste ;

Sud : terrain de Abdelkader el Kirane ;

Ouest : ligne de crête.

N° 90 T. R. « Bled Rebaâ el Aïn », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : séguia ;

Est : ravin et piste et oued qui le sépare du bled Arkab, n° 91 T. R. ;

Sud : petit ravin ;

Ouest : bled el Bezzaza, n° 89 T. R.

N° 91 T. R. « Bled Arkab », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : bled Rebaâ el Aïn, n° 90 T. R. et piste ;

Est : ligne de crête ;

Sud : bled Sehel el Fekkar, n° 93 T. R. ;

Ouest : ravin et bled Rebaâ el Aïn, n° 90 T. R.

N° 92 T. R. « Bled Keraa el Haddad », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : terrain de Arliel ;

Est : terrain de Akki et ravin ;

Sud : terrain de Akki ;

Ouest : terrain de Arliel.

N° 93 T. R. « Bled Sahel el Fekkar », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : bled Arkab, n° 91 T. R. et piste ;

Est : oued Larbaâ ;

Sud et ouest : ravin.

N° 94 T. R. « Bled Sahel el Hadaadach », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : oued Larbaâ ;

Est : oued Taza ;

Sud et ouest : séguia jusqu'au pont de l'oued Taza qui le sépare du bled Dehar el Djamaâ, n° 95 T. R.

N° 95 T. R. « Bled Dehar el Djamaâ », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : oued Larbaâ et séguia jusqu'au pont de l'oued Taza ;

Sud et est : levée de terre et route de Fès à Taza ;

Ouest : terrain de Sidi Tayeb el Bouza.

N° 96 T. R. « Bled Guemarat el Berdaa », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : terrain des Oulad Lach'heb ;

Est et sud : oued Larbaâ ;

Ouest bled Sahel Sidi Mahrez, n° 97 T. R., et terrain des Oulad Khettar.

N° 97 T. R. « Bled Sahel Sidi Mahrez », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord-est : bled Guemarat el Berdaa, n° 96 T. R. ;

Est : oued Larbaâ ;

Sud-ouest : piste de Meknassa Tahtia ;

Nord-ouest : terrain des Oulad el Khettar.

N° 98 T. R. « Bled Doumat el Hazzaba », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Timarhalt.

Limites :

Nord : séguia ;

Est : oued Taza ;

Sud : terrain des Derkaoua et celui des Oulad el Mokhtar ben Abdesselam ;

Ouest : terrain d'Aril el Bouguifouni.

N° 99 T. R. « Bled Bou Sefar », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : bled Tarzout, n° 100 T. R. ;

Est : ravin ;

Sud : oued Larbaâ ;

Ouest : terrain des Beni Mar-
rin.

N° 100 T. R. « Bled Tarzout », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : ravin jusqu'à la ligne de crête ;

Est : ligne de crête ;

Sud : ravin qui le sépare du bled Bou Sefar, n° 99 T. R. ;

Ouest : terrain des Beni Mar-
rin, celui de Bouzidi et d'El Bouti.

N° 101 T. R. « Bled el Behar », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : piste de Meknassa Tahtia ;

Est : terrain du mokaddem el Kebakbi et de Si Tayeb ;

Sud : séguia ;

Ouest : terrain de Jilali.

N° 102 T. R. « Bled Bou Kenoun », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : terrain de Jilali ben Mokhtar ;

Est : séguia et ravin ;

Sud : levée de terre et ravin ;

Ouest : terrains des Oulad Lach'heb d'El Batta et des Oulad el Fass.

N° 103 T. R. « Bled Ouljat Sidi Mahrez », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bechchar.

Limites :

Nord : terrain de Ahmed el Bouzidi ;

Est : terrain de Ben Kassi Bou Riga ;

Sud : levée de terre et terrain d'Ahmed el Bouti ;

Ouest : terrain d'El Bouzidi et El Bouti.

N° 104 T. R. « Bled el Hajera Touilla », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord-est : terrain de Ahmed el Bouzidi ;

Sud-est : terrain de Abdallah ouïd Hadl Mokhtar Rebiza, de Abdeljelil el Bouti et de Ould el Abbès ;

Sud-ouest : ravin ;

Nord-ouest : oued El Arbaâ.

N° 105 T. R. « Bled Aïn ben Yaya », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord-est : ravin qui le sépare du bled Hajera Touilla, n° 104 T. R. ;

Sud-est : terrain d'Amar el Mesrich ;

Sud-ouest : petit ravin ;

Nord-ouest : oued El Arbaâ.

N° 106 T. R. « Bled el Kharrouba », tribu des Beni Ouajjan, fraction des Beni Marrine.

Limites :

Nord et est : terrains de Ahmed el Bouzidi et de Abderrahman ouïd Abdeljelil ben Salah el Oujjani ;

Sud : piste ;

Ouest : terrain de Ould Yamen el Oujjani.

N° 107 T. R. « Bled El Menaceb », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Timarhalt.

Limites :

Nord : piste ;

Est et sud : levée de terre ;

Ouest : ravin venant rejoindre au nord un deuxième ravin qui constitue la limite ouest du bled Garn Khalifa, n° 108 T. R.

N° 108 T. R. « Bled Garn Khalifa », tribu des Beni Ouajjan, fraction des Beni Marrine.

Limites :

Nord : piste et levée de terre ;

Est : bled El Menaceb (n° 107 T. R.) et ravin ;

Sud et ouest : terrain des Oulad Lach'heb et terrain de Ben Ahmed el Bouzidi et de Abderrahman ben Abdeljelil.

N° 109 T. R. « Feddan Souat el Tolba », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord et sud : levée de terre ;

Est : piste ;

Ouest : ligne droite partant de la levée de terre nord et allant à une marque sur le talus sud.

N° 110 T. R. « Bled Sedirat el Messakine », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : levée de terre aux contours sinueux ;

Est : ravin et terrain des Oulad Riari ;

Sud : terrain des Oulad Riari ;

Ouest : sentier le séparant du bled Djennâa, n° 111 T. R.

N° 111 T. R. « Feddan Djamaï », tribu des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : petite levée de terre ;

Est : piste qui le sépare du bled Sedirat el Messakine (n° 110 T. R.) et petite levée de terre ;

Sud : piste du marabout de Sidi Mesbah ;

Ouest : piste à quelques mètres à l'est du ravin.

N° 112 T. R. « Zeribat Bennani », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : petite levée de terre ;

Est : petite levée de terre ;

Sud : petite levée de terrain le séparant du terrain d'El Bouzidi ;

Ouest : piste le séparant du bled El Ourdania (n° 114 T. R.).

N° 113 T. R. « Bled Battan Merzouka », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : piste ;
Est : piste ;
Sud : ravin qui le sépare du bled El Ourdania (n° 114 T. R.) ;

Ouest : ligne de kerkar partant du sentier nord et allant au sommet du ravin sud.

N° 114 T. R. « Bled el Ourdania », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : ravin qui le sépare du bled Battan Merzouka, (n° 113 T. R.) ;

Est : levée de terre, sentier qui le sépare de la Zeribat Ben-nani (n° 112 T. R.), puis levée de terre et même sentier ;

Sud : levée de terre et ravin qui le sépare du bled Nader el Abiodh (n° 115 T. R.) ;

Ouest : levée de terre jusqu'au sommet du ravin.

N° 115 T. R. « Bled Nader el Abiodh », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : ravin et levée de terre qui les sépare du bled El Ourdania (n° 114 T. R.) ;

Est : Terrain de El Bouzidi ;
Sud et ouest : terrain des Salka, de Ouled el Abbès et des Beni Maâdir.

N° 116 T. R. « Bled Sidi Bou Salem », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord et sud : ravin ;
Est : bled Sahel el Haddar (n° 118 T. R.) ;

Ouest : terrain de Haj Ahmed Salka.

N° 117 T. R. « Bled el Aioun », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : terrain de Ould el Bouti ;

Est : terrain de Haj Ahmed Salka et de Abdelkader ben Messaoud ;

Sud : les Beni Khiair et les Khessassine, la limite passe par le mur sud du fort Sorensen.

N° 118 T. R. « Feddan Sahel el Haddar », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Timarhalt.

Limites :

Nord : ligne qui part de l'oued Taza et qui aboutit à la corne nord-est du Bled Sidi Bou Salem (n° 116 T. R.) ;

Est : oued Taza ;
Sud : petit ravin ;

Ouest : séguia en maçonnerie qui le sépare du bled Sidi Bou Salem susnommé.

N° 119 T. R. « Bled Bou'Herira », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : piste et ravin ;
Est : levée de terre ;
Sud : terrain de Haj Ahmed Salka ;

Ouest : terrain d'El Bouzidi, ligne de crête et terrain de Jilali ben Mokhtar.

N° 120 T. R. « Bled Gar Et-Tine », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : ligne de crête et ravin ;
Est : ravin ;
Sud-est : oued Taza ;
Sud : piste ;

Ouest : ligne de crête.

N° 121 T. R. « Arsat Sidi Ali ben Abdallah », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord et ouest : oued et terrain de Ahmed ben Larbi ;

Sud et est : séguia et terrain de Ahmed ben Larbi.

N° 122 T. R. « Arsat Mekka I », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : séguia et jardin de Slaoui ;

Est : Arsat Mekka II (n° 123 T. R.) ;

Sud : séguia et terrain de Salka ;

Ouest : levée de terre et terrain Ahmed Larbi.

N° 123 T. R. « Arsat Mekka II », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : séguia et jardin de Slaoui ;

Est : levée de terre, jardin de Bou Abdallah et terrain de Salka ;

Sud : séguia et terrain de Salka ;

Ouest : Arsat Mekka I (n° 122 T. R.).

N° 124 T. R. « Arsat Ain el Harim », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : petite levée de terre ;

Est : oued Taza ;

ouest et sud : piste.

N° 125 T. R. « Bled Ras el Oued », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Timarhalt.

Limites :

Nord : terrain de Mohamed Salka ;

Est et sud : ligne de crête ;

Ouest : ligne de crête et terrain de Mohamed Salka.

N° 126 T. R. « Bled el Oulija », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Timarhalt.

Limites :

Nord : levée de terre ;
Est : levée de terre et ravin ;

Sud et ouest : ligne de crête.
N° 127 T. R. « Bled Haoud el Jenan », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : Bled el Merassel (n° 128 T. R.) et levée de terre ;

Est : levée de terre, bled n° 127 T. R., levée de terre et terrain des Oulad Sidi Ali Touzani ;

Sud : piste ;

Ouest : marais et terrain d'El Guebchi.

N° 128 T. R. « Bled el Merassel », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Maâkal.

Limites :

Terrain de forme approximativement sphérique, limitée au sud-est par le bled Haoud el Jenan (n° 127 T. R.).

N° 129 T. R. Parcelle à Haoud el Jenan, tribu des Beni Ouajjan, fraction des Ahl Kennar.

Limites :

Nord et sud : levée de terre ;

Est : piste ;

Ouest : bled Haoud el Jenan (n° 127 T. R.).

N° 130 T. R. « Bled el Briaâ », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : bled Hofrat Asselili (n° 132 T. R.) et piste ;

Est : terrain de Allal Lazrek et de ses frères ;

Sud : levée de terre ;

Ouest : levée de terre.

N° 131 T. R. « Bled Aouinat Soltana », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Timarhalt.

Limites :

Nord, est et ouest : levée de terre ;

Sud : ravin.

N° 132 T. R. « Bled Hofrat Asselili », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : levée de terre ;

Est : ravin ;

Sud : bled El Briaâ et piste ;

Ouest : bled Amekouas (n° 135 T. R.) et ligne de crête.

N° 133 T. R. « Bled Afe-nazer », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : source et ravin ;

Sud et ouest : ravin ;

Sud : piste.

N° 134 T. R. Parcelle sans nom à Ain el Amrani, tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : terrains des Touzani et des Khehladi ;

Est : ravin ;

Sud : Mokadem El Houssine ;

Ouest : levée de terre.

N° 135 T. R. « Bled Amekouas », tribu des Beni Ouajjan, fraction des Ahl Kennar.

Limites :

Nord : levée de terre ;

Est : bled Hofrat Asselili (n° 132 T. R.) ;

Sud : piste et terrain d'Abdelkader ben Kiran ;

Ouest : levée de terre.

N° 136 T. R. « Bled el Khebichi », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Marraoua.

Limites :

Nord : ligne de crête, terrain Abdesselem Rebiza et Ouled el Abbès ;

Est : terrain de Ahmed ben Houcine ben Larbi Bou Aidi ;

Sud : piste ;

Ouest : terrain Mekki Partit.

N° 137 T. R. « Bled Sehbi et Touil », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Timarhalt.

Limites :

Nord : ravin ;

Nord-est et est : ravin ;

Sud-est : piste ;

Ouest : ligne de crête.

N° 138 T. R. « Bled Battan el Roula », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord-est et est : terrain de Ahmed ben Hassan el Arbi ;

Sud et ouest : ravin.

N° 139 T. R. « Bled el Messidar », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Marraoua.

Limites :

Nord : piste et ravin ;

Est : terrain des Oulad Ali ben Ahmed Mokhtar et celui de Ben Ayad el Ferkouchi ;

Sud : levée de terre ;

Ouest : terrain de Ben Ayad.

N° 140 T. R. « Bled el Messedar el Kebir », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Marraoua.

Limites :

Nord-est et sud-est : ravin dit « Chaâbat el Homar » ;

Sud-ouest : oued Jeouna ;

Nord-ouest : ravin.

N° 141 T. R. « Bled Koudiat Mira », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Marraoua.

Limites :

Nord : terrain de Haj Mohamed el Guettari ;

Est : terrain de El Debabra ;

Sud : levée de terre, terrain de Ahmed ben Houssine et ligne de crête ;

Ouest : terrain Zedraoudi.

N° 142 T. R. « Bled Kerkour Bou Amira », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Marraoua.

Limites :

Nord : piste et terrain de Haj Homad ;

Est : levée de terre et terrain des Oulad Abdeljelil ben Ali ;

Sud : terrain de Serir ben Taleb ;

Ouest : terrain de Haj Omad et de Serir ben Taleb.

N° 143 T. R. « Bled Oum el Khoukh », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Marraoua.

Limites :

Nord : ligne de crête et terrain des Oulad Yaffakh ;

Est : ligne de crête qui le sépare de Tifelouati ;

Sud : ravin, terrain de Haj Homad ez Zoubaâ et celui de Homad ould Yaffakh des Beni Mahcen ;

Ouest : levée de terre qui le sépare du terrain de Haj Hamada.

N° 144 T. R. « Bled Taneji es Safeli », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord-est et est : ravin et terrain de Ould Si Amar des Beni Mahcen ;

Sud : terrain de Lach'heb des Beni Mahcen ;

Ouest terrain de Abdallah ben Ali ben Abbou des Beni Mahcen.

N° 145 T. R. « Bled Taneji el Fouki », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : terrain de Hassan ben Ali ben Abbou ;

Est : terrain de Lahcen ould Abdallah des Beni Mahcen ;

Sud : terrain de Cheikh Lahcen des Beni Mahcen ;

Ouest : ravin et terrain de Ould Abdallah ben Ahmed des Beni Bou Guitoun.

N° 146 T. R. « Bled Gaadat Zerouala », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord-est : ravin ;

Sud-est : terrain de Haj Homad ez Zouabet de Homad ould Yaffakh des Beni Mahcen ;

Ouest : levée de terre, ligne de crête et terrain Yaffakh.

N° 147 T. R. « Bled Doumat Zerigui », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Marraoua.

Limites :

Nord : terrains de Houcine Dib et de Kaddour ben Mohamed ben Ali ;

Est : piste allant à Jouna ;

Sud : terrain des Oulad Mohamed ben Ali ben Taleb ;

Ouest : terrain de Homad el Mefroud.

N° 148 T. R. « Bled Tafaraout », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Marraoua.

Limites :

Nord : terrain des Ould Moussa ben el Attari et de Laarej ;

Est : terrain de Ould Lach'heb ben Hamidach des Beni Bou Guitoun ;

Sud : terrain de Ould Mokhtar ben Ahmed et Ould Lahcen ben Larbi ;

Ouest : séguia.

N° 149 T. R. « Bled Bou Ifane », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Timarhalt.

Limites :

Nord : terrain du caïd Mohamed el Oujani ;

Est : ravin (merja) le séparant du bled Chekal el Rkhal (n° 150 T. R.) ;

Sud : piste des Beni Bou Ahmed ;

Sud-est : ravin et piste.

N° 150 T. R. « Bled Chekal el Bral », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Timarhalt.

Limites :

Nord-est : ravin ;

Sud-est : ravin et merja ;

Sud : piste des Beni Bou Ahmed ;

Nord-ouest : ravin qui le sépare du bled Bou Ifane (n° 149 T. R.) et merja.

N° 151 T. R. « Bled Haoud Bezzout », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Timarhalt.

Limites :

Nord et est : ligne de crête ;

Sud : ravin ;

Ouest : merja.

N° 152 T. R. « Bled Dehar Bou Affane », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Timarhalt.

Limites :

Nord : Benou Aïcha ;

Est : ravin ;

Sud : ravin ;

Ouest : ligne de crête.

N° 153 T. R. « Bled Oujat el Cadi », tribu des Beni Ouajjan, fraction des Meterkatt.

Limites :

Nord : oued Ouergine ;

Est : ligne droite partant d'un gué de l'oued et aboutissant à une marque sur une petite levée de terre ;

Sud : route de Taza à Oujda ;

Ouest : ligne de crête et ancienne piste jusqu'à l'oued.

N° 154 T. R. « Bled en Nekhila », tribu des Beni Ouajjan, fraction des Meterkatt.

Limites :

Nord : terrain d'El Aïssaoui ;

Est : terrain d'El Arabi ;

Sud : terrain d'El Arabi ;

Ouest : piste.

N° 155 T. R. « Bled Oukal ez Zerïa », tribu des Beni Ouajjan, fraction des Meterkatt.

Limites :

Nord : terrains des Oulad el Mekki et de El Arabi ;

Est : piste ;

Sud : terrain des Oulad Diouri ;

Ouest : ligne de crête.

N° 156 T. R. « Bled Kelib el Trab », tribu des Beni Ouajjan, fraction des Meterkatt.

Limites :

Nord : terrain de Ould Mohamed ben Houssine el Pou Hamadi ;

Est : terrain de la zaouïa des Aïssaouia, d'El Mekki des Meterkatt et de l'Ould Nimis ;

Sud : ligne de crête ;

Ouest : merja.

N° 157 T. R. Deux parcelles sans noms à la Messala el Foukia, tribu des Beni Ouajjan, fraction des Meterkatt.

Limites :

Nord : terrain du cheikh Ayad ould ben Larbi ;

Est : terrain de Ould Abdesselam ;

Sud : terrain du fqih Ben Hamidi et celui de Laurej el Kourchabi ;

Ouest : piste et terrain de Bou Allaf.

N° 158 T. R. « Bled El Messala el Tahtia », tribu des Beni Ouajjan, fraction des Meterkatt.

Limites :

Nord : terrain de Homad ould Ali ben Ahmed ;

Est : terrain de Ahmed ould Abdesselam ;

Sud : piste et terrain du cheikh Ayad ould Ben Larbi ;

Ouest : piste et terrain du fqih Amar el Aïssaoui.

N° 159 T. R. « Bled Haoud ben Zerïer », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord-est et est : terrain de Mohamed el Aïssaoui (limite passant par un fossé artificiel) ;

Sud : piste dans un ravin ;

Sud-ouest : terrain de Allal ould Kaddour ben Lahcen ;

Nord-ouest : piste de ou lajeraf.

N° 160 T. R. « Bled El Marnisia », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : petite levée de terre partant de la ligne de crête ;

Est : levée de terre ;

Sud : ligne de crête ;

Ouest : ligne de crête.

N° 161 T. R. « Bled El Majedamia », tribu des Beni Bou Guitoun, fraction des Ahl Bachchar.

Limites :

Nord : piste et terrain de Mohamed el Aïssaoui ;

Est : El Braouak et terrain de Ali ould Hamou ben Radi ;

Sud et ouest : ligne de crête et terrain de Ali ould Hamou.

N° 162 T. R. « Bled Jabla », tribu des Beni Ouajjan, fraction des Meterkatt.

Limites :

Nord : fortin et terrain de Mohamed ben Abdallah ;

Sud : terrain de El M'Nassar, de Si Ahmed ben Mekki et levée de terre ;

Ouest : ligne de crête.

Telles au surplus que ces limites sont indiquées par un liséré rose au croquis annexé à la présente réquisition.

A la connaissance du service des domaines, il n'existe sur les dites parcelles aucun droit d'usage ou autre légalement établi.

Les opérations de délimitation commenceront à l'angle nord-ouest de la parcelle dite « Bled el Souïer » (n° 55 T. R.), le 29 mars 1926, à 8 heures du matin et se poursuivront les jours suivants s'il y a lieu, dans l'ordre ci-dessus.

Rabat, le 17 décembre 1925.

FAVEREAU.

Arrêté viziriel

du 16 janvier 1926 (2 reheb 1344) ordonnant la délimitation de 108 parcelles domaniales sises dans la banlieue de Taza.

Le grand vizir,

Vu le dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334) portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'Etat, modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 reheb 1341) ;

Vu la requête en date du 17 décembre 1925, présentée par le chef du service des domaines et tendant à fixer au 29 mars 1926, les opérations de délimitation de 108 parcelles domaniales, sises dans la banlieue de Taza ;

Sur la proposition du directeur général des finances,

ARRÊTE :

Article premier. — Il sera procédé conformément aux dispositions du dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334), modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 reheb 1341), à la délimitation de 108 parcelles domaniales acquises de l'administration des Habous par le domaine de l'Etat et sises dans la banlieue de Taza.

Art. 2. — Les opérations de délimitation commenceront le 29 mars 1926, à 8 heures du matin, à l'angle nord-ouest de la parcelle dite « Bled Es Souïer » (n° 55 T. R.), et se poursuivront les jours suivants s'il y a lieu, dans l'ordre d'inscription fixé par la requête du chef du service des domaines, en date du 17 décembre 1925.

Fait à Rabat, le 2 reheb 1344 (16 janvier 1926).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 30 janvier 1926.

Le Commissaire

Résident Général.

T. STERG.

AVIS

Réquisition de délimitation concernant un immeuble collectif situé sur le territoire de la tribu des Zénata (Chaouïa-nord).

Le directeur des affaires indigènes,

Agissant au nom et pour le compte de la collectivité Zyaïda, en conformité des dispositions de l'article 3 du dahir du 18 février 1924 (12 reheb 1342), portant règlement spécial pour la délimitation des terres collectives, requiert la délimitation de l'immeuble collectif dénommé « Bled el Bahar », d'une superficie de 1.601 ha., situé sur

le territoire de la tribu des Zénata (Chaouïa-nord).

Limites :
Nord : L'océan de l'oued Chekchek à l'oued Robar ; riverain : Domaine public ;

Est : Rive gauche de l'oued Robar jusqu'à la borne 32 de l'immatriculation foncière, titre n° 459 R., (ferme Polignac) ; riverain : Domaine Bou Znika Etat. Titre n° 460 R. ;

Sud : De l'oued Robar à l'oued Chekchek, des B. 32 à B. 27 et B. 9 à B. 1 de l'immatriculation foncière. Titre n° 459 R. et des B. 44 à B. 42 et B. 10 à B. 1 de l'immatriculation foncière. Titre n° 1320 R. (Ajilat) ;

Ouest : Rive droite de l'oued Chekchek depuis B. 1 de l'immatriculation foncière. Titre n° 1320 R. ; riverains : Si Mohamed ben Doukkali Zenati et les Zenata.

Ces limites sont telles au surplus qu'elles sont indiquées par un liseré rose au croquis annexé à la présente réquisition.

A la connaissance du directeur des affaires indigènes, il n'existe aucune enclave, ni aucun droit d'usage ou autre légalement établi, à l'exception des servitudes de passage relevant du domaine public.

Les opérations de délimitation commenceront le 23 mars 1926, à 9 h. 30, à l'angle sud-est de la propriété au point de jonction des domaines Bou Znika, Polignac et El Bahar, sur l'oued Robar, et se poursuivront les jours suivants s'il y a lieu.

Rabat, le 12 septembre 1925,
 HUOT.

Arrêté viziriel.

du 7 novembre 1925, (20 rebia II 1344) ordonnant la délimitation d'un immeuble collectif situé sur le territoire de la tribu des Zenata (Chaouïa-nord).

Le grand vizir,

Vu le dahir du 18 février 1924 (12 rejab 1342) portant règlement spécial pour la délimitation des terres collectives ;

Vu la requête en date du 12 septembre 1925 du directeur des affaires indigènes, tendant à fixer au 23 mars 1926 les opérations de délimitation de l'immeuble collectif dénommé « Bled el Bahar », appartenant à la collectivité Zyaïda et situé sur le territoire de la tribu Zenata (Chaouïa-nord),

ARRÊTE :

Article premier. — Il sera

procédé à la délimitation de l'immeuble collectif dénommé « Bled el Bahar », appartenant à la collectivité des Zyaïda, situé sur le territoire de la tribu des Zenata, conformément aux dispositions du dahir du 18 février 1924 (1^{er} rejab 1342) susvisé.

Art. 2. — Les opérations de délimitation commenceront le 23 mars 1926, à 9 h. 30, à l'embouchure de l'oued Robar et se poursuivront les jours suivants s'il y a lieu.

Fait à Rabat,
 le 20 rebia II 1344,
 (7 novembre 1925).

MOHAMMED EL MOKRI.
 Vu pour promulgation
 et mise à exécution :
 Rabat, le 25 novembre 1925.
 Le Commissaire,
 Résident Général,
 T. STEEG.

BANK OF BRITISH WEST AFRICA Ltd.

Capital autorisé : L. 4.000.000

Capital souscrit : L. 3.000.000

Siège social : Londres

Succursales : Liverpool, Manchester, Hambourg, Gibraltar, Casablanca, Fez, Marrakech, Mazagan, Mogador, Rabat, Saï, Tanger, Iles Canaries, Côtes de l'Afrique Occidentale.

TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE
 Assurances

Immeuble Banque Anglaise — Casablanca
 Bureaux à louer

COMPAGNIE ALGÉRIENNE

Société anonyme fondée en 1877

Capital : 100.000.000 de fr. entièrement versés. — Réserves : 62.000.000 de francs.

Siège Social : PARIS, 50, rue d'Anjou

AGENCES : PARIS, 50, rue d'Anjou, Aix-en-Provence, Antibes, Aubagne, BORDEAUX, CANNES, Cette, La Ciotat, Fréjus, Grasse, MARSEILLE, Menton, MONTPELLIER, Monte-Carlo, NICE, Salon, Vichy et dans les principales villes et localités de l'Algérie et de la Tunisie.

AU MAROC : CASABLANCA, Azeimour, Ber Rechid, Fez, Kénitra, Larache, Marrakech, Mazagan, Meknès, Mogador, Oudjda, Ouezzan, Petitjean, Rabat, Saï, Salé, TANGER, Taza.

CORRESPONDANTS DANS TOUTES AUTRES VILLES DE FRANCE ET DE L'ÉTRANGER

TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE, DE BOURSE ET DE CHANGE

Comptes de dépôts à vue et à préavis. Dépôts à échéance. Escompte et encaissement de tous effets. C-édits de campagne. Prêts sur marchandises. Envois de fonds, Opérations de titres. Garde de titres. Souscriptions. Paiements de coupons. Opérations de change. Locations de compartiments de coffres-forts. Emission de chèques et de lettres de crédit sur tous pays.

METTEZ EN BOUCHE
 chaque fois que vous avez à éviter les dangers du froid, de l'humidité, des poussières et des microbes, dès que vous êtes pris d'éternuements, de picotements dans la gorge, d'oppression, si vous sentez venir le Rhume,
UNE PASTILLE VALDA
 dont les vapeurs balsamiques et antiseptiques fortifieront, cuirasseront, préserveront votre GORGE, vos BRONCHES, vos POUMONS.
AYEZ TOUJOURS SOUS LA MAIN DES PASTILLES VALDA
 mais surtout n'employez que **LES VÉRITABLES** vendues SEULEMENT en BOITES portant le nom **VALDA**

Certifié authentique le présent exemplaire du

Bulletin Officiel n° 698 en date du 9 mars 1926,

dont les pages sont numérotées de 381 à 440 inclus.

L'imprimeur,

Vu pour la légalisation de la signature

de M. , chef de l'Exploitation de l'Imprimerie

Officielle, apposée ci-contre.

Rabat, le..... 192...